

A STRASBOURG

Un traité rendant irréversible l'abolition de la peine de mort est signé par la France.

LIRE PAGE 32 L'ARTICLE DE BERTRAND LE GENDRE



Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Le Monde

Directeur : André Laurens

3,60 F

Algérie, 3 DA ; Maroc, 3,60 dr. ; Tunisie, 300 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 18 sch. ; Belgique, 26 fr. ; Canada, 1,10 \$; Côte d'Ivoire, 340 F CFA ; Danemark, 6,80 kr. ; Espagne, 100 pes. ; États-Unis, 60 c. ; Grèce, 65 dr. ; Irlande, 80 p. ; Italie, 1.200 L. ; Japon, 360 ¥ ; Libye, 0,560 DL ; Luxembourg, 27 f. ; Norvège, 6,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 60 esc. ; Sénégal, 225 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,40 L. ; Thaïlande, 65 ba. ; Tchécoslovaquie, 20 scs. ; Yémen, 200 r. ; Zambie, 2,50 kwacha. Tarifs des abonnements page 18. 5, RUE DES ITALIENS 75427 PARIS CEDEX 09 Tél. MONDIPAR 650572 F C.C.P. 4207 - 22 PARIS Tél. : 246-72-23

Washington et l'Amérique centrale

L'incendie dans le jardin

Il est une qualité que l'on ne peut dénier à M. Reagan, en politique intérieure ou extérieure : la constance. Le président des États-Unis en a administré encore une fois la preuve, mercredi 27 avril, en prononçant, devant les deux Chambres du Congrès réunies en séance solennelle, un vibrant discours sur la situation en Amérique centrale qui ne varie pas d'un iota de tout ce qu'il a pu dire sur le même sujet depuis qu'il est entré à la Maison Blanche.

La géographie donne raison au président quand il affirme que « le Salvador est plus proche du Texas que celui-ci ne l'est du Massachusetts, et le Nicaragua plus proche de Miami que la Floride de Washington », et quand il note en termes imagés que « l'incendie est dans le jardin » des États-Unis. Encore que ce type d'argumentation puisse aussi éclairer l'attitude de l'U.R.S.S. par rapport à l'Amérique centrale.

Dès l'entrée en fonction de l'actuelle administration, le secrétaire d'État d'alors, M. Alexander Haig, avait mis l'accent sur les enjeux stratégiques de l'Amérique centrale et tenté, sans grand succès, de convaincre les alliés que l'U.R.S.S., par Cuba et Nicaragua interposés, était la « source » de tous les problèmes. Avec plus d'insistance encore, et la certitude d'avoir raison contre ses anciens amis démocrates qui restent sceptiques devant les « preuves » qu'en leur rapport, M. Jeane Kirkpatrick, l'ambassadrice américaine aux Nations unies, dénonce l'existence d'un « plan » soviétique visant à installer, sur le terrain sud des États-Unis, des bases militaires menaçant directement leur sécurité.

L'argument, inlassablement répété par l'administration Reagan, est le suivant : les deux tiers du commerce extérieur américain en temps de paix, et la moitié des transferts militaires aux alliés des Nations unies, dépendent du canal du Panama. A Cuba et au Nicaragua s'est ajoutée la petite île révolutionnaire de Grenade, au large de laquelle transite le pétrole des pétroliers, tandis que sur le sous-continent sud-américain lui-même le Suriname évolue dans une direction jugée inquiétante par Washington.

M. Reagan continue donc, entre vents et marées, à ne voir dans les combats qui ensanglantent l'isthme centro-américain qu'un reflet de la confrontation globale entre l'Est et l'Ouest. Les préoccupations stratégiques l'emportent dans son esprit sur toute autre considération et les phrases pieuses consacrées au développement économique de la région, sont surtout destinées à démentir l'opposition démocratique.

Celle-ci est cependant en mesure désormais, grâce à son succès partiel aux élections de novembre dernier, de contraindre efficacement la politique de l'administration. Le président n'a encore réussi à convaincre ni le Congrès ni l'opinion que l'origine de tous les maux dont souffre l'Amérique centrale se trouve en U.R.S.S.

Les membres du Congrès ont, en effet, d'autres idées en tête. Certains d'entre eux, en nombre croissant, sont acquis à la thèse du sénateur Kennedy suivant laquelle « aucune aide militaire supplémentaire ne doit être accordée au Salvador tant que le gouvernement de ce pays n'accepte pas d'ouvrir des négociations, sans conditions préalables », avec la guérilla. M. Reagan croit une solution militaire possible, alors que le Congrès et l'opinion penchent pour un règlement politique négocié. Il est peu probable cependant que le président modifie de sitôt son point de vue.

Le Congrès accueille avec réserve la mise en garde solennelle du président Reagan

Dans un discours devant les deux chambres, réunies pour une séance extraordinaire, M. Reagan a lancé, mercredi soir 27 avril, un appel en faveur de sa politique en Amérique centrale. Le président souhaite que républicains et démocrates oublient leurs querelles sur un sujet aussi grave, mais il a peu de chances d'être entendu. Son intervention a été aussitôt critiquée par un porte-parole du parti démocrate et le Congrès, dans son ensemble, l'a accueillie avec beaucoup de réserve.

De notre correspondant

New-York. — En choisissant une procédure que les présidents américains n'utilisent qu'à titre exceptionnel — M. Carter avait annoncé au Congrès la signature des accords de Camp David, Lyndon Johnson la loi sur les droits civiques, Truman le plan Marshall — M. Reagan a voulu donner de la solennité à ce qui a paru à certains comme une tentative désespérée pour obtenir l'agrément des deux Chambres à une politique centro-américaine de plus en plus contestée.

Il y a tout juste deux ans qu'il s'était, de la même façon, adressé au Congrès pour lui demander d'approuver son programme économique. Mais mercredi soir 27 avril, malgré quelques morceaux de bravoure qui lui ont valu des applaudissements nourris, le président a pu constater la froideur qui s'est manifestée pendant l'essentiel de son discours dans les travées démocrates. Il a obtenu sa plus vibrante ovation lorsqu'il a réitéré la promesse que « les troupes américaines ne seront pas envoyées en Amérique centrale ».

Grâce aux efforts de deux administrations successives, « la démocratie commence à s'installer au Salvador », a dit le président citant la réforme agraire et les élections qui ont eu lieu « librement », malgré les efforts d'une guérilla « dépeinte par une propagande mondiale comme formée de combattants de la liberté ». Lesquels « combattants » se sont révélés, à la faveur de ces élections, pour ce qu'ils étaient : « une petite minorité de gens se battant pour eux-mêmes et leurs maîtres, pas pour la démocratie ».

Le président a cité plusieurs anecdotes exprimant la hardiesse avec laquelle les électeurs salvadoriens avaient bravé tous les dangers pour se rendre aux urnes. « Nous ne pourrions jamais les abandonner », a lancé le président tandis que crépitaient les applaudissements.

NICOLE BERNHEIM.

(Lire la suite page 7.)

La Chine en mutation

M. Mitterrand quitte Paris le dimanche 1^{er} mai pour un voyage qui le conduira d'abord au Népal puis en Chine, où il séjournera du 3 au 7 mai, et visitera successivement Pékin, Xian, Nankin et Shanghai. L'essentiel de ses conversations aura lieu avec le premier ministre chinois, M. Zhao Ziyang, mais des rencontres sont également prévues avec le secrétaire général du P.C.C., M. Hu Yaobang, ainsi qu'avec M. Deng Xiaoping.

Dans une interview à la télévision chinoise diffusée le mercredi soir 27 avril à Pékin, le président de la République a exprimé le souhait que les relations franco-chinoises soient « plus vivantes, plus actives, plus constantes ». Il a déclaré que la Chine lui apparaissait comme « un partenaire décisif » en même temps qu'une « force d'équilibre » en Extrême-Orient et dans le monde.

I. — Un pays laboratoire

De notre correspondant

MANUEL LUCBERT

Pékin. — S'il est vrai que le voyage en Chine relève toujours un peu de l'exercice initiatique, quels rites secrets le président de la République devra-t-il respecter, quels signes dissimulés lui faudra-t-il décrypter pour entrer de plein-pied dans ce pays, où l'apparence sait si bien supplanter la réalité ?

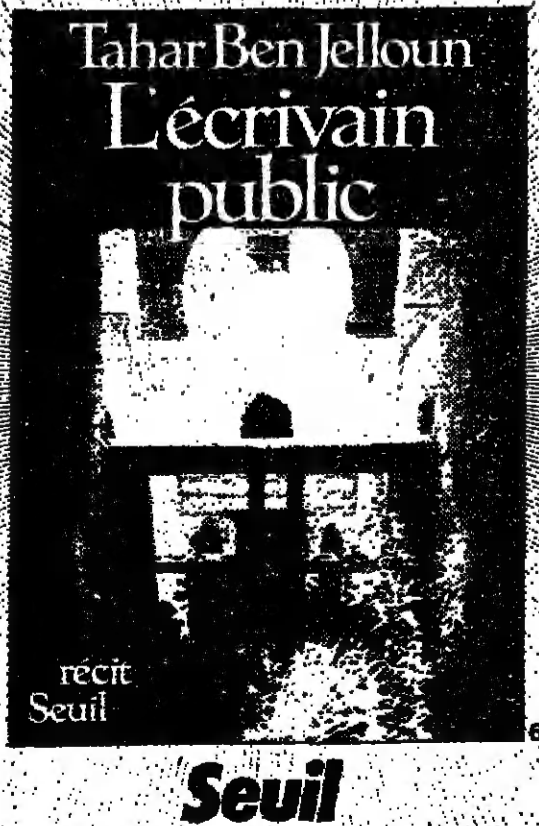
Lorsque, simple candidat à la magistrature suprême, M. Mitterrand vint ici, voilà un peu plus de deux ans, la Chine vivait des temps bien étranges. Le chef du parti communiste, M. Hua Guofeng, était, en

principe, « toujours » en place. Mais on n'ignorait à Pékin qu'il était plus vraiment en possession de ses pouvoirs. Fatigué d'affronter les assauts incessants de M. Deng Xiaoping, son insubmersible adversaire, le « dirigeant clairvoyant », qui avait eu à l'automne de 1976 le redoutable honneur de poursuivre la tâche du président Mao Tse-toung, avait offert sa démission à ses pairs depuis déjà plusieurs mois. Pour mieux cacher ses divisions, le parti ne cessait d'appeler à la « stabilité et à l'unité ». Dans les coulisses de Zhongnanhai, la nouvelle « cité interdite » communiste, l'intrigue fit rage pendant plus de six mois. Très exactement de novembre 1980 à la fin du mois de juin 1981.

Résultat d'un nouveau compromis, le sixième plénum du comité central modifiait alors, mais sans rupture brutale, les rapports établis depuis le XI^e congrès de 1977 et redéfinissait, lors du troisième plénum de décembre 1978, entre les différentes factions. Mao était critiqué pour les « très graves erreurs » commises « dans les dernières années de sa vie ». Mais, malgré ces fautes, l'ancien Timonier était proclamé « grand marxiste, grand révolutionnaire, grand théoricien et grand stratège du prolétariat » et ses exploits qualifiés d'« immortels ». La « pensée de Mao Tse-toung » restait une référence obligatoire des communistes chinois. Mais celle-ci n'était plus considérée comme la création d'un seul homme, elle représentait « la cristallisation de la sagesse collective du parti ».

(Lire la suite page 4.)

Tahar Ben Jelloun
«Le pays me manque partout où je vais»



Seuil

LE MONDE diplomatique

du mois de mai EST PARU

Au sommaire :

La défense et ses mythes :

VIVRE L'ATOME

Plusieurs publications évoquent ces temps récents. A la table ronde, Jean-Marie Monod a réuni une

anthologie des pires vacheries échangées de Malherbe à Céline ; Paul Morelle a cueilli les fleurs de sa beau funier. On récidive d'autre part Léon Bloy, le pape de l'indignation, l'imprécateur-chef, le modèle toujours actuel des dénonciateurs d'ignominies. Jacques Cellard et Raphaël Sorin ont relu Exégèse des lieux communs, le Désespéré, la Femme pauvre.

Étaient-ce des signes de vie, ces anguilles au vitriol ? Ou une façon commode de se frotter le sang, de se flatter la plume, et de s'avouer mal dans son époque, sinon dans sa peau ?

Avec la Dérision, son dernier roman, Henri Troyat laisse entendre que la mécanique naît de l'échec, et l'échec d'on ne sait quel plaisir être de décevoir...

B. P.-D.

(Lire page 15 dans le Monde des livres.)

Plusieurs publications évoquent ces temps récents. A la table ronde, Jean-Marie Monod a réuni une

anthologie des pires vacheries échangées de Malherbe à Céline ; Paul Morelle a cueilli les fleurs de sa beau funier. On récidive d'autre part Léon Bloy, le pape de l'indignation, l'imprécateur-chef, le modèle toujours actuel des dénonciateurs d'ignominies. Jacques Cellard et Raphaël Sorin ont relu Exégèse des lieux communs, le Désespéré, la Femme pauvre.

Étaient-ce des signes de vie, ces anguilles au vitriol ? Ou une façon commode de se frotter le sang, de se flatter la plume, et de s'avouer mal dans son époque, sinon dans sa peau ?

Avec la Dérision, son dernier roman, Henri Troyat laisse entendre que la mécanique naît de l'échec, et l'échec d'on ne sait quel plaisir être de décevoir...

B. P.-D.

(Lire page 15 dans le Monde des livres.)

Plusieurs publications évoquent ces temps récents. A la table ronde, Jean-Marie Monod a réuni une

anthologie des pires vacheries échangées de Malherbe à Céline ; Paul Morelle a cueilli les fleurs de sa beau funier. On récidive d'autre part Léon Bloy, le pape de l'indignation, l'imprécateur-chef, le modèle toujours actuel des dénonciateurs d'ignominies. Jacques Cellard et Raphaël Sorin ont relu Exégèse des lieux communs, le Désespéré, la Femme pauvre.

Étaient-ce des signes de vie, ces anguilles au vitriol ? Ou une façon commode de se frotter le sang, de se flatter la plume, et de s'avouer mal dans son époque, sinon dans sa peau ?

Avec la Dérision, son dernier roman, Henri Troyat laisse entendre que la mécanique naît de l'échec, et l'échec d'on ne sait quel plaisir être de décevoir...

B. P.-D.

(Lire page 15 dans le Monde des livres.)

Plusieurs publications évoquent ces temps récents. A la table ronde, Jean-Marie Monod a réuni une

anthologie des pires vacheries échangées de Malherbe à Céline ; Paul Morelle a cueilli les fleurs de sa beau funier. On récidive d'autre part Léon Bloy, le pape de l'indignation, l'imprécateur-chef, le modèle toujours actuel des dénonciateurs d'ignominies. Jacques Cellard et Raphaël Sorin ont relu Exégèse des lieux communs, le Désespéré, la Femme pauvre.

Étaient-ce des signes de vie, ces anguilles au vitriol ? Ou une façon commode de se frotter le sang, de se flatter la plume, et de s'avouer mal dans son époque, sinon dans sa peau ?

Avec la Dérision, son dernier roman, Henri Troyat laisse entendre que la mécanique naît de l'échec, et l'échec d'on ne sait quel plaisir être de décevoir...

B. P.-D.

(Lire page 15 dans le Monde des livres.)

Plusieurs publications évoquent ces temps récents. A la table ronde, Jean-Marie Monod a réuni une

anthologie des pires vacheries échangées de Malherbe à Céline ; Paul Morelle a cueilli les fleurs de sa beau funier. On récidive d'autre part Léon Bloy, le pape de l'indignation, l'imprécateur-chef, le modèle toujours actuel des dénonciateurs d'ignominies. Jacques Cellard et Raphaël Sorin ont relu Exégèse des lieux communs, le Désespéré, la Femme pauvre.

Étaient-ce des signes de vie, ces anguilles au vitriol ? Ou une façon commode de se frotter le sang, de se flatter la plume, et de s'avouer mal dans son époque, sinon dans sa peau ?

Avec la Dérision, son dernier roman, Henri Troyat laisse entendre que la mécanique naît de l'échec, et l'échec d'on ne sait quel plaisir être de décevoir...

B. P.-D.

(Lire page 15 dans le Monde des livres.)

Plusieurs publications évoquent ces temps récents. A la table ronde, Jean-Marie Monod a réuni une

anthologie des pires vacheries échangées de Malherbe à Céline ; Paul Morelle a cueilli les fleurs de sa beau funier. On récidive d'autre part Léon Bloy, le pape de l'indignation, l'imprécateur-chef, le modèle toujours actuel des dénonciateurs d'ignominies. Jacques Cellard et Raphaël Sorin ont relu Exégèse des lieux communs, le Désespéré, la Femme pauvre.

Étaient-ce des signes de vie, ces anguilles au vitriol ? Ou une façon commode de se frotter le sang, de se flatter la plume, et de s'avouer mal dans son époque, sinon dans sa peau ?

Avec la Dérision, son dernier roman, Henri Troyat laisse entendre que la mécanique naît de l'échec, et l'échec d'on ne sait quel plaisir être de décevoir...

B. P.-D.

(Lire page 15 dans le Monde des livres.)

Plusieurs publications évoquent ces temps récents. A la table ronde, Jean-Marie Monod a réuni une

anthologie des pires vacheries échangées de Malherbe à Céline ; Paul Morelle a cueilli les fleurs de sa beau funier. On récidive d'autre part Léon Bloy, le pape de l'indignation, l'imprécateur-chef, le modèle toujours actuel des dénonciateurs d'ignominies. Jacques Cellard et Raphaël Sorin ont relu Exégèse des lieux communs, le Désespéré, la Femme pauvre.

Étaient-ce des signes de vie, ces anguilles au vitriol ? Ou une façon commode de se frotter le sang, de se flatter la plume, et de s'avouer mal dans son époque, sinon dans sa peau ?

Avec la Dérision, son dernier roman, Henri Troyat laisse entendre que la mécanique naît de l'échec, et l'échec d'on ne sait quel plaisir être de décevoir...

B. P.-D.

(Lire page 15 dans le Monde des livres.)

Plusieurs publications évoquent ces temps récents. A la table ronde, Jean-Marie Monod a réuni une

anthologie des pires vacheries échangées de Malherbe à Céline ; Paul Morelle a cueilli les fleurs de sa beau funier. On récidive d'autre part Léon Bloy, le pape de l'indignation, l'imprécateur-chef, le modèle toujours actuel des dénonciateurs d'ignominies. Jacques Cellard et Raphaël Sorin ont relu Exégèse des lieux communs, le Désespéré, la Femme pauvre.

Étaient-ce des signes de vie, ces anguilles au vitriol ? Ou une façon commode de se frotter le sang, de se flatter la plume, et de s'avouer mal dans son époque, sinon dans sa peau ?

Avec la Dérision, son dernier roman, Henri Troyat laisse entendre que la mécanique naît de l'échec, et l'échec d'on ne sait quel plaisir être de décevoir...

B. P.-D.

(Lire page 15 dans le Monde des livres.)

Plusieurs publications évoquent ces temps récents. A la table ronde, Jean-Marie Monod a réuni une

anthologie des pires vacheries échangées de Malherbe à Céline ; Paul Morelle a cueilli les fleurs de sa beau funier. On récidive d'autre part Léon Bloy, le pape de l'indignation, l'imprécateur-chef, le modèle toujours actuel des dénonciateurs d'ignominies. Jacques Cellard et Raphaël Sorin ont relu Exégèse des lieux communs, le Désespéré, la Femme pauvre.

Étaient-ce des signes de vie, ces anguilles au vitriol ? Ou une façon commode de se frotter le sang, de se flatter la plume, et de s'avouer mal dans son époque, sinon dans sa peau ?

Avec la Dérision, son dernier roman, Henri Troyat laisse entendre que la mécanique naît de l'échec, et l'échec d'on ne sait quel plaisir être de décevoir...

B. P.-D.

(Lire page 15 dans le Monde des livres.)

Plusieurs publications évoquent ces temps récents. A la table ronde, Jean-Marie Monod a réuni une

anthologie des pires vacheries échangées de Malherbe à Céline ; Paul Morelle a cueilli les fleurs de sa beau funier. On récidive d'autre part Léon Bloy, le pape de l'indignation, l'imprécateur-chef, le modèle toujours actuel des dénonciateurs d'ignominies. Jacques Cellard et Raphaël Sorin ont relu Exégèse des lieux communs, le Désespéré, la Femme pauvre.

Étaient-ce des signes de vie, ces anguilles au vitriol ? Ou une façon commode de se frotter le sang, de se flatter la plume, et de s'avouer mal dans son époque, sinon dans sa peau ?

Avec la Dérision, son dernier roman, Henri Troyat laisse entendre que la mécanique naît de l'échec, et l'échec d'on ne sait quel plaisir être de décevoir...

B. P.-D.

(Lire page 15 dans le Monde des livres.)

Plusieurs publications évoquent ces temps récents. A la table ronde, Jean-Marie Monod a réuni une

anthologie des pires vacheries échangées de Malherbe à Céline ; Paul Morelle a cueilli les fleurs de sa beau funier. On récidive d'autre part Léon Bloy, le pape de l'indignation, l'imprécateur-chef, le modèle toujours actuel des dénonciateurs d'ignominies. Jacques Cellard et Raphaël Sorin ont relu Exégèse des lieux communs, le Désespéré, la Femme pauvre.

Étaient-ce des signes de vie, ces anguilles au vitriol ? Ou une façon commode de se frotter le sang, de se flatter la plume, et de s'avouer mal dans son époque, sinon dans sa peau ?

Avec la Dérision, son dernier roman, Henri Troyat laisse entendre que la mécanique naît de l'échec, et l'échec d'on ne sait quel plaisir être de décevoir...

B. P.-D.

(Lire page 15 dans le Monde des livres.)

Plusieurs publications évoquent ces temps récents. A la table ronde, Jean-Marie Monod a réuni une

anthologie des pires vacheries échangées de Malherbe à Céline ; Paul Morelle a cueilli les fleurs de sa beau funier. On récidive d'autre part Léon Bloy, le pape de l'indignation, l'imprécateur-chef, le modèle toujours actuel des dénonciateurs d'ignominies. Jacques Cellard et Raphaël Sorin ont relu Exégèse des lieux communs, le Désespéré, la Femme pauvre.

Étaient-ce des signes de vie, ces anguilles au vitriol ? Ou une façon commode de se frotter le sang, de se flatter la plume, et de s'avouer mal dans son époque, sinon dans sa peau ?

Avec la Dérision, son dernier roman, Henri Troyat laisse entendre que la mécanique naît de l'échec, et l'échec d'on ne sait quel plaisir être de décevoir...

B. P.-D.

(Lire page 15 dans le Monde des livres.)

Plusieurs publications évoquent ces temps récents. A la table ronde, Jean-Marie Monod a réuni une

anthologie des pires vacheries échangées de Malherbe à Céline ; Paul Morelle a cueilli les fleurs de sa beau funier. On récidive d'autre part Léon Bloy, le pape de l'indignation, l'imprécateur-chef, le modèle toujours actuel des dénonciateurs d'ignominies. Jacques Cellard et Raphaël Sorin ont relu Exégèse des lieux communs, le Désespéré, la Femme pauvre.

Étaient-ce des signes de vie, ces anguilles au vitriol ? Ou une façon commode de se frotter le sang, de se flatter la plume, et de s'avouer mal dans son époque, sinon dans sa peau ?

Avec la Dérision, son dernier roman, Henri Troyat laisse entendre que la mécanique naît de l'échec, et l'échec d'on ne sait quel plaisir être de décevoir...

B. P.-D.

(Lire page 15 dans le Monde des livres.)

Plusieurs publications évoquent ces temps récents. A la table ronde, Jean-Marie Monod a réuni une

anthologie des pires vacheries échangées de Malherbe à Céline ; Paul Morelle a cueilli les fleurs de sa beau funier. On récidive d'autre part Léon Bloy, le pape de l'indignation, l'imprécateur-chef, le modèle toujours actuel des dénonciateurs d'ignominies. Jacques Cellard et Raphaël Sorin ont relu Exégèse des lieux communs, le Désespéré, la Femme pauvre.

Étaient-ce des signes de vie, ces anguilles au vitriol ? Ou une façon commode de se frotter le sang, de se flatter la plume, et de s'avouer mal dans son époque, sinon dans sa peau ?

Avec la Dérision, son dernier roman, Henri Troyat laisse entendre que la mécanique naît de l'échec, et l'échec d'on ne sait quel plaisir être de décevoir...

B. P.-D.

(Lire page 15 dans le Monde des livres.)

Plusieurs publications évoquent ces temps récents. A la table ronde, Jean-Marie Monod a réuni une

anthologie des pires vacheries échangées de Malherbe à Céline ; Paul Morelle a cueilli les fleurs de sa beau funier. On récidive d'autre part Léon Bloy, le pape de l'indignation, l'imprécateur-chef, le modèle toujours actuel des dénonciateurs d'ignominies. Jacques Cellard et Raphaël Sorin ont relu Exégèse des lieux communs, le Désespéré, la Femme pauvre.

Étaient-ce des signes de vie, ces anguilles au vitriol ? Ou une façon commode de se frotter le sang, de se flatter la plume, et de s'avouer mal dans son époque, sinon dans sa peau ?

Avec la Dérision, son dernier roman, Henri Troyat laisse entendre que la mécanique naît de l'échec, et l'échec d'on ne sait quel plaisir être de décevoir...

B. P.-D.

(Lire page 15 dans le Monde des livres.)

Plusieurs publications évoquent ces temps récents. A la table ronde, Jean-Marie Monod a réuni une

anthologie des pires vacheries échangées de Malherbe à Céline ; Paul Morelle a cueilli les fleurs de sa beau funier. On récidive d'autre part Léon Bloy, le pape de l'indignation, l'imprécateur-chef, le modèle toujours actuel des dénonciateurs d'ignominies. Jacques Cellard et Raphaël Sorin ont relu Exégèse des lieux communs, le Désespéré, la Femme pauvre.

Étaient-ce des signes de vie, ces anguilles au vitriol ? Ou une façon commode de se frotter le sang, de se flatter la plume, et de s'avouer mal dans son époque, sinon dans sa peau ?

Avec la Dérision, son dernier roman, Henri Troyat laisse entendre que la mécanique naît de l'échec, et l'échec d'on ne sait quel plaisir être de décevoir...

B. P.-D.

(Lire page 15 dans le Monde des livres.)

Plusieurs publications évoquent ces temps récents. A la table ronde, Jean-Marie Monod a réuni une

anthologie des pires vacheries échangées de Malherbe à Céline ; Paul Morelle a cueilli les fleurs de sa beau funier. On récidive d'autre part Léon Bloy, le pape de l'indignation, l'imprécateur-chef, le modèle toujours actuel des dénonciateurs d'ignominies. Jacques Cellard et Raphaël Sorin ont relu Exégèse des lieux communs, le Désespéré, la Femme pauvre.

Étaient-ce des signes de vie, ces anguilles au vitriol ? Ou une façon commode de se frotter le sang, de se flatter la plume, et de s'avouer mal dans son époque, sinon dans sa peau ?

Avec la Dérision, son dernier roman, Henri Troyat laisse entendre que la mécanique naît de l'échec, et l'échec d'on ne sait quel plaisir être de décevoir...

Le Monde

idées

La mise en forme du temps

PHILOSOPHIE

La question du temps, derrière laquelle se profile celle de la mort, est fondamentale en philosophie. Christian Delacampagne l'analyse ainsi que la démarche de l'historien à propos du dernier livre de Paul Ricoeur. C'est surtout aussi comme théorie de l'histoire que Suzanne Citron revient sur les écrits de Marx. Enfin, Manuel de Diéguez estime qu'il ne suffit pas d'observer patiemment les faits et de les classer pour faire de la science. Il faut aussi une interprétation du réel.

MALGRÉ la variété de ses objets d'étude, Paul Ricoeur est toujours resté fidèle à un même style de réflexion : celui de la phénoménologie husserlienne. Son travail procède de ce qu'il appelle lui-même une « herméneutique », c'est-à-dire d'une tentative pour retrouver, derrière les structures logiques d'un discours explicite, les articulations ou les relais qui font que ce discours s'enracine dans le sol d'une expérience vécue. Son dernier livre, *Temps et Récit* (1), illustre parfaitement cette démarche ; et bien qu'il ne s'agisse que du premier tome d'une entreprise à laquelle seul le second volume donnera tout son sens, il convient de s'y arrêter déjà, tant l'importance en est évidente.

C'est en effet à l'une des questions fondamentales de la philosophie que Paul Ricoeur s'est mesuré ici, puisqu'il ne s'agit de rien moins que de la question du temps, dernière laquelle se profile celle de la mort. Naturellement tous ses lecteurs auront en mémoire la fameuse apostrophe de saint Augustin, au livre XI des *Confessions* : « Qu'est-ce donc que le temps ? Si personne ne me pose la question, je le sais ; si quelqu'un pose la question et que je veuille expliquer, je ne le sais plus ». De fait, la réponse d'Aristote ni celle de Descartes ou de Kant ne suffisent à éteindre les angoisses que peut susciter en nous le flux du temps, ou au contraire ces situations de vide et d'immobilité pendant lesquelles le temps paraît ne plus avancer.

Quant à la phénoménologie pure du temps, elle échoue tout simplement à parler de son objet. Etant donné que l'homme vit et pense dans le temps, le temps n'est pas pour lui objet d'une perception directe. Il ne peut être saisi qu'à travers certaines médiations ; il ne peut être approché qu'après bien des détours. D'où l'idée de Paul Ricoeur : parler du temps en termes de récit, le reconstruire sous l'angle d'une phénoménologie interprétative.

Car qu'est-ce qu'un récit, sinon un agencement d'événements, une mise en forme du temps, une structure destinée à organiser l'écoulement de notre expérience intérieure ? Et comment s'effectue ce travail d'organisation ou — pour reprendre le mot de Ricoeur — de « configuration », sinon par la production de ce que nous appelons, depuis la *Postique* d'Aristote, des *intrigues* ? L'intrigue, qui met en relation des personnages à travers des événements se déroulant conformément à une certaine chronologie, est le cœur du récit, et la récit nous permet de pénétrer au cœur du temps : tel est, dans sa simplicité aventureuse, le projet général que Paul Ricoeur entend mener à bien.

Mais il y a deux grandes espèces de récit : le récit historique et le récit de fiction — d'où sortent les deux volets de cette entreprise. Bornons-nous donc, pour le moment, au premier tome, entièrement consacré au récit historique. Un paradoxe en constitue le point de départ : les

par
CHRISTIAN DELACAMPAGNE

mots de « récit » et d'« historique » ne semblent plus guère aller ensemble. Il y a beau jeu que les historiens contemporains ont rejeté la narrativité, qu'ils ont discrédité l'histoire événementielle, celle des batailles et des règnes, et qu'ils ont pris leurs distances avec la philosophie de Hegel, qui met un peu trop schématiquement le « grand homme » au moteur de tout ce qui arrive.

Or elle soit française ou anglosaxonne, qu'elle se réclame de Michel Foucault ou du positivisme logique, l'historiographie moderne se veut donc, en apparence, étrangère aux structures « littéraires » du récit. Déjà sensible dans les réflexions d'un Raymond Aron ou d'un Henri-Martin Marrou, une telle attitude de refus s'est dans les travaux de l'école des Annales. Celle-ci met délibérément l'accent sur la longue durée, contre l'événement, sur les acteurs impersonnels contre les personnages concrets, sur l'histoire économique, sociale ou culturelle contre l'histoire politique. Les travaux de Philippe Ariès et des historiens des mentalités vont dans le même sens. Quant à l'historiographie anglo-saxonne (Dray, Wright, Danto), dont Paul Ricoeur conduit, dans la deuxième partie de son livre, une analyse passionnante et de première main, elle est, elle aussi, pour des raisons différentes mais convergentes, méfiante à l'égard de la « narrativité » et sou-

cieuse de faire rentrer l'histoire dans le berceau des sciences de la nature, pour lesquelles l'explication (objective) prime sur la compréhension (subjective).

Mais, dit Paul Ricoeur, si soucieuse d'objectivité soit-elle, la démarche de l'historien ne peut toutefois arriver à la formulation de lois purement abstraites ; elle n'est jamais, dans le meilleur des cas, qu'une « reconstruction fictive gouvernée par un événement introuvable (2) » — car elle a fondamentalement pour tâche de nous restituer un passé à jamais disparu. Elle ne peut donc se passer de personnages, d'événements et de chronologie, même si elle n'est pas en mesure de garantir l'exactitude de leur restitution. En d'autres termes, toute l'histoire, qu'elle le veuille ou non, reste narrative, sans quoi elle cesserait d'être histoire, elle perdrait ce rapport au temps qui fait sa spécificité, et se résorberait dans la sociologie. Tel est le nœud subtil où l'analyse de Paul Ricoeur fait apparaître un renversement qui, en libérant le temps, le rend à nouveau pensable.

Reste — et c'est tout le problème — à montrer selon quelles médiations l'écriture historique, même chez un auteur de l'école des Annales, s'enracine dans le récit narratif tout en s'attachant consciemment à effacer cet enracinement, à dissimuler les traces de cet échafaudage existentiel. Paul Ricoeur s'y emploie dans des pages admirables par la finesse de lecture qu'elles supposent, et qui portent essentiellement sur la grande

œuvre de Fernand Braudel, la *Méditerranée* et le *Monde méditerranéen* à l'époque de Philippe II. Je ne puis qu'y renvoyer le lecteur, en ajoutant que la convergence des résultats qui apparaissent ici avec certaines déclarations de Paul Veyne sur le métier d'historien ne fait qu'ajouter à leur force de conviction.

On attendra donc avec impatience le second volume de cette grande enquête sur l'émergence du temps dans les structures du récit, puisqu'il reste maintenant à Paul Ricoeur à analyser les mécanismes de la narrativité fonctionnelle. Mais nous envoyons déjà vers quels rivages cette recherche nous conduira. Il semble en mesure de garantir l'exactitude de sa restitution. En d'autres termes, toute l'histoire, qu'elle le veuille ou non, reste narrative, sans quoi elle cesserait d'être histoire, elle perdrait ce rapport au temps qui fait sa spécificité, et se résorberait dans la sociologie. Tel est le nœud subtil où l'analyse de Paul Ricoeur fait apparaître un renversement qui, en libérant le temps, le rend à nouveau pensable.

(1) Paul Ricoeur, *Temps et Récit*, Tome I, 324 p., Seuil, 1983.

(2) Pour reprendre une expression utilisée par Paul Ricoeur dans un entretien qu'il a eu avec moi il y a deux ans et publié dans le *Monde* du 1^{er} février 1981.

La raison dans la physique

DEPUIS Galilée, la physique se propose, comme toute science de la nature, deux axes généraux de la recherche. Le premier « consiste à continuer d'étudier et de classer les phénomènes », comme l'écrivait Bernard d'Espagnat (1). Cette activité constituerait même la science proprement dite. Le second axe est « l'illumination, par la science même, des métaphysiques élémentaires et préemptives qui se révèlent inévitables au vu de l'ensemble des données de fait ».

Mais une telle interprétation n'est-elle pas bien réductrice de l'histoire de la physique — et de la manière dont elle demeure tributaire de son passé ? En effet, pendant des siècles, il s'agissait de savoir qui exercerait l'hégémonie dans la recherche de la vérité scientifique : l'expérimentateur ou le théoricien. Comme la théorie était le plus souvent saturée de théologie, et comme la théologie, de son côté, était complétée par une conception éminemment juridique du réel, bérinée de la philosophie grecoromaine, le conflit entre les deux candidats à la suprématie dans la connaissance se réduisait nécessairement à la question fort simple de savoir si la certitude savante serait dépendante, au premier chef, des constats que dressaient d'honnêtes buisseries de la nature, ou soumise avant tout aux verdicts des législateurs transcendants de l'univers. Si la nature paraissait « désobéir » aux lois décrétées par des textes révélés, fallait-il nier les faits, afin que la vérité sacrée demeurât intacte, ou faire plier la doctrine devant des faits sacrilèges ? Ce conflit se retrouve diffus dans toute société.

Le débat n'est-il pas dépassé et ne paralyse-t-il pas toute réflexion philosophique d'avant-garde ? Car observer patiemment des faits et les classer — selon quels principes ? — restera toujours, comme Aristote le soulignait déjà, de l'ordre de l'artisanat. Donc du savoir seulement pratique, non de l'ordre de la science proprement dite. Par nature, celle-ci vise à l'universel, condition de sa puissance. Or, seule une interprétation du réel, créant la croyance à l'intelligibilité, au moins globale, du matériel observé, atteint à l'universel : et le « théorique » est la voix de cet « universel »-là.

Dans cette optique, la question n'est-elle pas de savoir ce qu'est le théorique au plus profond, en tant que croyance à un « Sésame-ouvre-toi » de la nature ? Si le théorique est anthropomorphique, comment faut-il entendre l'adjectif « théorique » aujourd'hui, après le passage des Nietzsche et des Freud ? Le théorique est-il à l'abri de l'exploitation drastique de son inconscient ? Car son fondement est visiblement de l'ordre de la croyance selon laquelle il existerait une *légalité* ou une *rationalité* de la nature. Cette foi persiste jusque dans le débat contemporain sur la « raison » dans la physique.

Certes, la science est désormais soumise aux verdicts absolus de l'expérience et chacun s'en félicite ! Mais elle croit toujours qu'elle expé-

par
MANUEL DE DIÉGUEZ (*)

rimence du légal ; elle s'imagine toujours que le « rationnel » est le « langage naturel » des choses. Simplement, le réel s'étant révélé infiniment plus complexe que ne le croyaient les juristes naïfs et les canonistes péremptoires de la science, il s'agit désormais, pense-t-on, de rendre le théorique spongieux, de l'adapter au terrain comme une pieuvre aux sautoirs ultra-sensibles afin de lui donner la souplesse d'un myriopode capable de détecter toutes les finesses de la nature et de s'insérer dans toutes les anfractuosités du cosmos. Pas question de soupçonner la subjectivité des notions mêmes de loi, de règle, de rationalité, de logique, et de se demander à quelle transmutation proprement sacrificielle procède le théoricien pour métamorphoser les incertitudes muettes d'une nature constante en explications en un discours de la *légalité* des choses — langage politique et sacerdotal avant tout, et bien révélateur de l'anthropomorphisme fondamental du théorique. Car celui-ci projette un rationnel connoté civiquement, donc mythique, sur les comportements non signifiants de l'univers.

On ne se résout pas à ce que la matière n'entende pas raison. On veut qu'à se rendre propétiabable, donc exploitable, elle nous adresse, du même coup, un certain discours explicatif. On préfère imposer les routines et ritournelles de la matière à un verbe : le théorique, le logique, le légal, oracles devenus dociles, mais oracles tout de même. On ne veut plus d'un vêtement rigide de la matière, mais on répugne à la voir toute nue.

Le physicien ressemble aux théologiens grecs qui se demandaient si

le chasseur Actéon avait bien rapporté les paroles d'Artémis, qu'il avait surprise au bain. Le philosophe sait qu'Artémis n'a jamais trahi d'avantage sur l'Olympe que la théorie dans la nature, qu'elle n'est jamais apparue à l'âme qui vive et n'a jamais parlé à personne.

C'est ici que les technico-philosophes et les para-philosophes — tailleurs sur mesure de la nature, infiniment supérieurs aux cathédraux, devins, théologiens et thaumaturges d'autrefois — font cependant le plus grand tort à la philosophie. Car le physicien a pour mission d'explorer le réel. Sa tournure d'esprit ne le porte pas à se poser spontanément la question de la subjectivité du mythe qui lui fait croire que la matière découlerait de la rationalité de sa propre exactitude.

L'ascèse philosophique, elle, sachant qu'il est idolâtre de rendre l'inerte loquace, soit par le relais théologique, soit par celui des déités idéales du langage, s'applique à démontrer que la nature n'est pas plus ou moins bavard selon le degré d'habileté du théoricien à mimer dans le détail ses remuements par l'équation, mais muette de naissance, et qu'elle le restera éternellement. Il n'y a pas de sens de ce que n'existe aucune motivation ni finalité. Il observe donc comment l'homme se forge des dieux parlants et ce que signifie une telle croyance — ce qui la conduit à une critique radicale des mythologies dans la science comme dans la religion.

Socrate demandait déjà dans le *Gorgias* : « Y a-t-il de la croyance dans la science ? » Il n'y a pas de voyage plus profond dans l'intériorité humaine, aujourd'hui, que l'exploration de cette croyance-là.

(*) Écrivain et philosophe.

(1) *Le Monde*, 19 mai 1982.

Le capitalisme sauvage en U.R.S.S.

CONSTANTIN SIMIS
LA SOCIÉTÉ
CORROMPUE

Une enquête stupéfiante menée par un ex « avocat d'affaires » soviétique.

Collection « Notre époque »

ROBERT LAFFONT

Marx, l'« Être de l'Histoire » et l'« Esprit-de-Parti »

REJETANT l'enseignement de son maître Hegel, mais non la logique du discours philosophique (fondée ontologiquement sur l'« Un, l'Être, le déterminé »), Marx, analysant le fonctionnement rationnel du capitalisme, invente la catégorie du « procès réel de la production » et l'institue comme *logique unique* de la *détermination historique*. Il lui confère les attributs ontologiques de l'Être de la raison grecque. Il crée, sur le modèle de la physique, une science de l'Histoire, le matérialisme historique, science universalisante, qui, dans le cadre d'un espace et d'un temps homogènes, énonce la loi du processus de développement réel. Il fait de l'« activité pratique », du « processus du développement pratique », l'instance unique, l'« Être de l'Histoire ». Mais cette catégorie unique du *mode de production*, qui rend compte de la logique du capitalisme, ignore les autres niveaux de la réalité social-historique : différences des temps et des espaces vécus, « institution imaginaire de la société », pulsions, psyché, rapports interpersonnels, culture quotidienne. Bref, en tant que catégorie unique, elle nie l'existence et la diversité des univers symboliques.

Raisonnant selon la logique de la science newtonienne, Marx put, effectivement, rendre compte de la logique du capitalisme, procès rationnel inventé par les marchands, procès d'accumulation du capital, constitué en pouvoir autonome par l'appropriation d'un temps et d'un espace abstraits. Aussi, Marx, et pour des raisons, va-t-il être le révélateur d'une certaine réalité cachée, celle du fonctionnement du capitalisme industriel, du développement de la rationalité conquérante, de la logique de domination mondiale par le mécanisme du marché.

Comme le souligne Castoriadis, parce que la tendance essentielle du capitalisme est la rationalisation, c'est-à-dire la négation du vécu et des sujets, les prémisses abstraites de Marx conviennent à ce qu'il y a d'abstrait dans ce mécanisme. Et cela explique l'attrait, la fascination, exercées par le marxisme vis-à-vis de ceux qui cherchent une grille unique, une seule logique explicative. Cependant, comme le dit encore Castoriadis, Marx ignore l'action des classes sociales. « Le marxisme représente une extrapolation abusive à l'ensemble de l'histoire d'un processus / l'autonomisation de l'économie / qui ne s'est réalisée que pendant une phase (1). »

Même dans le cadre de l'entreprise capitaliste, le marxisme ne peut rendre compte de ce qui est vivant, c'est-à-dire aléatoire, donc des luttes, des conflits, de leur forme, de leur évolution. Car tout ce qui est humain contient le « non causal » comme un moment

par SUZANNE CITRON (*)

essentiel (2), et l'imaginaire ne se prévient pas. En tant que théorie de l'histoire, le marxisme n'est pas en rupture avec l'ontologie aristotélicienne : le mode de production est l'Être de l'Histoire. Si la dialectique réintroduit le mouvement dans l'explication, ce dernier est conçu comme un mécanisme physique régi par des lois prévisibles. Et les référents du marxisme sont, en dernière analyse, les catégories abstraites du discours, érigées en entités agissantes (classe, bourgeoisie, petite bourgeoisie, prolétariat) selon la démarche du positivisme scientifique ambiant. Cette tendance s'est rigée par l'énoncé du marxisme sous forme d'une vulgate, inspirée par le seul *Manifeste communiste*. Cette vulgate ne dispose pas d'outils conceptuels permettant de rendre compte de la vie quotidienne — c'est-à-dire de la complexité, de la culture — ni des sujets agissant dans l'événement, c'est-à-dire de la politique au sens du vécu. Et le marxisme est démuné pour cerner les phénomènes de pouvoir extérieurement au champ socio-économique du mode de production. Il ne peut donc expliquer les totalitarismes du vingtième siècle comme pouvoir d'appropriation de l'espace, du temps et du monde symbolique.

La Révolution communiste comme « nécessité » historique

Au cours de leur illumination intellectuelle de l'été 1846, Marx et Engels posèrent le prolétariat comme une entité, catégorie rationnelle abstraite, créée par la logique du développement des forces productives du capitalisme. Le prolétariat est la « classe » dont la négativité radicale porte en elle la logique de l'Histoire, c'est-à-dire la Révolution.

Prolétariat-concept ou prolétariat réel ? En Angleterre, lieu d'observation d'Engels et de Marx, le prolétariat des fabriques manchesteriennes était-il porteur de la conscience communiste ? En France, la tradition proprement ouvrière, au dix-neuvième siècle, est proudhonienne et préconise l'action dans le présent par le mutualisme et l'association. Fernand Pelloutier, de formation anarchiste, créateur des bourses du travail, a pratiqué un empirisme révolutionnaire (3).

Et les paysans, immense majorité — sauf en Grande-Bretagne — dans toutes les sociétés européennes de 1848 ? Dans l'histoire à venir des bolcheviks « face aux

mojiks », dans le drame du parti communiste chinois — assassiné par le dogmatisme prolétarien de l'Internationale — s'inscrit, en filigrane, le divorce entre l'histoire logique et l'histoire réelle. Marx, on l'a déjà dit, n'avait peut-être aucune tendresse pour la « racaille », « cette pourriture inerte des couches les plus basses de la société ».

Et il décrivait les paysans comme de pauvres hères minables.

La conscience importée du dehors

Marx et Engels, intellectuels bourgeois ignorant les cultures paysannes et la vie des champs, inventent la conscience prolétarienne — c'est-à-dire ouvrière — comme Être de l'Histoire.

Ayant perçu la relation entre la pensée occidentale (la philosophie) et la coupure originelle entre travail matériel et intellectuel, ils posent la conscience prolétarienne comme l'inverse, la clôture de la conscience philosophique. Dans l'Être du prolétariat s'accomplit la *rupture*, l'Histoire est mise à l'encontre. L'Être du prolétariat, produit social de la « masse privée de propriété », devient la conscience communiste qui amorce le mouvement réel de l'Histoire. « Le communisme n'est pour nous ni un Etat qui doit être créé, ni un idéal sur lequel la réalité devra se régler. Nous appelons communisme le mouvement réel qui abolit l'état actuel (4). »

Mais cette présupposée conscience révolutionnaire du prolétariat, abstraction-nécessaire-à-la-logique-de-l'Histoire-à-venir, Lénine, un demi-siècle après le *Manifeste*, le cherchera vainement dans le prolétariat lui-même. Il ne la trouve que chez l'intellectuel révolutionnaire du parti social-démocrate.

Désormais, dans le socialisme scientifique, pour que le prolétariat, classe-en-Soi, devienne classe-pour-Soi, pour que le prolétariat soit le « guide », il faut le Parti-guide, et ses « révolutionnaires professionnels », intellectuels bourgeois, porteurs de la Science et de l'Idéologie. Et l'Être que Marx avait transféré dans le prolétariat, deviendra l'Esprit-de-Parti, « vivante incarnation du développement victorieux de l'Histoire en marche vers ses objectifs objectivement progressistes et socialistes ; l'Esprit-de-Parti, dernier avatar de l'Esprit absolu ».

(1) C. Castoriadis, *L'institution imaginaire de la société*, op. cit., pp. 22-23, 26.

(2) *Ibid.*, p. 60.

(3) Cf. Jacques Julliard, *Fernand Pelloutier et les origines du syndicalisme d'action directe*, Seuil, 1971, pp. 193, 208 notamment.

(4) Karl Marx, *Idéologie allemande*, pp. 50-51, 62, 68-70.

Je n'ai pas lu

Le Monde

étranger

EUROPE

LES « CARNETS SECRETS » DE HITLER

Une technique mise au point au C.N.R.S. permet l'authentification des manuscrits

Pour démontrer l'authenticité, de plus en plus contestée, des « carnets secrets de Hitler », le rédacteur en chef de l'hebdomadaire Stern a demandé, mardi 27 avril, à la télévision allemande le témoignage de Rudolf Hess, ancien « dauphin » du Führer, âgé de quatre-vingt-neuf ans et toujours détenu à la prison de Spandau, à

Berlin. L'état mental du prisonnier rend toutefois ce recours extrêmement difficile. Pour sa part, l'ancien collaborateur belge Léon Degrelle a déclaré à Madrid, où il avait cherché refuge à la fin de la guerre, que Hitler était en état d'écriture fin 1944 et qu'il avait alors reçu une lettre de sa main.

Six mille pages écrites à la main tout au long de quatorze années. Si ces chiffres avancés par le journaliste Gerd Heidemann et l'hebdomadaire allemand Stern sont exacts, les carnets attribués à Adolf Hitler sont des documents qui remplissent les conditions idéales pour être soumis à la méthode d'analyse des écritures mise au point par l'Institut des textes manuscrits modernes (I.T.M.M.) et le laboratoire d'optique de Besançon (LOB), l'un et l'autre du Centre national de la recherche scientifique. Étant entendu qu'il existe suffisamment des documents écrits par Hitler dont l'authenticité est absolument certaine et universellement reconnue et que l'on dispose ainsi des références indispensables.

La première opération consiste à microfilmer le plus de pages possible du manuscrit. Ensuite, on fait passer un rayon laser à travers chaque négatif où le tracé de l'écriture est resté transparent. Ces « blancs », qui ne sont épais que d'un dixième de millimètre environ, agissent comme des

fenêtres de diffraction, c'est-à-dire que la lumière qui passe par ces fentes en sort dispersée. On obtient ainsi un spectre de Fourier (des points diversement lumineux répartis en bandes verticales) où sont inscrites toutes les informations contenues dans le forme du tracé de l'écriture. Les intensités de lumière particulières à chaque point sont mesurables et donc aptes à être transcrites en données numériques qui sont ensuite analysées sur ordinateur.

Un milliard de dotation

Les études faites par l'I.T.M.M. et le LOB ont montré que les écritures tracées par deux personnes différentes ne donnant jamais des spectres de Fourier complètement identiques : elles ont prouvé que le fameux bordereau, pièce maîtresse de l'affaire Dreyfus, avait été écrit très vraisemblablement par Esterhazy. Elles permettent aussi de mesurer l'évolution dans le temps d'une écriture tracée pourtant par la même main et

donnent ainsi une méthode de datation au moins relative des textes manuscrits d'un auteur : la chronologie des écrits d'Henri Heine a été précisée de cette façon.

Bien entendu, cette analyse d'écriture devrait être accompagnée d'analyses chimiques fines des reliures, des papiers et des encres qui, toutes, concourent à dater ces manuscrits et à préciser l'endroit de fabrication de celles-ci.

L'I.T.M.M. et le LOB sont parmi les rares centres de recherche compétents dans l'analyse des écritures. Il serait donc souhaitable que l'un et l'autre fassent partie d'une commission internationale d'experts qui serait chargée d'étudier, selon des méthodes purement scientifiques et objectives — et non selon des critères politiques —, les carnets qui viennent d'apparaître trente-huit ans après la mort de Hitler. Ainsi pourrait-on savoir avec une quasi-certitude si ces manuscrits ont été écrits ou non par le Führer.

YVONNE REBEYROL

Suède

L'AFFAIRE DES SOUS-MARINS SOVIÉTIQUES

Malgré un démenti de l'agence Tass les sociaux-démocrates danois annulent un voyage à Moscou

L'U.R.S.S. a rejeté, mercredi 27 avril, sous la forme d'un commentaire de l'agence Tass, les accusations de Stockholm à propos de l'incursion de six sous-marins soviétiques dans les eaux territoriales suédoises en octobre 1981, à proximité de la base navale de Muskoe (le Monde du 28 avril). L'agence de presse officielle soviétique estime que les conclusions du rapport de la commission d'enquête parlementaire, rendu public la veille, « sont dénuées de tout fondement » et n'ont pas apporté la preuve que les sous-marins étaient soviétiques. Enfin, Tass voit se profiler derrière les accusations « les milieux de l'OTAN » qui « voudraient non seulement parvenir à une détérioration des rapports entre les deux pays, mais plus encore à une aggravation

de la situation dans le nord de l'Europe » afin « de saper la confiance et de compromettre les rapports traditionnels normaux entre l'U.R.S.S. et les pays scandinaves ».

Cette affaire a suscité, en effet, une grande émotion au Danemark. Le parti social-démocrate a notamment annulé le voyage que devait faire à Moscou, à partir du 2 mai, une délégation conduite par l'ancien ministre des affaires étrangères, M. Kjeld Olesen, pour parler des problèmes de la paix et du désarmement. « Nous entendons que Moscou sache que nous jugeons cette affaire totalement inacceptable », a déclaré M. Olesen à la radio. Un tel dialogue serait utile, mais pour l'instant de pareilles conversations ne pourraient être très fructueuses.

Ou, comme l'écrit crûment le tabloïd B.T. : « Andropov et compagnie doivent de toute évidence grincer des dents en ce moment. Des années de promotion diplomatique de la Baltique en tant que mer de paix ont été ruinées ».

D'autant que le jour-même un navire océanographique soviétique entré en fraude dans le port d'Oslo a dû être reconduit hors des eaux territoriales norvégiennes par un torpilleur. De plus, la marine a entrepris des recherches dans le Hardangerfjord, entre Stavanger et Bergen, sur la côte ouest de la Norvège, pour tenter de retrouver un sous-marin étranger : un objet non identifié, semblable à un kiosque de sous-marin, avait été remarqué le matin alors qu'il se déplaçait vers le sud. — (A.F.P., A.P., U.P.I.)

AFRIQUE

Liaisons dangereuses au Rwanda

Que se passe-t-il donc au Rwanda ? Depuis quelques semaines, de multiples témoignages de coopérateurs font état du sort réservé par les autorités aux jeunes Rwandais qui ont pour seul tort — s'il n'est d'échapper à la dure condition paysanne — de venir travailler en ville, au risque d'y rencontrer de jeunes Occidentaux, essentiellement Français ou Américains.

Ces tentatives inquiètent une population et des autorités profondément marquées par le poids d'une Église catholique flamande dont l'antériorité n'a rien à envier à Négr Lefebvre. L'histoire prêterait à sourire si, à ce jour, deux cents jeunes Rwandais ne payaient de la prison leur désir d'émancipation. Jeunes salariés d'entreprises étrangères, employés d'une administration qui s'agrandit au rythme d'un développement reposant essentiellement sur l'aide étrangère, ces jeunes hommes ont eu le tort de fréquenter — fût-ce de façon exclusivement professionnelle — des experts et coopérateurs en

tous genres venus aider leur pays.

Or ce seul fait, aujourd'hui à Kigali, est puni de prison. L'ambassadeur des États-Unis n'a-t-il pas dû menacer de quitter le pays pour délivrer sa secrétaire emprisonnée ?

Le Centre culturel français, lieu privilégié de rencontres et d'échanges, devra-t-il être interdit aux jeunes Rwandais pour leur éviter la prison ? Une détermination que tous les témoignages décrivent comme très dure, certains n'hésitant pas à parler de tortures.

La France, qui participe pour une bonne part au développement du Rwanda, et qui y entretient des coopérateurs, a sans doute des arguments à faire valoir. Peut-être tolérer que ses agents soient placés dans une situation pénible en les rendant, bien involontairement, redoutables à leurs collaborateurs ou amis ?

F.C.

Zimbabwe

Six anciens lieutenants de M. Nkomo, accusés de complot contre la sûreté de l'État, sont acquittés... et de nouveau arrêtés

Harare (A.F.P.). — Six anciens lieutenants du chef de l'opposition zimbabwaise, M. Joshua Nkomo, qui avaient été accusés de complot contre la sûreté de l'État et de détention illégale d'armes, ont été acquittés mercredi 27 avril à Harare, mais immédiatement arrêtés de nouveau en vertu de la loi d'urgence.

Le verdict de la Haute Cour de Harare, présidée par le juge Hilary Squires — un Blanc — constitue un camouflet pour le gouvernement de M. Robert Mugabe.

Sept responsables de la ZAPU, le parti de M. Nkomo, comparaissent, parmi lesquels Dumiso Dabengwa et Lookoot Masuku, anciens chefs de la ZIPRA (forces de guérilla de la ZAPU contre l'armée rhodésienne dans les années 70).

Son M. Mubvumba Velaphi, comptable d'une société appartenant à la ZAPU, a été reconnu coupable de détention d'armes et condamné à trois ans de prison. La découverte de ces armes dans des propriétés de la ZAPU avait provoqué, en février 1982, l'expulsion de M. Nkomo du cabinet et l'arrestation d'une série de personnalités de la ZIPRA.

À l'issue de deux mois et demi de procès, le juge Squires, ancien mi-

nistre rhodésien de la justice et du maintien de l'ordre, a estimé que le parquet n'avait pas pu prouver la volonté de trahison des inculpés.

De plus, selon lui, il n'a pas été démontré que les armes avaient été cachées afin de renverser le gouvernement et le parquet n'a pu prouver que six des sept accusés avaient constitué des arsenaux clandestins.

Le juge Squires a également critiqué l'utilisation par le gouvernement des lois héritées du régime rhodésien, estimant que les inculpés avaient passé beaucoup trop de temps en prison — près d'un an — avant d'être jugés.

Le Monde

RÉALISE CHAQUE SEMAINE

UNE SÉLECTION HEBDOMADAIRE

spécialement destinée à ses lecteurs résidents à l'étranger

Exemplaires spécimens sur demande

Pologne

LES AUTORITÉS ENJOIGNENT A L'AMBASSADE AMÉRICAINE DE FERMER SA BIBLIOTHÈQUE PUBLIQUE

Varsovie (A.F.P.). — Le ministre polonais des affaires étrangères a remis, mercredi 27 avril, au chargé d'affaires de l'ambassade des États-Unis à Varsovie, M. Herbert Wilgis, une « ferme note de protestation » à propos des programmes en polonais de Radio-Europe libre et de la Voix de l'Amérique. Il a demandé la fermeture immédiate de la bibliothèque américaine à Varsovie, située à l'ambassade. La note accuse les autorités américaines de mener à l'égard de la Pologne, par le truchement de ces stations de radio, « une campagne hémisphérique de propagande agressive ».

Selon le ministre des affaires étrangères, ces émissions ont un « caractère de calomnie » et « visent à déstabiliser la situation en Pologne », en « lançant des appels à des incidents de rue » et en « donnant des instructions directes aux éléments destructeurs dans leur lutte contre le système constitutionnel polonais ». Il demande qu'il y soit mis fin.

Cette protestation s'inscrit dans le cadre d'une détérioration constante des rapports entre la Pologne et les États-Unis, qui s'est traduite notamment par la suppression de la clause de la nation la plus favorisée dont jouissaient les exportations polonaises sur le territoire américain, ainsi que par la rupture, par la Pologne, de pratiquement tous ses programmes de coopération culturelle avec les États-Unis. De plus, les Polonais n'ont toujours pas accordé leur agrément au nouvel ambassadeur des États-Unis.

● Un Allemand de l'Ouest est mort subitement, mardi 26 avril, lors d'un contrôle effectué par les gardes-frontières est-allemands au point de passage de Wartha-Herleshausen (Hesse), a annoncé le ministre ouest-allemand des affaires inter-allemandes. La représentation de R.F.A. à Berlin-Est a demandé au ministère est-allemand des affaires étrangères un rapport détaillé sur les circonstances de la mort de M. Heinz Moldenhauer (soixante-huit ans). Un représentant du gouvernement fédéral a été dépêché sur place pour s'informer. La mort d'un autre Allemand de l'Ouest, Rudolf Burkert, le 10 avril, lors d'un interrogatoire par les gardes-frontières est-allemands à Berlin-Drewitz, avait provoqué un vif incident entre les deux Allemagnes. — (A.F.P.)

● M. André Chanderogor, ministre délégué aux affaires européennes, doit se rendre lundi 2 mai à Bonn pour s'entretenir avec son collègue ouest-allemand, M. Alois Mertes, a annoncé mercredi 27 avril le ministre des relations extérieures. Les conversations porteront sur l'ensemble des questions communautaires.

LA RECHERCHE SPECIAL



L'imagerie médicale
Voir les atomes
La synthèse des images
Les télévisions de demain
Les images en relief
Les services d'images
Les mirages et illusions
Les images dans le cerveau
La photographie enzymatique
etc...

par Annie Veyre et Didier Isabelle

par Richard Portier et Alain Bourret

par Francis Coupigny

par Dominique Nasse

par Jean Bulabois et Gilbert Tribillon

par Bernard Lorig

par Michel Henry

par Michel Imbert

par Igor Berezine et Novella Kazanskaya

15 grands articles inédits

NUMÉRO SPÉCIAL

n° 144 - 28 F - En vente partout.

OFFRE SPÉCIALE D'ABONNEMENT Un an : 160 F au lieu de 220 F

Étranger : un an : 190 FF

Je souscris un abonnement d'un an (11 n°) à LA RECHERCHE au prix de 160 F (TTC) au lieu de 220 F

Nom

Profession

Adresse

Code postal

A retourner accompagné de votre règlement à LA RECHERCHE, 57, rue de Seine, 75006 Paris.

Abonnement Belgique : Soumillion S.P.R.L., Avenue Massenet 28 1190 Bruxelles

Je règle par :

☐ cheque bancaire

☐ cheque postal (3 virements)

☐ mandat

☐ à l'ordre de la Recherche

* Prix de vente au numéro

ASIE

La Chine en mutation

(Suite de la première page.)

Dans ces conditions, quoi de plus normal que M. Hua Guofeng, coupable d'un terrible péché d'orgueil, se retourne du jour au lendemain rétrogradé du premier au septième rang de la hiérarchie. Poussé par M. Deng Xiaoping, M. Hu Yaobang, une victime, comme son mentor, de la révolution culturelle, héritier du manteau présidentiel.

Il faut pourtant attendre encore un peu plus d'un an pour assister à une redistribution radicale des cartes. Au XII^e congrès du parti, réuni en septembre 1982, M. Hua Guofeng disparaît du bureau politique, où entrent, en revanche, plusieurs fidèles de M. Deng. La coupure avec les épigones de Mao est-elle totale ? Point. M. Hua Guofeng conserve sa place au comité central, plusieurs membres du clan dit de « l'industrie lourde » (MM. Gu Mu, Yu Qiu) se maintiennent soit au secrétariat, soit au bureau politique, et même M. Wang Dongxing, ancien vice-président du parti, ancien chef de la garde prénommée de Mao, est repêché parmi les suppléants du comité central. Sans parler du vieux maréchal Ye Jianying, protocolairement le numéro deux du régime, derrière M. Hu Yaobang. La fonction de ce dernier est retentie à sa mesure : pour éviter, dit-on, les tentations du culte de la personnalité, le parti, désormais, ne sera plus dirigé par un président, mais par un secrétaire général.

Congrès hâté, on le voit, par le souvenir d'un passé que l'on s'efforce de brouiller, mais congrès de transition, plus que de bouleversements. Le décalage entre la volonté de changement et le poids des réalités apparaît de façon flagrante avec l'échec de l'opération « réju-

nissement de la direction » : l'âge moyen du nouveau bureau politique tourne autour de soixante-quinze ans. Voilà pour l'apparence.

Réformes systématiques

Si l'on avait pensé que cette gérontocratie allait se contenter de consolider son pouvoir, on se trompait lourdement. En stratégies éprouvées, M. Deng Xiaoping et ses amis savent que, pour aller de l'avant, il leur faut profiter de l'élan de ce qui a, malgré tout, été pour eux une victoire. Aussi bien, si la nouvelle Constitution adoptée en décembre, le ton, soudain, change. Il n'est plus question, tout d'un coup, que de réformes. Ce mot qui, depuis deux ans, avait plus ou moins disparu du vocabulaire politique, réapparaît en force. Le premier discours livré intégralement au public, proclamant la nécessité de « mettre en place des réformes, étape par étape et dans tous les domaines, de façon systématique, résolue et ordonnée », date du 13 mars. C'est M. Hu Yaobang qui le prononce lors d'une cérémonie pour le centième anniversaire de la mort de Karl Marx. Mais le mot d'ordre avait été lancé dès le 20 janvier par le secrétaire général dans un texte intitulé « De la modernisation et de la réforme », et dont la diffusion, à ce jour, est restée « neutre » (interne).

Aucun secteur de la société ne doit, en principe, échapper à l'ardeur réformatrice des partisans du changement. Pas plus la superstructure que l'infrastructure. Mais, en bonne logique, s'il y a une priorité parmi toutes, pour l'équipe au pouvoir, c'est le parti. En 1979, l'écrivain Liu Xinyan avait lancé amère-

ment : « Le parti communiste gère tout, la seule chose dont il ne s'occupe pas, c'est du parti communiste ». L'avertissement a été entendu. Première étape de la « rectification générale du style de travail » (qui doit s'étendre sur une durée de trois ans) au cours du premier trimestre de cette année, toutes les directions des vingt-neuf provinces et régions autonomes sont remaniées. Plus d'un tiers des anciens premiers secrétaires sont remplacés. Certains des nouveaux venus ne sont même pas membres du comité central - c'est le cas dans le Hubei et l'Anhui - tandis que la plupart des autres n'y siègent que depuis le XII^e congrès. Au total, la moitié des anciens cadres dirigeants provinciaux sont écartés.

Sans le dire, c'est une véritable purge qui est administrée à l'appareil. A la faveur de ce grand nettoyage, la direction centrale peut enfin s'attaquer aux derniers bastions où survit la nostalgie du passé. Les principaux responsables du Hunan, province natale de Mao et dont M. Hua Guofeng fit son tremplin pour sa carrière ultérieure, font leur autocritique, en bloc. La chasse est faite aux anciens « rebelles » de la révolution culturelle qui ont grimpé dans la hiérarchie en profitant des circonstances, aux tenants d'idées « fractionnistes », à ceux qui s'opposent à la ligne suivie depuis le troisième plénum. Symbole navrant : Zhang Tiesheng, le fameux « héros à la feuille blanche », porté aux nues par le régime, en 1973, pour avoir boycotté un examen, est condamné à quinze ans de prison pour « activités contre-révolutionnaires ».

Le résultat doit être un parti où fonctionnent de nouveau correctement

le centralisme démocratique, dirigé par des cadres « plus révolutionnaires, plus jeunes, plus cultivés et plus spécialisés ». S'agit-il alors d'un retour au modèle léniniste classique dans sa phase de transition technocratique ?

« Civilisation spirituelle socialiste »

Là encore, les apparences semblent indiquer, la vérité n'est peut-être pas aussi simple. Parce que la Chine, en raison de sa spécificité culturelle, ne peut se résoudre à simplement copier un modèle étranger, elle est sans cesse amenée, comme le déclarait M. Hu Yaobang au XII^e congrès, à « créer de nouvelles théories ». Mao, en ce sens, a frayé la voie. Le rejet partiel de son héritage rend la tâche de ses successeurs plus compliquée. Cela est particulièrement sensible dans le domaine idéologique. Refusant les théories de la « continuation de la révolution sous la dictature du prolétariat », de la « lutte de classes comme axe » et des « révolutions culturelles » à répétition, les dirigeants actuels hésitent entre le repli sur la tradition et l'ouverture.

Dans la première hypothèse, la morale et l'idéologie communistes doivent former le cœur d'une « civilisation spirituelle socialiste » enrichie de valeurs empruntées particulièrement au confucianisme : piété filiale, respect des anciens, bien-séance, discipline, beauté de l'esprit et du langage, etc. Dans la seconde, la réflexion menée par certains chercheurs sur le phénomène de l'aliénation de la société socialiste les conduit à réintroduire le concept d'humanisme dans le marxisme.

Ce flottement idéologique s'accompagne, semble-t-il, d'une intervention moins pesante de l'appareil de propagande dans les activités culturelles et d'édition. D'est un relatif vent de tolérance. Le poète Bai Hu, critiqué en 1981, pour faire jouer sans encombre à Pékin, au printemps 1983, une pièce qui n'est rien moins qu'une allégorie sur la force corruptrice du pouvoir. Pendant des mois, l'écrivain Gao Xingjian a remporté un vif succès avec un drame mettant en scène le déshonneur des jeunes. La critique, venue, sous le règne de Li Chang, les *Couronnes de fleurs au pied de la haute montagne* - le cadre est celui de la guerre sino-vietnamienne de 1979 - qui égarait un passage l'armée de libération. Mais tout n'est pas permis pour autant. Dans son rapport au XII^e congrès, M. Hu Yaobang avait curieusement osé de se référer à la politique des « cent fleurs et des cent écoles ».

« A la chinoise »

Les solutions sont-elles plus faciles à élaborer dans le domaine économique ? En la matière, moins qu'en toute autre, la Chine ne souhaite plus imiter servilement. Il lui faut donc inventer. La transformation, ces dernières années, des structures de production à la campagne est, sans doute, la caractéristique la plus originale de ce nouveau « socialisme à la chinoise ». Sans avoir recouvert la propriété de la terre, la quelle reste collective, les paysans chinois jouissent, aujourd'hui, grâce au système des contrats d'exploitation familiale, d'une relative indépendance par rapport à la commune, une véritable révolution silencieuse. La transformation des communes populaires en simples entités économiques (et non plus administratives) - voire, depuis quelques mois, leur suppression - a donné une dimension supplémentaire au phénomène.

Une circulaire du comité central, publiée le 10 avril, n'a pas seulement confirmé cette orientation générale, elle a franchi un pas de plus. Les paysans individuels sont désormais autorisés, sous certaines conditions, à louer les services de travailleurs agricoles journaliers. Les associations coopératives peuvent embaucher des artisans et des techniciens. La possession, à titre privé, de machines agricoles n'est plus interdite. Un million de tracteurs, généralement de petite taille, ont déjà fait leur entrée dans les exploitations paysannes. A l'initiation de l'élevage, des réformes visent à intéresser les salariés matériels-

ment aux résultats de leur travail ont été introduites dans le secteur commercial. En général, la formule appliquée consiste à maintenir 80 % du salaire original, les gains supplémentaires étant en fonction des ventes.

Simultanément, le nombre des petites entreprises (industrielles ou commerciales) individuelles ne cesse d'augmenter. Fin 1982, on en comptait deux millions six cent mille employant quelque trois millions deux cent mille personnes. On est encore loin du chiffre de 1953 (8,3 millions), mais cela représente malgré tout plus qu'un doublement par rapport à 1979.

Dans l'industrie, une plus grande prudence est de mise. Le journal des travailleurs a certes appelé, il y a quelque temps, à un changement « radical » dans le système des salaires établi en 1956. Mais l'adoption des salaires « flexibles » ne se fait que très lentement. Il est en fait de même de l'emploi sous contrat destiné à favoriser une certaine mobilité de la main-d'œuvre. L'expérience ne s'applique pour le moment qu'à cent soixante mille personnes, nombre ridicule à l'échelle de la Chine. Quant à l'indispensable réforme des prix, rien de sérieux n'est envisagé avant 1985. Une telle circonspection est compréhensible lorsqu'on sait que 30 % des entreprises industrielles chinoises travaillent à perte. Aussi bien, la réforme fiscale, introduisant à partir du 1^{er} juin une taxe sur le chiffre d'affaires, sera-t-elle menée avec d'innombrables précautions.

Une plus grande hardiesse ne manquera, en revanche, au niveau macro-économique : création de pôles de développement (Shanghai et son arrière-pensée, Chongqing), renforcement du rôle économique et administratif des villes sur les campagnes environnantes. Au bout du compte, l'inspiration qui domine est celle d'un pays-laboratoire.

Ce n'est pas le moindre mérite des dirigeants actuels, toujours confrontés à de sourdes résistances dans divers milieux, que d'explorer ainsi de nouvelles voies. Le contraste entre la conception stalinienne du parti et la création d'un modèle qui tend à s'écarter du type de société soviétique n'est pas plus frappant. Par un curieux phénomène, cette rigidité et cette souplesse se retrouvent dans l'action que mène la Chine à l'extérieur de ses frontières.

MANUEL LUCBERT.

Prochain article :

LE RÉÉQUILIBRAGE.

LA TUNISIE A LES VACANCES ET LES PRIX QUE VOUS CHERCHEZ.

Pays de la variété et des contrastes, la Tunisie vous offre à 2 heures ou moins de chez vous la Méditerranée, le désert, 1300 km de sable fin, des palmeraies immenses et 3000 ans d'histoire... à des prix exceptionnels.

Tout cela en respectant scrupuleusement la nouvelle réglementation du contrôle des changes.

Jugez plutôt : 8 jours en pension complète

- dans un hôtel 2 étoiles à partir de **600 F.** (520 F. prélevés en devises)
- dans un hôtel 3 étoiles à partir de **790 F.** (590 F. prélevés en devises)
- dans un hôtel 4 étoiles à partir de **1100 F.** (1000 F. prélevés en devises)

Et surtout conserver suffisamment d'argent de poche pour bien profiter de vos vacances.

**TUNISIE : LE COEUR DE LA MEDITERRANEE.
TUNISIE : LA MEDITERRANEE DU COEUR.**

Pour tous renseignements : adressez-vous à votre agence de voyage ou à l'Office National du Tourisme Tunisien : 32, avenue de l'Opéra 75002 Paris - Tél. : (1) 742.72.67 - 12, rue de Séze 69000 Lyon - Tél. : (7) 852.35.86

TELEX PARTAGÉ

ETRAVE SERVICE TELEX PARIS 345 21 52

Notre savoir faire entre vos mains !

Où, vous pouvez encore voyager libre :

Nouveau monde met à votre service ses années d'expérience et vous propose des circuits à la carte vous permettant de passer les meilleures vacances qui soient :

Ex. Brésil Hotel pass. Forfait nuits d'hôtel acheté en FF. (nombre de nuits illimité dans les hôtels de votre choix.)

CIRCUIT O'GANGACERO 9980 FF (HS)
17. pens. complète



nouveau monde
8, rue Mabillon
75006 PARIS
(1) 329 40 40

Brésil 10.980 FF
Arg. 27.880 FF
Brésil 44.880 FF
Arg. 34.000 FF
Maurice 34.500 FF
Maurice 62.000 FF
Arg. 68.000 FF
Maurice 68.000 FF
Prix au 12.12.82

Viens chez moi.

Les magasins de la vie simple :

- St^e Geneviève-des-Bois. ZAC de la Croix Blanche.
- Levallois Perret. Centre Gustave Eiffel.
- Vitry-sur-Seine. 110, bd de Stalingrad.
- Paris. 71, avenue des Ternes.

Meubles prêts à monter, meubles prêts à emporter et accessoires de la maison.

مكتبات الأصل

ASIE

DIPLOMATIE

A voir

La Chine et ses prodiges

L'idée n'était pas mauvaise et avait au moins le mérite de la simplicité : explorer ce que les services chinois de documentation cinématographique avaient à offrir et y choisir le plus insolite. Il s'agit donc d'extraits de films tournés par les Chinois eux-mêmes, et il ne faut pas s'étonner si la plupart des sujets sont familiers aux lecteurs de la Chine en construction et autres publications éditées à Pékin à destination de l'étranger.

Le résultat ne manquera pas cependant de surprendre un public plus large qui découvrira à cette occasion non pas la Chine, mais quelques-uns de ses prodiges les plus extraordinaires. Cela va de la célèbre armée de statues de terre découverte à Xian à la polygamie libre pratiquée par les femmes de la minorité Mosuo au Yunnan, en passant par la conservation des momies impériales et les exploits - physiques - des amateurs de Wu Shu ou ceux - télépathiques - des spécialistes du Ki Gong. Le plus impressionnant réside

sans doute dans les miracles que continue d'accomplir la médecine traditionnelle chinoise, aujourd'hui associée aux méthodes contemporaines de diagnostic. Les paralytiques marchent, les sourds-muets entendent, les aveugles voient... Tant pis si l'origine du témoignage n'offre pas toutes les garanties souhaitables de crédibilité, l'objectif est d'étonner.

Fallait-il pour autant - sans doute pour actualiser l'émission - nous expliquer en guise d'introduction que les survivances de cette Chine millénaire avaient été « enfouies » à l'époque de Mao Zedong, quitta à présenter quelques séquences tournées à la fin des années 60 et à admettre que Mao lui-même avait recommandé de sauvegarder les traditions de la médecine ancienne et de les confronter à la science moderne ?

A. J.
★ Adieu Mao, bonjour la Chine, Antenne 2, vendredi 29 avril, à 20 h 30.

Thaïlande

POUR CONCILIER LES DIVERSES FORCES POLITIQUES ET MILITAIRES Le général Prem Tinsulanond demeure l'homme indispensable

De notre correspondant

Bangkok. - L'adieu du général Prem Tinsulanond n'aura probablement été qu'un au revoir. Les partis politiques aussi bien que les milieux militaires semblent avoir convenu que le premier ministre de ce successeur à lui-même de former une nouvelle coalition gouvernementale. Celle-ci devrait rassembler d'assez près à la présidence, et notamment comprendre le Parti d'action sociale (SAP) de M. Kukrit Pramot et le Chart Thai du général Pramarn Adireksan, qui ont obtenu le plus grand nombre de sièges aux élections du 18 avril.

L'élection du président de l'Assemblée, acquise à deux voix de majorité, avait montré la fragilité de la coalition gouvernementale que le Chart Thai s'efforçait de mettre sur pied, sous la pression de certains clans militaires. Cette « combinaison » hétéroclite aurait rassemblé autour de lui le Prachachon Thai, le Parti de la démocratie nationale (N.D.P.) du général Kriangsak Chamanand et toutes les petites formations politiques à l'exclusion du SAP et du parti démocrate, qui avaient combattu avec succès, à la mi-mars, une réforme constitutionnelle inspirée par l'armée pour conserver ses pouvoirs.

Devant la tournure que prenait cette après compétition pour le pouvoir, le général Prem avait préféré prendre ses distances, seaufer son image de « sage », ce qui le place aujourd'hui en bonne position pour dicter ses conditions à un retour sur le devant de la scène politique. « Cela dépend », a-t-il simplement répondu à ceux qui l'interrogeaient

sur son intention de prendre la tête d'une nouvelle coalition.

Conformément à la Constitution, le président du Parlement doit choisir le premier ministre et en soumettre la nomination à la signature du roi. Son souci est de désigner une personne qui ait non seulement le soutien d'une solide majorité, mais qui exprime le mieux la « voix du ciel », c'est-à-dire le souhait des électeurs. Ce que ceux-ci veulent, « c'est une coalition gouvernementale viable, souligne l'éditorial du *Nation Review*, et non pas une alliance de petits partis. Si ce mandat est obéi, le scrutin du 18 avril n'aura été qu'une farce ».

Si, en définitive, le général Prem acceptait de revenir aux affaires, il ne serait pas encore au bout de ses peines. Plusieurs inconnues demeurent. Avec quelles autres formations le SAP et le Chart Thai gouverneront-ils ? Le parti démocrate, comme dans le passé ? Le Prachachon Thai, très proche des vues de certains milieux de l'armée de terre ? Comment se fera la répartition des portefeuilles entre alliés, et notamment celle des ministères économiques ?

En tout cas, civils et militaires semblent avoir admis la nécessité, de faire, pour le moment, leurs grâces réciproques. Il reste que les milieux « activistes » de l'armée n'ont pas renoncé à regagner le terrain perdu depuis que, le 22 avril, la Thaïlande vit sous un vrai régime parlementaire.

JACQUES DE BARRIN

LE DIRIGEANT KHMER REÇU A L'ÉLYSÉE

La permanence de la « carte Sihanouk »

En invitant le prince Sihanouk, puis en le recevant pendant une heure à l'Élysée mercredi 27 avril, avec tous les égards dus à un chef d'État - gardes républicains, mousquetaires, mais ni drapeaux, ni hymnes nationaux - M. Mitterrand a voulu montrer l'importance qu'il accorde à cet « invité khmer éminent ». Il a ainsi voulu donner, indique-t-on à l'Élysée, une « dimension cambodgienne à la politique de la France en Asie du Sud-Est », marquant avant son voyage en Chine la semaine prochaine, mais aussi après celui de son ministre des relations extérieures, qui s'est rendu récemment à Bangkok et à Hanoï. Cette dernière capitale ne s'y est pas trompée, et a protesté contre le fait que le prince profite de son séjour à Paris pour se livrer à des attaques verbales frontalistes contre le Vietnam.

Il ressort de la rencontre avec M. Mitterrand, comme du toast prononcé par M. Cheysson lors du banquet offert mercredi soir en l'honneur du prince, que la France persiste dans son hostilité à l'occupation étrangère de tout pays, donc du Cambodge, « auquel maintenant encore le droit sacré à l'autodétermination est refusé ». Mais « elle entretient de bonnes relations avec tous les pays de la région et entend les conserver », ce qui pourrait lui permettre de contribuer à « tout dialogue », indispensable à un dé-

biocage de la situation. De même que, comme l'a souligné le ministre des relations extérieures, « l'indépendance, la liberté et la neutralité doivent demeurer les principes fondamentaux de l'avenir du Cambodge, en étroite relation avec les pays voisins, agissant eux-mêmes en toute indépendance ».

Avant de quitter Paris ce jeudi pour Bangkok, le prince ne pouvait qu'être satisfait de se voir considéré comme le « symbole du patriotisme khmer », et de voir louer sa « dimension historique ». En présentant cette visite comme « politiquement très importante », l'Élysée a fait un geste d'apaisement en direction de Pékin, sans se soucier outre mesure de la réaction de Hanoï. En rappelant la permanence de la « carte Sihanouk », Paris semble souligner qu'aucune solution au problème cambodgien n'est possible sans l'ancien souverain, même si la France n'a guère d'illusions sur l'intention du Vietnam d'accepter pour le moment une solution fondée sur l'indépendance, la liberté et la neutralité véritables du Cambodge. En attendant, nous a-t-il le prince, le président Mitterrand lui a réaffirmé qu'il ne reconnaît pas le régime de Pnom-Penh, même dans un avenir lointain.

PATRICE DE BEER

Retrouvailles culturelles franco-vietnamiennes

M. Nguyen Van Hieu n'est pas inconnu en France. Ministre d'État du gouvernement révolutionnaire provisoire du Sud-Vietnam, il remplace, à partir de 1973, M. Nguyen Thi Binh à la conférence de La Celle-Saint-Cloud, qui devait alors, en 1973, la phase « américaine » de la guerre d'Indochine. A Hanoï, M. Hieu décline aujourd'hui (depuis 1978) le portefeuille des affaires culturelles. A ce titre, il a accompli en France, du 15 au 28 avril, un « voyage officiel et d'études », au cours duquel il s'est notamment entretenu avec son collègue, M. Jack Lang, et avec M. Jacques Bourrat, directeur général des relations culturelles, scientifiques et techniques au Quai d'Orsay.

En dépit d'accords de coopération signés en 1977, les échanges culturels n'avaient pas vraiment redémarré entre les deux pays. « Cette stagnation est terminée, nous tenons cette fois à réaffirmer pour de bon nos rapports culturels », ont affirmé les deux parties, tandis que M. Lang soulignait le principe d'une visite au Vietnam.

Cette « réactivation » s'organise autour de la « référence de la francophonie » souhaitée par le Vietnam, membre de l'Agence de coopération culturelle et technique regroupant une quarantaine de pays utilisant le français. Les Vietnamiens, au-delà des vicissitudes politiques, n'ont pas oublié leur passé francophone. Malgré la présence « politique » du russe et « technique » de l'anglais dans le système d'enseignement, que dirige aujourd'hui M. Binh, le français conserve la cote pour plus

de cent mille élèves vietnamiens en 1983.

Selon M. Bourrat, deux douzaines de coopérants français se trouvent déjà au Vietnam, et à l'avenir une aide accrue sera apportée par la France à la formation de cadres vietnamiens de français.

Une exposition d'art vietnamien ancien aura lieu au musée Guimet, à Paris, en 1986, tandis que les grandes villes du Vietnam accueillent deux rétrospectives françaises sur les relations historiques franco-vietnamiennes et sur la liberté en France. Une tournée européenne de cinquante artistes vietnamiens (théâtre, chant, musique traditionnelle) se déroulera début 1984.

D'ici là sera sorti le premier film témoignage de la volonté de retrouvailles culturelles du Vietnam avec la France : *Poussière d'empire*, qui vient de tourner entre Hanoï et Saigon le cinéaste franco-vietnamien Lam Li, avec Dominique Sanda. Une saga des relations entre les deux pays d'hier à aujourd'hui, dans la quelle gègent toutefois qu'il ne sera pas question des réfugiés de la mer...

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ

AVANT DE SIMPLIFIER LE PROTOCOLE

M. Mitterrand reçoit les lettres de créance de cinq ambassadeurs

M. François Mitterrand a reçu, mercredi 27 avril, les lettres de créance des nouveaux ambassadeurs d'Autriche, d'Albanie, du Costa-Rica, du Chili et de Nouvelle-Zélande.

C'était la dernière fois que cette cérémonie se déroulait selon le protocole en usage. Celui-ci avait déjà été simplifié par le président Pompidou. Jusqu'alors, après avoir reçu la lettre de son chef d'État l'accreditant auprès du président français, l'ambassadeur prononçait une allocution à laquelle répondait le président de la République. Les deux textes étaient rédigés en termes diplomatiques qu'il n'exprimait plus grand-chose sur le point de vue de chaque pays sur ses relations avec l'autre ; suivait une brève conversation. Georges Pompidou décida de tenir ces cérémonies en vogue et non plus en jargon et remplaça l'échange d'allocutions par un échange de textes écrits. Cet usage n'était plus observé, dit-on à l'Élysée, qu'en Allemagne fédérale. M. Mitterrand à son tour supprime l'échange de textes. Le service de presse de l'Élysée sera seulement chargé de faire connaître la substance de la conversation. Devant cette nouvelle pratique, il n'avait d'ailleurs pas encore diffusé, jeudi matin, les textes échangés la veille.

passé son doctorat à la Sorbonne. Paris est son premier poste diplomatique.]

M. CISTERNAS (Chili) : un diplomate de carrière

[L'ambassadeur du Chili, M. Eduardo Cisternas, cinquante-neuf ans, est entré dans la carrière diplomatique en 1943. Il a été en poste au Costa-Rica, en Argentine, en France, en Bolivie, au Brésil, en Uruguay, au Mexique, au Pérou et en Colombie, où il était ambassadeur avant d'être nommé à Paris.]

M. McARTHUR (Nouvelle-Zélande) : à Paris pour la seconde fois

[M. John George McArthur est ambassadeur de Nouvelle-Zélande à Paris pour la seconde fois. Né en 1930, il a fait des études à Cambridge. Il est entré dans la carrière diplomatique en 1954, en étant déjà nommé à Paris. Il a, ensuite, occupé divers postes à Bruxelles, Rome, Santiago et Lima (démembrement) avant son ambassade à Paris, de 1975 à 1979. Il fut ensuite sous-secrétaire d'État aux affaires étrangères puis au Trésor, et il était, depuis 1981, ambassadeur à Bruxelles et chef de mission auprès des Communautés européennes.]

La visite en Belgique de M. Milka Planitz, président du Conseil fédéral de Yougoslavie, a abouti à la « normalisation des relations bilatérales », déclare le communiqué publié à Bruxelles mercredi 27 avril. Les relations entre les deux pays s'étaient détériorées à la suite d'une série d'attaques anti-yougoslaves en Belgique. M. Planitz a fait, du 25 au 27 avril, à Bruxelles sa première visite en Occident en qualité de chef du gouvernement yougoslave. - (A.F.P.)

« Un scientifique chinois a été arrêté pour « outrage sexuel », le mardi 26 avril à San-Francisco, au cours de l'audience consacrée à sa demande d'asile politique aux États-Unis. « On a-t-on appris, mercredi, de source judiciaire, M. Xia Yuren, physicien âgé de quarante-neuf ans, était arrivé aux États-Unis en août 1981 dans le cadre d'un échange scientifique sino-américain, et a, depuis, refusé de retourner dans son pays. Il est accusé d'avoir importé, le 14 mars dernier, une substance de l'université de Californie en lui faisant des avances pressantes. - (A.F.P.)

M. NETTEL (Autriche) : un juriste

[L'ambassadeur d'Autriche, M. Eric Nettel, est né en 1928, à Vienne. Docteur en droit, il a exercé l'avocat au ministère des finances avant d'entrer aux affaires étrangères dont il dirigea (1969-1976) le service juridique. Depuis 1976, il représentait l'Autriche auprès des organisations des Nations unies à Genève.]

M. PEKA (Albanie) : un spécialiste du Vietnam

[L'ambassadeur d'Albanie, M. Mahmut Peka, est né en 1928, dans le nord de l'Albanie et a fait des études d'histoire et de philologie, à Hanoï (Vietnam). Il a ensuite travaillé en tant que professeur d'histoire et de philosophie, et a été secrétaire d'ambassade à Hanoï (1970-1975) et à Alger (1975-1980). Il était parvenu à Hanoï comme ambassadeur il y a trois ans.]

M. GIBERSTEIN (Costa-Rica) : une philosophe

[L'ambassadeur de Costa-Rica, Mme Rosa Luisa Giberstein, est née en 1937. Professeur de philosophie, elle a

Copies Couleurs

sur film ou sur papier photo - qualité professionnelle
ETRAVE 38, av. Daumesnil Paris 12^e ☎ 347.21.32

MOQUETTES - REVÊTEMENTS MURAUX

Des vrais prix,

Artirec sélectionne soigneusement sa marchandise. Tous les articles sont de qualité, démarqués et non pas fabriqués pour être faussement soldés.

Artirec, des stocks gigantesques :
Groupés, les distributeurs ARTIREC peuvent exposer en permanence 500.000 m² de stock ! Ce que vous cherchez s'y trouve.

Artirec, le choix grandeur nature :
Groupés, les distributeurs ARTIREC disposent de vastes surfaces de vente, où les revêtements sont déroulés devant vous par des vendeurs conseils.

Artirec, des distributeurs qui deviennent créateurs :
Edition de produits exclusifs : couleurs et dessins originaux pour un rapport qualité/prix exceptionnel.

Pose et livraison assurées.

EXEMPLES PRIX TTC :	
Moquettes synthétiques grandes marques	20 F à 49 F/m ²
Moq. laine mélangée et pure laine	
"label Woolmark"	57,50 F à 129,50 F/m ²
Revêtements plastique 2 m et 4 m de large	15 F à 30 F/m ²
Tissus pur lin larg. 2,90 m	49,50 F/m ²
Tissu mural larg. 2,70 m avec moulleton contrecollé	65 F/m ² (24,00 F/m ²)
Textiles muraux	6 F à 16 F/m ²
Daim, paille japonaise	14 F à 18 F/m ²
Douppon, piqué, soie, etc.	
-5% sur présentation de cette annonce	
Conditions spéciales aux professionnels	

pas de fausses soldes!

ARTIREC 4, bd de la Boétie
75012 Paris - Tel. : 340.77.72

ARTIREC 8/10, imp. St-Sebastien
Boulevard 32 rue St-Sebastien
75011 Paris - Tel. : 355.66.50

ARTIREC 11, rue du Soleil
Jousserand, vérifiez que vous êtes bien au 120 bd Gd Courcel
94100 Saint-Maur - Tel. : 883.19.97

ARTIREC
Payez moins cher la qualité

BINEAU MURALS
12 bd Bineau (100 m Pte Champmarte)
92300 Levallois - Tel. : 757.16.00
* Spécialiste tissu - revêtements muraux

RÉCLIPARIS - 5/8, rue R. Solengro
Pte d'Italie 94270 Le Kremlin-Bicêtre
Tel. : 658.81.12

MOQUETTE DE LA REINE
109 bis, route de la Reine
92100 Boulogne - Tel. : 003.02.30

BINEAU MOQUETS
3 bd Bineau (100 m Pte Champmarte)
92300 Levallois - Tel. : 757.19.19
** moquettes uniquement.

VIELLIR, MOI JAMAIS!

Paraphrasant Esope, « vieillir, ce peut être la pire ou la meilleure des choses ». Aujourd'hui, vieillir, c'est démodé. La médecine a fait des progrès considérables. La retraite à 60 ans est devenue un droit. L'idée du vieillissement a rejoint.

A partir de quand vieillir-on vraiment ? Comment maintenir sa forme ? Quelle est la place de la sexualité dans le 3^{ème} âge ? Comment la Société juge-t-elle les personnes âgées ?... Et un jeu-test scientifique « jusqu'à quel âge vivrez-vous ? ».

Cette semaine, dans le Nouvel Observateur, « Le Refus de Vieillir », une enquête à lire dès maintenant. Parce que préparer ses vieux jours, c'est l'affaire de toute une vie.

LE NOUVEL
observateur
DEMAIN

2011.04.29

DIPLOMATIE

LA TRÈS JEUNE STAR DU DIALOGUE SOVIÉTO-AMÉRICAIN

La jeune Samantha Smith, qui a reçu lundi 25 avril une réponse de M. Yezov Andropov à une lettre qu'elle lui avait envoyée, est devenue une vedette aux États-Unis. Les parlementaires et les journalistes s'emparent d'elle, et un questionnaire a déjà été proposé de lui offrir le voyage jusqu'en U.R.S.S.

Il y a quelques mois, Samantha Smith, qui est âgée de dix ans, avait envoyé une lettre à M. Andropov pour le féliciter de sa nomination à la tête du parti communiste soviétique et l'interroger sur ses idées concernant la guerre nucléaire. Samantha a reçu lundi la réponse de M. Andropov, qui lui a proposé de venir se rendre compte elle-même sur place.

Depuis, la petite fille, qui habite Manchester, dans l'État du Maine, est devenue la copainette des médias américains. Mercredi matin, elle apparaît lors d'une émission d'informations de la chaîne de télévision N.B.C., avant d'être reçue par le Sénat du Maine, où un sénateur propose que cet État participe aux dépenses de son éventuel voyage à Moscou.

Seule la Maison Blanche n'a pas participé à l'engouement général. « Pas de commentaire », a dit mardi matin le porte-parole du président. — (A.F.P.)

M. Mohamed Yazid quitte son poste de représentant de la Ligue arabe à Paris

M. Mohamed Yazid, représentant de la Ligue arabe à Paris, a confirmé qu'il quitterait son poste le 1^{er} mai « à la demande du gouvernement algérien » et retournera en Algérie, où « l'attendent d'autres tâches ». M. Yazid a rappelé qu'il était membre du comité central du F.L.N. Son successeur, a-t-il indiqué, n'est pas encore nommé.

Interrogé sur le bilan de sa mission à Paris, où il était arrivé il y a deux ans, M. Yazid a affirmé qu'il s'était agi pour lui, au lendemain de l'élection présidentielle de 1981, « de consolider la position de la Ligue arabe à Paris, de faire entendre la voix arabe et aussi de coordonner son action avec celle de l'émigration maghrébine en France ».

Cette émigration, a-t-il affirmé, a pu faire entendre enfin sa voix : « Je m'estime satisfait des résultats que j'ai obtenus ». M. Yazid s'est ainsi félicité d'avoir pu rassembler les organisations maghrébines en France « en pleine bataille de Beyrouth, sur l'essentiel, et d'avoir pu leur faire trouver le sens de l'unité arabe et de la défense de la cause palestinienne ». Il s'est félicité également d'avoir pu contribuer à « la réunion de dix mille personnes et plus pour la première fois depuis la guerre d'Algérie » et a conclu : « Un beau jour la voix des « bougnoules » de

valet se faire entendre et c'est ce qui est arrivé même si cela a dérangé beaucoup de gens ».

Dans une déclaration liminaire, M. Yazid avait lancé un appel en faveur de la veuve de Mahmoud El-Hamchi, représentant de l'O.L.P., assassiné à Paris et qui se voyait réclamer par deux compagnies d'assurances le paiement d'une indemnité de 20 000 francs pour les dégâts occasionnés dans l'immeuble par l'attentat dont son mari a été victime.

R. D. [M. Mohamed Yazid avait été délégué par son gouvernement auprès de la Ligue arabe et nommé à Paris en mai 1981 peu de temps après l'élection de M. François Mitterrand à la présidence de la République. Il avait été auparavant porte-parole du G.P.R.A. (Gouvernement provisoire de la République algérienne) pendant la guerre d'Algérie, puis ambassadeur au Liban et, de 1970 à 1978, représentant algérien auprès de l'O.L.P.]

POLÉMIQUE MOSCOU-WASHINGTON SUR LA MILITARISATION DE L'ESPACE

M. Andropov a lancé, mercredi 27 avril, un appel à des négociations en vue d'interdire la militarisation de l'espace, faute de quoi, dit-il, « la course aux armements sera étendue à l'espace ». Le secrétaire général du P.C. soviétique a lancé cet avertissement dans une réponse à un groupe de savants américains qui lui avaient adressé, selon l'agence Tass, un télégramme invitant à l'élaboration d'un accord interdisant la guerre nucléaire dans l'espace.

M. Andropov juge le moment présent « décisif ». « Ou bien, dit-il, les États-Unis se mettront à l'élaboration d'un accord interdisant le déploiement dans l'espace cosmique d'armes de toutes sortes, ou bien la course aux armements sera étendue également à l'espace ».

Répondant apparemment à cet appel, les États-Unis ont accusé, également mercredi, l'Union soviétique d'être le seul pays au monde à être doté d'un « satellite antisatellite opérationnel ». Dans une déclaration écrite du département d'État, le gouvernement américain souligne que « les activités militaires de l'U.R.S.S. dans l'espace démentent les prétentions » de M. Andropov à « se faire passer pour un défenseur de la paix dans l'espace cosmique ».

Les États-Unis, ajoute le département d'État, ne se sont pas livrés à des activités « agressives » dans l'espace, mais sont résolus à mettre au point un système antisatellite « similaire à celui des Soviétiques ».

Il « sont prêts à étudier de nouvelles mesures de contrôle d'armes spatiales qui soient vérifiables, équitables et dans l'intérêt de leur sécurité ».

A Rome, à l'issue de ses entretiens avec les dirigeants italiens, le chancelier Kohl a déclaré, mercredi, que l'Italie et la R.F.A. sont d'accord que « les astronomes doivent être déployés à la fin de l'année si les négociations américano-soviétiques, en cours à Genève, se soldent par un échec ». — (A.F.P.)

PROCHE-ORIENT

Arabie Saoudite LE « FÉMINISME » DU ROI FAHD...

Le roi Fahd d'Arabie Saoudite a donné « de nouvelles instructions » aux administrations et aux entreprises privées afin que les femmes ne soient pas employées à des postes où elles sont susceptibles de travailler avec des hommes, rapporte la presse saoudienne du mercredi 27 avril. La loi islamique interdit d'employer des femmes pour des travaux qui « se confondent avec à leur nature féminine », a précisé le journal *El-Nassab* citant la circulaire royale. Celle-ci a été prise parce que « certains organismes officiels » avaient demandé la permission d'employer des femmes à des postes de travail communs avec des hommes. Le nouveau texte s'applique aux femmes musulmanes et étrangères, selon des sources officielles. — (A.F.P.)

Liban

Les phalangistes livrent aux autorités l'assassin présumé de Bechir Gemayel

De notre correspondant

Beyrouth. — En livrant à l'État, six mois après son arrestation, l'assassin présumé du président du Liban Bechir Gemayel, les Forces libanaises, milice chrétienne dont ce dernier était le chef, ont favorisé la lente passation du pouvoir qu'elles opèrent au profit du président Amine Gemayel. Ce geste vient, en effet, après le déplacement de l'armée à Beyrouth-Est (ancien secteur chrétien) et la restitution des ports, notamment celui de Beyrouth, et de leurs recettes à l'État, permettant au président d'accroître son autorité.

Le prévenu, un homme de trente ans, Habib Charouti, a avoué être

l'auteur du crime qu'il a pu commettre parce que sa sœur habitait au troisième étage de l'immeuble où se trouvait la section locale du parti phalangiste, à laquelle rendait visite Bechir Gemayel. Mais toute l'attention se porte sur les commanditaires éventuels de l'attentat.

S'exprimant avec calme et conviction, Charouti a déclaré sans ambages : « L'assassinat de Bechir Gemayel a été ma contribution à la guerre, parce que j'ai été convaincu que les événements qui se sont déroulés après l'invasion israélienne étaient injustes et que l'élection présidentielle était illégale ». Il a reconnu être affilié au Parti social national syrien (P.S.N.S.), plus connu sous son ancienne appellation de Parti populaire syrien (P.P.S.), affirmant avoir agi pour des motifs politiques.

La filière a pu être remontée jusqu'à un certain Alam, chef des services de renseignements du P.S.N.S., qui ne se trouve plus au Liban, du moins pas dans la partie accessible à l'État libanais ou aux Forces libanaises. En amour dudit Alam, il n'existe que des présomptions qui aboutiraient en Europe de l'Est et, ou, en Syrie. D'où la terminologie vague utilisée à l'adresse par les Forces libanaises dans l'exposé accompagnant la livraison de Charouti, où il est question d'un « service de renseignements d'un pays oriental ».

Par contre, dans l'attentat qui a coûté la vie, en 1980, à la fille de Bechir Gemayel, âgée de deux ans et demi, dont les deux auteurs ont également été livrés à la justice, en même temps que les terroristes coupables de six attentats à la voiture piégée en secteur chrétien — en tout six personnes y compris Charouti, — les Forces libanaises mettent directement en cause les organisations palestiniennes.

Certains ont voulu ici établir un lien entre la remise de l'assassin de Bechir Gemayel aux autorités et l'attentat contre l'ambassade des États-Unis à Beyrouth. Ici comme là, les présomptions se dirigent, en effet, vers les services secrets de pays de l'Est. On assure cependant, de source phalangiste, qu'il n'existe pas de lien entre les deux événements.

LUCIEN GEORGE.

A TRAVERS LE MONDE

Cuba

M. FRANCIS BLANCHARD, directeur général du B.L.T., a écrit au gouvernement cubain à propos de récentes informations faisant état d'opérations répressives contre des syndicalistes cubains, a-t-on appris à Genève le mercredi 27 avril. Amnesty internationale, selon ses sources, cinq Cubains avaient été condamnés à mort le 25 janvier pour « sabotage industriel ». — (A.F.P.)

Finlande

LA VILLE D'HELSINKI A REFUSÉ à une société britannique l'autorisation de réaliser dans la capitale finlandaise un film consacré à la vie du physicien soviétique Andreï Sakharov. Cette décision a été prise à l'unanimité par une commission municipale, mardi 26 avril. Auparavant, la Société d'amitié sino-soviétique avait averti que ce tournage pourrait affecter les relations avec l'U.R.S.S. — (A.F.P.)

Libye

HUIT OPPOSANTS AU RÉGIME appartenant à un groupe musulman fondamentaliste ont été exécutés, ce mois-ci, a affirmé, mardi 26 avril, à Francfort, un porte-parole de l'opposition libyenne en exil en citant des informations en provenance de Libye.

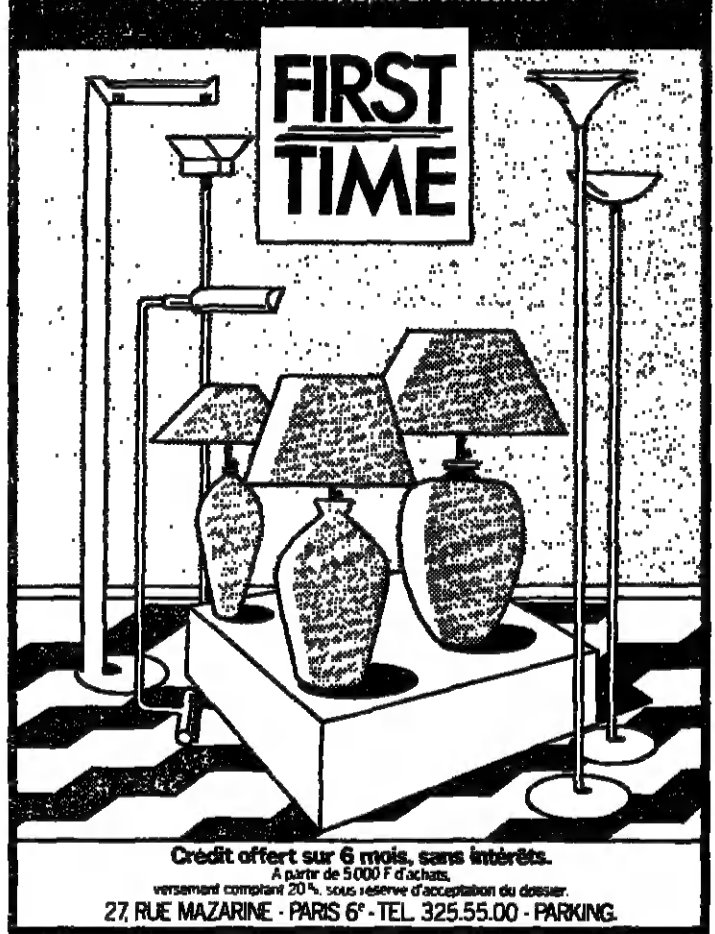
Cinq personnes ont été exécutées le 7 avril, pour appartenance au parti de la libération, quatre d'entre elles à Agadabija, au sud de Benghazi, la cinquième à Tripoli même. Le porte-parole a encore mentionné trois autres exécutions « quelques jours plus tard » de membres du même groupe. D'autre part, vingt-cinq membres de l'opposition islamiste arrêtés au printemps 1982 risquent la peine de mort, a déclaré le porte-parole. Deux enseignants arrêtés à la même période, Abderrahmane Beljoud et Khalifa Milad El-Kamich, sont morts sous la torture l'an dernier, a-t-il ajouté. — (A.F.P.)

République d'Irlande

L'INTERDICTION DE L'AVORTEMENT, déjà inscrite dans la loi irlandaise, figurera désormais dans la Constitution. Ainsi en a décidé le Parlement de Dublin, mercredi 27 avril, par 87 voix contre 65, en dépit de l'opposition du gouvernement de M. Garret FitzGerald (le Monde du 28 avril). Il s'agit de la première décision du cabinet devant les députés. Mais M. FitzGerald n'avait pas engagé la responsabilité du gouvernement sur ce texte, adopté à l'initiative du Finna Fail (opposition nationaliste), et qui devra encore être soumis au Sénat puis faire l'objet d'un référendum. — (A.F.P.)

NUANCES DE LA LUMIÈRE

Nuances de la céramique, charme discret des abat-jour. Puissance de l'halogène : les lampadaires-sculptures c'est la lumière du jour, la nuit. Le choix : chez First Time. En même temps que canapés, fauteuils, tables, tapis. En exclusivité.



(Publicité)
ASSOCIATION DE SOLIDARITÉ FRANCO-ARABE
14, rue Augereau - 75007 PARIS

GRAND MEETING

« HALTE AU RACISME ET LA XENOPHOBIE »

Français-Immigrés : Confrontation ou concertation

VENDREDI 29 AVRIL 1983, à 19 h 45

BOURSE DU TRAVAIL

Salle Ambroise-Croizat - 3, rue du Château-d'Eau
75010 PARIS (Métro RÉPUBLIQUE)

avec

- Lucien Bitterlin *Président de l'Association de Solidarité Franco-Arabe*
- Christian Delorme *Prêtre, membre de la CIMADE et du Comité de l'A.S.F.A. de Lyon*
- Dominique Dujardin *M.R.A.P.*
- Akka Ghazi *Militant syndicaliste*
- Nora Trehel *Déléguée de la C.G.T.*
- M'hammed Yazid

Avec la participation de la C.G.T., de la CIMADE...

LE NOUVEL ECONOMISTE

SAVOIR POUR DÉCIDER, MAÎTRISER POUR AGIR.

OU
EST PASSEE
LA CLASSE
OUVRIÈRE

?

7 à 8 millions d'ouvriers, dit la statistique. Mais la masse ne fait pas la classe. Chassés des usines par la crise et les robots, ils désertent les syndicats et boudent la gauche. 54% des Français et 7 ouvriers sur 10* continuent de croire que la lutte des classes domine la vie sociale. Et pourtant, qu'y-a-t-il de commun entre le métallo modèle Front Populaire et l'opérateur sur robot informatisé ? Peut-on encore croire au mythe du ghetto ouvrier quand le problème de classe devient de plus en plus un problème de classification ? Alors, qui sont les ouvriers de 1983 ? Les idéologues du prolétariat font-ils encore recette ? Ouvriers, ouvrières, jeunes ou moins jeunes, Français ou immigrés, quelles ressemblances, quelles divergences ?

Le Nouvel Economiste répond.

* Sondage exclusif Le Nouvel Economiste / IFRES.

Au même sommaire : **Hôpitaux** : les stratégies de la contestation. **Livres** : les éditeurs à l'ombre des comptables. **Bourses** : des hausses plus sélectives.

Vendredi chez votre marchand de journaux.

الجمهورية العربية السورية

PROCHE-ORIENT

EN VISITE A JÉRUSALEM

M. Shultz a confirmé son désir de parvenir rapidement à un accord entre Israël et le Liban

Le secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz, pourrait se rendre à Damas aussitôt après sa visite à Beyrouth, ce jeudi 28 avril, a affirmé le quotidien libanais pro-syrien *El Charik*, citant des milieux politiques syriens. Selon *El Charik*, le président Hafez El Assad aurait répondu favorablement à une demande américaine d'inscrire la Syrie dans la tournée du secrétaire d'Etat au Proche-Orient.

Jérusalem. - Après ses premiers entretiens avec les dirigeants israéliens, le secrétaire d'Etat américain, M. Shultz, a déclaré, mercredi soir 27 avril, se référant à la Bible : «...il y a un temps pour débattre et un temps pour décider. Maintenant est venu le moment de la décision...». M. Shultz ne pouvait mieux faire comprendre à son auditoire l'importance du gouvernement américain et sa volonté d'amener maintenant Israël et Libanais à conclure un accord. Il s'est gardé de fixer précisément l'échéance, mais il a ainsi confirmé qu'il souhaitait parvenir à ce résultat avant la fin de son séjour au Proche-Orient, qui, selon son entourage, pourrait se prolonger, si nécessaire, deux ou trois semaines.

Au cours de la réception offerte en son honneur par le ministre israélien des affaires étrangères, M. Shamir, le chef de la diplomatie américaine a ajouté : « Comme dans toutes négociations, il doit y avoir un compromis, et les risques d'un échec sont beaucoup plus gros que ceux que comporte un accord tel qu'on peut actuellement l'envisager ». M. Shultz a donc exprimé ses intentions avec une certaine fermeté. Mais, au sein de la délégation américaine, on a laissé entendre que cette recommandation, adressée au gouvernement israélien pour inciter celui-ci à « composer », ne suppose pas de véritables « pressions » de la part des Etats-Unis.

Les Américains savent que les Israéliens invoquent toujours bruyamment cette hypothèse, comme pour mieux l'écarter et mettre au défi les Etats-Unis de sanctionner Israël. Il semble que, une fois de plus, les Américains redoutent un radissement israélien et préfèrent avoir recours à des encouragements plutôt qu'à des menaces. Les diplomates qui accompagnent M. Shultz paraissent faire miroiter devant leurs interlocuteurs la possibilité, en cas d'accord, d'une amélioration sensible des relations israélo-américaines, voire un net accroissement de la coopération militaire entre les deux pays.

M. Shultz n'a pas encore fait part de ses « idées » qu'il compte soumettre pour faciliter un compromis entre les gouvernements israélien et libanais, des suggestions qui devraient porter essentiellement sur les « arrangements de sécurité » réclamés par Israël au Sud-Liban, et

A Beyrouth, le Parlement a adopté, mercredi 27 avril, à l'unanimité, une résolution de soutien aux conditions posées par le président Gornayel au retrait des forces israéliennes du Liban.

D'autre part, soixante et un corps ont été délogés des décombres de l'ambassade des Etats-Unis de Beyrouth après neuf jours de recherches, a-t-on appris de source libanaise. - (A.F.P.-Reuter.)

De notre correspondant

plus précisément sur l'avenir de la milice du commandant Haddad. Le secrétaire d'Etat s'est contenté, le 27 avril, à Jérusalem, d'enregistrer les exigences du cabinet Begin à ce sujet, de même qu'il devait, selon ses proches, prendre note des objections libanaises au cours de sa visite à Beyrouth, le 28 avril, où est prévue une rencontre avec le président Gornayel. Ce n'est qu'après une nouvelle réunion avec M. Begin, vendredi matin, que la délégation américaine pourrait présenter ses propositions, le gouvernement israélien étant ainsi à même de les examiner et de les discuter lors du prochain conseil des ministres, dimanche.

Le rôle du commandant Haddad

Avant d'entrer dans le vif du sujet, M. Begin, à l'intention des Américains, a tenu à marquer encore plus fortement le rôle de la milice du commandant Haddad et l'importance « primordiale » qu'il lui accorde dans le cadre des « arrangements de sécurité » au Sud-Liban. S'adressant à la commission parlementaire des affaires étrangères et de la défense juste avant de recevoir M. Shultz, M. Begin a déclaré qu'il n'était pas question de faire davantage de concessions au sujet de l'alliance qui existe entre Israël et les troupes du commandant Haddad.

Le premier ministre s'est arrangé pour obtenir l'aval d'une partie de l'opposition : de manière assez confuse, M. Pérès, président du parti travailliste, a fait comprendre qu'il partageait l'opinion du gouvernement quand il s'agissait de préserver le rôle de la milice du commandant Haddad. M. Pérès ne l'a pas confirmé, mais il aurait déclaré au cours de cette séance à la Knesset qu'il n'y avait pas de solution de rechange pour Israël au maintien des forces du commandant Haddad au Sud-Liban. M. Begin en a immédiatement conclu qu'il existait entre l'opposition et la majorité un « consensus » à ce propos, et il s'est empressé de le faire savoir à M. Shultz.

Devant leurs visiteurs américains, MM. Begin et Shamir se sont plaints de l'attitude du gouvernement libanais qui, à leurs yeux, paraît maintenant revenir sur des engagements préalablement acquis au cours des négociations. Ils ont vivement déploré que le président Gornayel, par exemple, dénonce à présent l'organisation de patrouilles communes israéliennes et libanaises au Sud-Liban, alors que les négociateurs des deux pays se seraient, prétendent-ils, déjà entendus à ce sujet.

Pour faire valoir qu'Israël est, selon lui, plus que jamais une pièce maîtresse de la stratégie américaine au Proche-Orient, M. Begin, avec une insistance qui aurait quelque peu indisposé certains membres de la délégation américaine, a souligné le danger que représente le renforcement de la puissance militaire syrienne par l'Union soviétique. Le nouveau chef des renseignements militaires, le général Elhoud Barak, a, devant M. Shultz, fait un long rapport sur les informations que possède l'armée israélienne à propos de l'état de la coopération syro-soviétique.

Cependant, les dirigeants israéliens ne semblent pas attacher trop d'importance à la tension qui règne actuellement sur le front israélo-syrien dans la Bekaa libanaise, malgré deux incidents qui se sont produits, les 26 et 27 avril. Selon le porte-parole de l'armée israélienne, à deux reprises, des soldats syriens ont ouvert le feu avec des armes automatiques contre un excavateur qui aménageait une position israélienne. Dans un communiqué, le porte-parole précise que l'armée israélienne n'a pas eu à riposter et il a même ajouté qu'il s'agissait d'« un incident tout à fait local qui ne signifiait pas une détérioration générale de la situation ».

FRANCIS CORNU.

● Trente-deux grands invalides de guerre israéliens seront pris en charge jeudi 28 avril par la Croix-Rouge à Téhéran qui les acheminera vers l'Irak via Ankara. Cette libération constitue la dernière opération de ce genre depuis le début de la guerre entre l'Irak et l'Iran en septembre 1981. Dix-sept Israéliens et vingt-cinq Irakiens, également grand blessés, avaient été échangés en 1981 via Nicosie. - (A.F.P.)

AMÉRIQUES

Washington et l'Amérique centrale

(Suite de la première page.)

M. Reagan a alors lancé un appel en faveur d'une politique étrangère bipartite, particulièrement pour l'Amérique centrale, et a souligné que les « partis démocratiques au Salvador » poursuivent le même objectif : de nouvelles élections pour la fin de l'année, ouvertes à tous les partis et même à la guérilla. Une loi d'amnistie est en préparation.

Admettant que « des problèmes subsistent » notamment en matière de droits de l'homme, le président a affirmé que si l'économie était en aussi mauvais état, c'était en grande partie en raison de son « sabotage » par la guérilla.

Répondant implicitement aux critiques qui estiment que l'armée salvadorienne, mal entraînée, mal équipée et dépourvue d'esprit offensif, se révèle un piètre adver-

saire pour la guérilla, le président a indiqué que, pour l'heure, le Congrès a voté des fonds qui permettent seulement d'entraîner « un soldat salvadorien sur dix... moins que le nombre de guérilleros entraînés par le Nicaragua ».

M. Reagan s'en est alors pris au Nicaragua qu'il a, notamment, accusé d'ingratitude à l'égard des Etats-Unis après toute l'aide qu'il a reçue du président Carter lors de la chute du régime Somoza. Une diatribe en a maintenant remplacé une autre, déplore M. Reagan. Le président a accusé Managua d'aider « les Soviétiques et Cuba à déstabiliser la région, du canal de Panama au Mexique », et il a démenti que les rebelles, aidés par Washington, soient des somozistes nostalgiques du régime précédent.

« Le gouvernement non élu (de Managua) tente en fait de renverser le gouvernement élu du Salvador », a lancé M. Reagan sous les applaudissements. Le président a réaffirmé que son administration, elle, ne tentait nullement de renverser le gouvernement sandiniste, mais a-t-il

ajouté, « nous ne le protégerons pas de la colère de son peuple ».

Faisant alterner les paroles apaisantes et l'anathème, M. Reagan a affirmé qu'il userait de la « diplomatie pour protéger l'Amérique centrale de dangers de guerre », mais y a ajouté une description terrifiante de la « puissance militaire » de Managua (des allégations mises sérieusement en doute le matin même dans un article très documenté du *New York Times* : « nouvelles bases militaires », « armes modernes », « douzaines de chars et de lance-fusées soviétiques », « conseillers cubains, soviétiques, libyens et palestiniens... »). Et on nous attaque parce que nous avons cinquante-cinq conseillers militaires au Salvador », a dit le président amer.

Un contre-plan démocrate

Le parti démocrate avait demandé un temps d'attente pour répondre à M. Reagan, et c'est M. Christopher Dodd, sénateur de Connecticut, qui a exposé les vues de l'opposition. M. Dodd a, à nouveau, agité le souvenir de l'engagement américain au Vietnam, soulignant que le « plan » de paix de M. Reagan était essentiellement d'ordre militaire.

Pour le parti démocrate, l'administration Reagan fait une erreur totale d'interprétation des causes de la crise en Amérique centrale : elle se révèle aussi ignorante de la région que l'était l'Indochine l'administration américaine de 1963. « Supprimez la misère et l'injustice et vous supprimerez du même coup l'exploitation que les Soviétiques en font », a dit en substance M. Dodd.

Le sénateur du Connecticut s'est étonné des récriminations de M. Reagan à l'égard du Congrès qui, estime-t-il, a peu près tout accordé jusqu'ici au président. « Plus de 1 milliard de dollars ont déjà été dépensés pour lutter contre sept mille guérilleros », a ironisé M. Dodd, mais, pendant ce temps, les dirigeants salvadoriens investissent leurs dollars dans les banques suisses... Des milliers de civils sont assassinés, mais leurs meurtriers ne sont pratiquement jamais arrêtés. Si nous poursuivons cette politique, a dit M. Dodd, nous nous retrouverons, une fois de plus dans le camp des perdants ».

Le sénateur a exposé les éléments d'un plan de paix démocrate en trois points : 1) Cessez-le-feu au Salvador et au Nicaragua supervisés par les Etats-Unis ; 2) Règlement politique négocié avec la guérilla et les Etats de la région qui se sont déjà portés volontaires pour cette tâche, comme le Mexique, le Venezuela, Panama, la Colombie. Le Nicaragua a déjà donné son accord pour négocier par leur intermédiaire ; 3) Restaurer le rôle des Etats-Unis comme source d'espérance et de progrès dans la région en aidant son développement économique et social : « Nous devons aller dans le sens de l'histoire et non à contre-courant. Nous pouvons évidemment pourvoir dans la voie militaire, a conclu M. Dodd, nous ne savons pas très bien où elle nous mènera, mais nous pouvons être sûrs d'une chose : plus nous irons, plus nous rencontrerons de violence, de sang et de haine ».

NICOLE BERNHEIM.



(Dessin de PLANTU.)

le Vietnam : aucune troupe américaine n'y sera envoyée... personne ne nous l'a demandé ». Et M. Reagan a demandé au Congrès, en même temps que de voter les crédits nécessaires à l'Amérique centrale, d'approuver un plan de paix en quatre points : 1) Soutien américain à la promotion de systèmes démocratiques dans la région, notamment à des élections libres au Salvador et au Nicaragua ; 2) Relance du plan de développement économique pour le bassin des Caraïbes ; 3) Protection, par la diplomatie, de la « sécurité » de la région contre les entreprises cubaines et nicaraguayennes ; 4) Dialogue et négociation pour parvenir à la paix et à la démocratie comme le Costa-Rica, le Honduras et le Guatemala en donnent l'exemple. Le président a ajouté que les Etats-Unis soutiendraient tout accord régional viable impliquant le retrait de toutes les troupes étrangères et la non-importation d'armes offensives.

Le président a confirmé la nomination prochaine d'un ambassadeur itinérant investi de « larges pou-

PRÊTS AIDÉS PAP. LA CLÉ LA MOINS CHÈRE POUR DEVENIR PROPRIÉTAIRE

Bonheur ! Nous sommes chez nous ! Propriétaires, enfin, avec un prêt PAP du Crédit Foncier. Un prêt aux conditions les plus intéressantes : - taux d'intérêt en baisse par rapport à 1982 et partiellement avantageux grâce à l'aide de l'État, - possibilité, sous certaines conditions, de bénéficier de l'APL (Aide Personnalisée au Logement) qui allège les remboursements, - avantages fiscaux substantiels.

En 1983, 140 000 familles pourront bénéficier d'un PAP du Crédit Foncier. Comme nous, entrez au Crédit Foncier de France. Vous y trouverez la clé pour entrer chez vous.

crédit foncier de france
POUR ENTRER CHEZ VOUS, ENTREZ CHEZ NOUS.



SIÈGE SOCIAL : 19, RUE DES CAPUCINES - PARIS 1^{er} - Tél. (1) 244.80.00

Jelly 100 1520

LE PROJET DE DÉMOCRATISATION DU SECTEUR PUBLIC A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

L'effervescence

Un ancien premier ministre propose au président de la République un référendum sur la démocratie : de soumettre ou de démettre ; un ancien garde des sceaux évoque, dans les couloirs de l'Assemblée nationale, la possibilité d'une guerre civile : la gauche connaît son premier « printemps chaud ».

Qu'est-ce qui anime M. Jacques Chaban-Delmas à prédire que la majorité pourrait se trouver dans l'incapacité de conduire la politique pour laquelle elle a été élue ? Qu'est-ce qui fonde la crainte de M. Jean Foyer de voir ceux que cette politique mécontente se mettre en quête d'un fusil ? Une analyse ? Non, un climat, celui qui ordonne les manifestations d'étudiants, la grève des médecins hospitaliers, l'agitation des agriculteurs.

La référence aux événements de mai 1968 est judicieuse. Le pouvoir gaulliste d'alors était loin d'être minoritaire dans le pays, la suite l'a bien montré, mais il avait contre lui l'atmosphère. L'insécurité, l'irritation, l'exaspération, il s'en était fallu de peu que cela n'ait raison d'un régime. Pourquoi les mêmes mécanismes ne joueraient-ils pas avec succès contre la gauche ?

La voici en butte à une hostilité du même genre, à la fois réelle et, à certains égards, insaisissable. Le gouvernement a ouvert une négociation avec les étudiants en médecine et avec les médecins ; il ne cesse d'affirmer et de prouver sa volonté de tenir compte de leurs préoccupations : la grève continue.

Instruits par l'exemple de leurs collègues de médecine, qui protestent contre une loi déjà votée, les étudiants en droit se rassemblent devant l'Assemblée nationale pour obtenir un amendement au projet de loi sur les enseignements supérieurs dont l'examen doit commencer fin mai ; paradoxalement reconnaissance du rôle accru du Parlement depuis deux ans, mais inquiétant symbole du rassemblement devant — ou contre ? — le Palais Bourbon.

Un ministre de l'agriculture vedette affirme son intention d'obtenir le démantèlement des montants compensatoires monétaires. Les souverains ont la vie dure : voici revenu celui, des émeutes paysannes de 1983 en Bretagne. Leur chef d'alors, M. Alexis Gournay, était en personne devant la préfecture de Quimper le samedi dernier. Le gouvernement en veut-il aux revenus des agriculteurs ? Prépare-t-il, comme celui d'il y a vingt ans, une transformation complète du monde rural, un exode massif ? Nullement.

L'explication est ailleurs, dit M. Jean Poperen. Le numéro deux du P.S. n'y va pas par quatre chemins : il parle « d'affrontements de classes ». Il a l'audace d'employer un vocabulaire pesé de mode, voire malséant. Plus inopportun, le pouvoir n'a-t-il pas intérêt à traiter comme problèmes catégoriels l'exaspération que la victoire de la gauche n'a cessé de provoquer dans les milieux qui lui sont hostiles ?

Encore faudrait-il que ces mêmes milieux lui en laissent le loisir. Or leur comportement, par son irrationalité même, oblige à évoquer d'autres motifs et d'autres influences que ceux qui sont mis en avant. A quel servirait-il de nier le rôle des militants de l'opposition dans certaines organisations professionnelles ? Faudrait-il oublier soudain l'implantation, chez les étudiants en droit, des organisations d'extrême droite qui, tel le P.F.N. en juillet dernier, se proposent de mener « le combat dans la rue » ?

N'ayant pu infliger à la gauche le désaveu populaire espéré lors des élections municipales, la droite voit surgir comme une chance inespérée mais sûrement pas entièrement due au hasard, l'expression bruyante de l'impopularité de ses partisans. Elle compte ses forces. C'est le moment pour la gauche de recenser les siennes.

Face aux tentatives de l'opposition pour déstabiliser le pouvoir de gauche, les différentes composantes et les soutiens de ce pouvoir « doivent tout faire pour le consolider et le renforcer ». Ce n'est pas M. Jean Poperen qui parle ainsi, mais M. Henri Fiezbis, un communiste qu'on accuserait difficilement de sectarisme. Ce renforcement n'exclut pas, mais implique le débat sur la politique du gouvernement, sur les conditions dans lesquelles elle doit être menée. Ce qui avait rendu possible mai 1968, c'était aussi l'absence d'un tel débat et l'isolement du pouvoir.

PATRICK JARREAU.

L'évolution de la fonction syndicale

La passion n'y est plus. Le débat sur la démocratisation du secteur public, qui continue lentement à l'Assemblée nationale, apparaît, à bien des égards, comme une pâle copie de ces grands moments législatifs que furent la discussion des projets de loi sur les nationalisations et les nouveaux droits des travailleurs. Du côté de l'opposition, les acteurs sont pourtant les mêmes : MM. Noir (R.P.R.), d'Aubert, Millon et Madelin (U.D.F.) font de loquaces efforts pour alerter l'opinion sur les périls que porte en germe, selon eux, le texte du gouvernement. Mais la multiplication des amendements ne compense pas le renouvellement des arguments. M. Bérégovoy, qui s'est substitué à MM. Le Garrec et Auroux, leur oppose, en outre, une étonnante faculté à ne jamais s'écarter. C'est moins une question de tactique — celle de l'« éblouissement » — qu'un trait de caractère : M. Bérégovoy est tout le contraire d'un « animal politique à sang chaud ».

Pour au moins, on risquerait de perdre de vue l'importance politique de ce travail législatif. L'accession des représentants des salariés aux conseils d'administration et de surveillance peut, en effet, modifier profondément la vie et singulièrement la gestion des entreprises. Mais

M. Renard (P.C.) a raison : il appartient aux travailleurs eux-mêmes de faire en sorte que les perspectives ainsi ouvertes entraînent, entre une réelle démocratisation, une meilleure efficacité économique de l'entreprise. Car tel est, pour le gouvernement, le double justification de ce projet. L'ajout social et l'ajout économique : pour la gauche, la démarche est concomitante.

L'opposition défend, elle, une thèse radicalement inverse : ce n'est que si l'entreprise est performante, a expliqué M. Noir, que son personnel « trouve son épanouissement humain et ses justes satisfactions matérielles ». L'argumentation n'est pas originale : elle s'apparente aux conceptions qui, au siècle dernier, ont assuré la domination du patronat. L'économique, pour la droite, doit toujours primer le social. Soient autrement, la gauche, pour sa part, s'est toujours préoccupée des aspects sociaux de la vie des entreprises, au détriment des impératifs économiques.

Mais les craintes exprimées par MM. Noir et Madelin, quant à l'évolution des syndicats, ne sont pas vaines. C'est bien une mutation du rôle syndical qui doit s'accomplir.

Certes, les responsables syndicaux qui vont entrer dans les conseils d'administration ne bénéficieront pas de la double appartenance d'administrateur et de militant syndical. Mais le pouvoir qui leur est désormais accordé de facto sur la gestion de l'entreprise leur confère des responsabilités nouvelles. A la fonction revendicatrice du syndicat devra être associée, peut-être plus que par le passé, une souci de gestion. Les syndicats, a souligné M. Charzat (P.S.), seront conduits « à se positionner davantage sur le moyen terme et à exercer une intervention plus élaborée sur les orientations de la politique industrielle de leur entreprise ou de leur branche ».

Les « salariés-administrateurs » seraient-ils pour autant des « irresponsables », comme le prétend l'opposition, sous prétexte qu'ils ne seront pas tenus d'être actionnaires de l'entreprise ? Là encore, deux conceptions — historiques — s'affrontent. L'association du capital et du travail dans le secteur privé, à l'époque M. Bérégovoy, est celle de la carpe et du lapin.

LAURENT ZECCHINI.

Mercredi 27 avril, l'Assemblée nationale continue la discussion des articles du projet de loi relatif à la démocratisation du secteur public (le Monde des 23 et 28 avril).

L'article 2 concerne uniquement les sociétés filiales. Il précise les conditions dans lesquelles les participations détenues par divers organismes sont prises en compte pour la détermination de la majorité du capital social ; ce qui permet de savoir si une société filiale entre ou non dans le champ d'application du projet. L'Assemblée adopte deux amendements du gouvernement tendant à préciser que ni l'abandon ou la consolidation de créances, ni la prise de participations provisionnelles dans des entreprises en difficulté ne doivent conduire à l'exclusion du champ d'application. L'article 3 concerne l'exclusion de certaines participations pour la détermination de la majorité dans les sociétés cotées.

Après l'article 4 (Situation dérogatoire pour certaines entreprises) — réservé à la demande du gouvernement —, les députés adoptent un amendement présenté par M. Coffreux (P.S., Val-d'Oise), rapporteur de la commission des affaires sociales, qui fixe un délai de trois mois pour la mise en application de la loi dans les entreprises qui entreraient dans le secteur public après la promulgation de celle-ci. L'Assemblée repousse un amendement de M. Madelin (U.D.F., Ile-et-Vilaine) tendant à favoriser un système d'« actionnariat populaire » ayant pour but de favoriser une distribution

gratuite au personnel des sociétés concernées de 10 % du capital de chaque société.

COMPOSITION DES CONSEILS

L'article 5 fixe la composition des conseils d'administration ou de surveillance des entreprises dites de « premier rang », c'est-à-dire celles qui sont constituées en établissements publics ou dont l'Etat détient la majorité du capital. Modifiée par des amendements de M. Noir (R.P.R., Rhône), de la commission et du gouvernement, la composition suivante est retenue : 1° des représentants de l'Etat et, le cas échéant, des actionnaires nommés par décret ; 2° des « personnalités » choisies soit en raison de leur compétence technique, scientifique ou technologique, soit en raison de leur connaissance des aspects régionaux, départementaux et locaux des activités en cause, soit en raison de leur connaissance des activités publiques et privées concernées par l'activité de l'entreprise, soit en raison de leur qualité de représentants des consommateurs ou des usagers, nommés par décret pris, le cas échéant, après consultation d'organismes représentatifs desdites activités ; 3° des représentants des salariés (qui seront élus).

Dans les établissements publics de l'Etat, le nombre des représentants des salariés devra être égal à au moins un tiers du nombre des membres du conseil d'administration. D'autre part, dans les entreprises où l'Etat détient, directement

ou indirectement, la moitié du capital social, les représentants de chacune de ces catégories seront au nombre de six. Toutefois, les nombres des représentants de l'Etat et des représentants des salariés sont de cinq dans les conseils des compagnies financières visées par le projet de loi de nationalisation, des banques, des établissements financiers et des établissements de crédit à statut spécial, dont les effectifs sont inférieurs à trente mille.

Après l'article 6 (Composition du conseil d'administration), qui est réservé à la demande du gouvernement, l'Assemblée adopte un amendement présenté par M. Bérégovoy, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, qui dispose : « Le conseil d'administration ou de surveillance délibère avant toute décision relative aux grandes orientations stratégiques, économiques, financières ou technologiques de l'entreprise, et notamment sur le contrat de plan ». A l'initiative de la commission, il est précisé que les membres du conseil disposeront des moyens nécessaires (locaux, secrétariat) à l'exercice de leur mandat. D'autre part, sur proposition du gouvernement, il est indiqué que le conseil fixe « les conditions d'accès de ses membres dans les établissements de l'entreprise » (le texte initial de cette disposition prévoyait que le conseil fixe « cas par cas » ces conditions).

PRÉSIDENT DU CONSEIL. L'article 7 est relatif à la nomination du président du conseil d'administration ou du directeur. Dans les

entreprises de premier rang et dans les banques nationalisées par la loi du 11 février 1982, le président est nommé, parmi les membres du conseil et sur proposition de celui-ci, par décret. Toutefois, sur proposition du gouvernement, pour les banques filiales d'un groupe nationalisé, le président sera nommé sur proposition du conseil de la société mère. Le président du conseil ou les membres de celui-ci pourront être révoqués par décret.

DURÉE DU MANDAT

La durée du mandat des membres du conseil est de cinq ans. Ceux-ci ne peuvent exercer plus de trois mandats consécutifs. Ce mandat n'est pas rémunéré, sans préjudice du remboursement par l'entreprise des frais exposés pour l'accomplissement de leur mandat (cette gratification vaut pour le mandat des représentants de l'Etat et pour celui des représentants des salariés, article 20). Sur proposition de la commission, le nombre de mandats qui peuvent être détenus simultanément par un même membre du conseil d'administration ou de surveillance, passe de huit (loi du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales) à quatre, et ce pour les entreprises de premier rang.

L'article 9 a trait aux conditions de révocation individuelle des membres du conseil. Plusieurs cas sont envisagés : 1° Administrateurs représentants l'Etat : il peut être mis fin à leur fonction à tout moment, par décret ; 2° Personnalités : elles peuvent être révoquées par décret, « en cas de faute grave » ; 3° Membres désignés par l'assemblée générale : ils peuvent être révoqués à tout moment dans les conditions du droit commun ; 4° Représentants des salariés : leur révocation relève d'une procédure particulière (article 22).

RÉVOCATION

A l'article 10, modifié par la commission des lois, il est précisé que « dans le cas où des dissensions graves entravent l'administration de la société », la révocation de la totalité des représentants de l'Etat et des personnalités peut être prononcée par décret. La révocation émane de l'assemblée générale dans les sociétés où le tripartisme n'est pas appliqué et où les administrateurs autres que ceux représentant les salariés sont désignés par l'assemblée générale. Une telle mesure de révocation entraîne le renouvellement de l'ensemble du conseil et ne peut être prise de nouveau avant un délai d'un an.

ÉLECTION DES REPRÉSENTANTS DES SALARIÉS

L'article 11 fixe la composition du corps électoral appelé à élire les représentants des salariés au conseil d'administration. Deux cas sont prévus : 1° Dans toutes les entreprises visées par le projet, sauf les sociétés filiales, les conditions suivantes sont requises : être électeur au comité d'entreprise ou à l'organe en tenant lieu, soit dans l'entreprise elle-même, soit dans l'une de ses filiales dont le siège social est fixé sur le territoire français ; 2° Dans les sociétés filiales, sont électeurs les salariés qui remplissent les conditions requises pour être électeurs au comité d'entreprise.

Les salariés participent donc à deux élections : au sein de la filiale et au sein de la société mère.

L'article 12 précise les qualités des salariés éligibles au conseil d'administration et de surveillance. Ils devront être électeurs à ce conseil, avoir dix-huit ans accomplis, travailler dans l'entreprise ou l'une de ses filiales ou y avoir travaillé au moins deux ans au cours des cinq dernières années. Malgré le souhait de l'opposition, l'éligibilité des travailleurs étrangers est maintenue. Les permanents syndicaux ayant travaillé dans l'entreprise pourront être élus ; dans ce cas, précise M. Bérégovoy, ils devront abandonner leurs fonctions syndicales et reprendre un poste de travail dans l'entreprise.

L'article 13 organise le scrutin selon des modalités semblables à celles retenues par les lois Auroux pour les organisations représentatives du personnel. Il s'agit d'un scrutin de liste à la plus forte moyenne et sans panachage ; toutefois, et malgré les critiques du P.C. et du R.P.R., les « restes » de listes de candidats seront prises en compte si elles sont le fait de plus de 10 % des suffrages exprimés. Les cadres et assimilés voteront avec les autres salariés, mais, dans toutes les entreprises de premier rang, ainsi que dans les filiales de plus de mille salariés ou dont le nombre de cadres et ingénieurs est au moins égal à vingt-cinq, leurs suffrages seront décomptés à part et un siège de la liste à laquelle ils ont été attribués le plus de voix leur sera réservé.

L'article 19 précise que les représentants des salariés dans les conseils d'administration ou de surveillance « ont les mêmes droits et obligations » que les autres administrateurs ; toutefois, ils ne seront pas tenus, malgré les demandes du R.P.R. et de l'U.D.F., d'être actionnaires de l'entreprise.

L'article 20 précise que lorsque la responsabilité d'administrateur des membres de conseil est mise en cause, elle s'apprécie « en tenant compte du caractère gratuit de leur mandat. En aucun cas, ils ne peuvent être déclarés solidairement responsables avec les administrateurs représentants les actionnaires ». De même, lorsque leur responsabilité de membre du conseil de surveillance est mise en cause, elle s'apprécie en tenant compte de cette gratuité.

L'article 21 fixe le régime des incompatibilités avec le mandat d'administrateur (le Monde du 23 avril). L'Assemblée adopte un amendement du gouvernement supprimant l'incompatibilité avec le mandat de conseiller prud'homme. Le mandat d'administrateur est également incompatible avec l'exercice des fonctions de permanent syndical.

L'article 22 prévoit un cas de révocation des représentants des salariés par décision du président du tribunal de grande instance à la demande de la majorité des membres du conseil. Cette révocation ne peut intervenir que pour faute grave dans l'exercice d'un mandat et ne peut donc interférer avec le contentieux disciplinaire.

L. Z. et Th. B.

Au Sénat

UNANIMITÉ POUR LUTTER CONTRE LA POLLUTION MARINE

Le Sénat a adopté, mercredi 27 avril, deux projets de loi relatifs à la pollution marine, que l'Assemblée nationale avait votés le 7 octobre dernier (le Monde du 9 octobre 1982). Le premier texte, auquel M. Jean-Marie Girault (R.I., Calvados) avait, dans son rapport, joint une proposition de loi de M. Ehlers (P.C., Nord), prend en compte et intègre au droit pénal, pour la répression de la pollution de la mer par les hydrocarbures, les dispositions figurant dans la Convention internationale de Londres (dite convention Marpol) du 2 novembre 1973, qui doit entrer en vigueur le 2 octobre 1983.

Après avoir approuvé quelques amendements tendant à clarifier le projet, les sénateurs ont voté sans le modifier le second projet qui révisait l'article 16 de la loi du 7 juillet 1976 relative à la pollution et à la répression de la pollution marine par les opérations d'immersion effectuées par les navires et aéronefs et à la lutte contre la pollution marine accidentelle. L'administration reconnaît, grâce aux dispositions proposées, des moyens d'intervention accrus dans le cas d'avarie ou accident survenus en mer et susceptibles de provoquer une pollution.

REPUBLIQUE DU MALI

ENERGIE DU MALI
AVIS DE PREQUALIFICATION
CENTRALE THERMIQUE DIESEL
DE MOPTI-SEVARE

L'ENERGIE DU MALI (EDM) lance un appel d'offres international pour la réalisation clé en main d'une centrale thermique diesel à MOPTI-SEVARE.

Le financement de cet équipement sera assuré par : OPEC - Vienne avec la participation de la BANQUE MONDIALE

Les études sont confiées à : ELECTRICITE DE FRANCE - DIRECTION DES AFFAIRES INTERNATIONALES (EDF INTERNATIONAL)

Le site de la centrale à construire est situé à l'entrée de la ville de SEVARE, à environ 600 km au nord-est de BAMAKO.

L'aménagement comprend une centrale thermique diesel équipée de trois groupes de 0,75 MW de puissance unitaire, fonctionnant avec des hydrocarbures liquides et ses annexes.

PROCEDURE A SUIVRE :

Les constructeurs et entreprises intéressés doivent fournir, pour le 30 mai 1983 au plus tard, les

références normalement requises pour une présélection : référence de travaux similaires, structures financières de l'entreprise soumissionnaire, réseau commercial de représentation, gamme de production avec statistiques.

Les dossiers seront envoyés de la façon suivante :

Un exemplaire à : ENERGIE DU MALI Boîte Postale 69 BAMAKO - REPUBLIQUE DU MALI

Un second exemplaire à : EDF INTERNATIONAL 68, rue du Faubourg Saint-Honoré 75008 PARIS

Les entreprises retenues en seront informées le 31 juillet au plus tard et les dossiers d'appel d'offres seront à leur disposition le même jour les bureaux d'EDF INTERNATIONAL, contre paiement d'un chèque de 100 US \$.

27/4/1983

POLITIQUE

Le bureau exécutif du P.S. s'étonne des conditions dans lesquelles a été divulgué le rapport Popere

M. Lionel Jospin prendra contact avec le ministre de l'éducation nationale afin d'examiner les préoccupations du parti socialiste sur le projet de réforme de l'enseignement supérieur. Cette décision a été prise mercredi 27 avril au terme de la réunion du bureau exécutif du P.S. Le premier secrétaire et ses amis remarquent que les socialistes se sont toujours opposés au principe de la sélection à l'université, que ce thème est traditionnel dans les luttes étudiantes et qu'il n'est donc pas surprenant que les étudiants manifestent à ce propos. Les socialistes tentent de trouver avec le gouvernement une solution de compromis sur l'article 13 du projet de loi qui évite de le faire apparaître comme des organisateurs de la sélection universitaire.

Les membres du bureau exécutif ont d'autre part consacré une courte partie de leurs débats au texte de « réflexions » élaboré par M. Jean Popere, membre du secrétariat national, et adressé au premier secrétaire au président de la République (le Monde du 28 avril). Les

interventions ont porté plus sur la manière dont les prises de positions de M. Popere ont été rendues publiques - par la presse - que sur le fond de ses analyses. M. Michel Charzat, représentant du CERES, s'est interrogé sur la signification du texte de M. Popere. Il a notamment demandé à celui-ci, s'il s'agissait d'une « contribution » en bonne et due forme, préparant le prochain congrès dont le bureau exécutif a décidé qu'il aurait lieu à Boulogne-Breasse. M. Didier Mocheane, membre du secrétariat national, membre du CERES, a demandé avec ironie si la publication d'extraits, par le Monde, d'un rapport qui comporte soixante-cinq pages était destinée à attirer son attention afin qu'il étudie minutieusement l'ensemble du document.

M. Popere a fait remarquer que sa démarche n'était pas unique en son genre et qu'il ne voyait pas pourquoi il serait le seul à ne pas s'exprimer au sein du parti socialiste. - J.-Y. L.

M. CHABAN-DELMAS : se soumettre ou se démettre

M. Jacques Chaban-Delmas, ancien premier ministre, maire R.P.R. de Bordeaux, déclare dans une interview au Quotidien de Paris du 28 avril :

« Le septennat de François Mitterrand ira-t-il jusqu'à son terme ?
- Sans doute apparaîtra-t-il de plus en plus que le 10 mai 1981 n'a pas signifié la volonté du peuple français de voir notre société changer en une société socialiste, quelle qu'elle soit... »

« Pour le président de la République, la dissipation du malentendu et les temps de plus en plus difficiles conduiront normalement à des choix successifs commandés par un choix capital : se soumettre à des contraintes indiscutables en promouvant ou en acceptant une réorientation foncière du pouvoir ou bien se démettre. »

« Il va sans dire que des événements imprévisibles peuvent survenir qui rapprocheraient le moment de ce choix décisif. »

Les silences de M. Chirac

M. Chirac s'est résolu à rompre le silence qu'il observait depuis le deuxième tour des élections municipales, le 13 mars dernier, en acceptant de participer le vendredi 5 mai au forum de l'Expansion. Le maire de Paris est cependant décidé à limiter son intervention à l'exposé des dossiers de la capitale et à un examen critique de la situation économique nationale. Il ne souhaite pas parler pour le moment des problèmes politiques qui se posent à l'opposition, ni surtout à la majorité.

Certains de ses partisans se sont étonnés que le chef du principal parti de l'opposition ne porte pas de jugement sur les événements qui se succèdent depuis plus d'un mois. D'autres, en revanche, ont approuvé la réserve de M. Chirac. Celui-ci répond à une attitude déterminée.

La maire de Paris estime que la critique systématique, même argumentée, de la politique du gouvernement n'aurait aucun effet sur la conduite des affaires de l'Etat. Il considère qu'il n'est plus nécessaire d'expliquer aux électeurs les dangers et les « méfaits » des décisions du pouvoir puisque les mécontentements se multiplient. Il juge aussi que les événements lui donnent raison et confirment les prévisions pessimistes qu'il faisait au début du septennat.

M. Chirac ne veut pas donner l'impression qu'il est satisfait de voir la situation actuelle correspondre à ce qu'il attendait. Mais il ne veut pas non plus donner l'impression qu'il « jette de l'huile sur le feu » ni permettre au pouvoir d'exploiter une éventuelle déclaration ambiguë. Il ne

veut pas encourager les manifestations de mécontentement, mais il ne veut pas non plus les désapprouver totalement.

Cette prudence s'est renforcée depuis quelques jours après les craintes, exprimées ici ou là, de voir se produire des événements comparables à ceux de mai 1968. Dans l'entourage de M. Chirac, on affirme que le gouvernement et la majorité ne seraient pas mécontents de pouvoir dénoncer dans l'opposition, et plus spécialement dans le R.P.R., le facteur de troubles, voire « l'ennemi intérieur », et, pour quel pas, en M. Chirac le « chef d'orchestre clandestin » qui attiserait les mécontentements. On considère au R.P.R. que, si des troubles se produisaient, ils seraient pour le gouvernement l'occasion de ressaisir une situation qui semble lui échapper en apparaissant comme le défenseur de l'ordre public et de la légitimité républicaine. Du coup, on ne pourrait plus parler d'un « mai 68 à l'envers », comme lorsque de Gaulle, il y a quinze ans, a rétabli son autorité ébranlée.

M. Chirac, dit-on autour de lui, ne veut pas renouveler l'erreur de M. Mitterrand, qui avait pu laisser penser qu'il était candidat à la succession - non ouverte - de de Gaulle, le 28 mai 1968.

M. Chirac préfère, pour le moment, profiter du répit institutionnel pour préparer les élections législatives de 1985 puisque la seule échéance, d'ici là, sera celle des élections européennes du printemps 1984.

ANDRÉ PASSERON.

EN BREF

Une délégation du mouvement du Recours (Rassemblement et coordination unitaire des rapatriés et réfugiés d'origine-maghrébine) composée de M. Georges Lagarde, Guy Fazy et Jacques Rousseau a été reçue, mercredi 27 avril, successivement par M. Jacques Riba, chargé de mission à la présidence de la République, et par M. Raymond Courrière, secrétaire d'Etat aux rapatriés. Les trois députés ont demandé à leurs interlocuteurs de favoriser une « révision » de certains des textes d'application de la loi du 6 janvier 1982 relative aux rapatriés réinstallés. Ils ont également évoqué « la déception de nombreux rapatriés devant les retards intervenus dans l'élaboration du projet de loi relatif aux retraites » et « pris acte des nouvelles mesures d'assouplissement de la législation algérienne en faveur des transferts de fonds bloqués ». Comme ils l'avaient fait le 15 avril

auprès du ministre de l'intérieur, les députés du Recours ont toutefois renouvelé leur souhait que le contentieux entre les rapatriés et l'Etat soit apuré avant la visite en France, prévue à l'automne, du président de la République algérienne.

L'Institut de recherches marxistes (I.R.M.) organise, les 29 et 30 avril, un colloque sur le travail (1), auquel doivent participer des responsables du P.C.F., de la C.G.T. et des universitaires de diverses tendances. Ce colloque, qui vient en conclusion d'un cycle de conférences organisé par l'I.R.M., s'inscrit dans les préoccupations actuelles des communistes. M. Georges Marchais soulignait, le 19 avril, devant le comité central, la

nécessité d'une meilleure connaissance des mutations intervenues depuis vingt ans dans « la nature du travail lui-même » et dans « la composition de la classe ouvrière et du monde salarié ».

L'I.R.M. organise, d'autre part, les 28 et 29 mai, un colloque intitulé « Les pays socialistes et le monde contemporain », auquel doivent participer des spécialistes communistes de ces pays, mais aussi des non-communistes, comme Mme Hélène Carrère d'Encausse.

(1) 94, boulevard Auguste-Blanqui, Paris-13. L'adresse de l'I.R.M. lui-même est : 64, boulevard Auguste-Blanqui, Paris-13.

M. Jean Malpel, R.P.R., premier adjoint au maire de Melun (Seine-et-Marne), a été élu maire de cette commune mercredi 27 avril. Il succède à Marc Jacquet, sénateur R.P.R., décédé le 18 avril. M. Malpel a obtenu 30 voix contre 8 à M. Alain Vivien, député socialiste, et 1 bulletin blanc. M. Malpel est né le 20 juillet 1921 à Bama (Algérie). Il est bachelier au barreau de Melun.

TIRAGES DIAPOS
EN 13x18 OU 18x24 - RECADRAGE - CORRECTIONS
ETRAVE 38, av. Daumesnil Paris-12^e ☎ 347.21.32

Une épargne à 8,50%, disponible, avec un prêt au bout ? C'est possible avec nous.

Compte Épargne Projets Immobiliers : une innovation de la Banque de La Hénin.

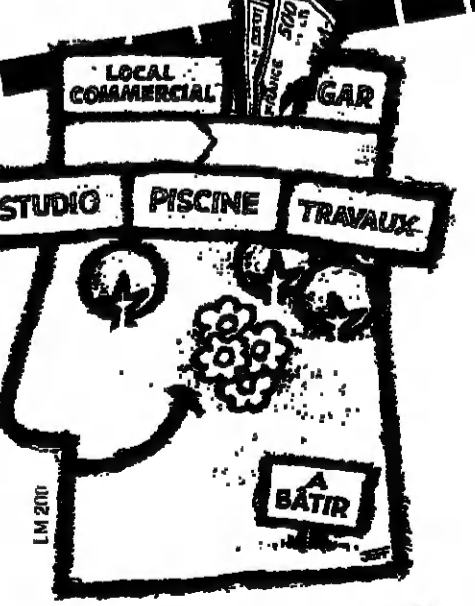
Vous n'avez pas de projet immobilier immédiat, mais demain, qui sait...
En attendant, vous désirez vous constituer une épargne de précaution, toujours disponible et avec une rémunération intéressante et, en plus, donnant droit, rapidement à un prêt à taux réduit.
La Banque de La Hénin vous propose, bien sûr, une épargne qui

vous rapporte 8,50%, mais en plus, la garantie d'un prêt après 18 mois, au taux de 13% avec possibilité de prêt complémentaire pour financer n'importe quel projet immobilier.
Voilà une épargne intéressante à la fois pour faire face à d'éventuels besoins imprévisibles et pour financer vos projets de demain.

Coupon à adresser à : Banque de La Hénin, Direction Commerciale, 16, rue de la Ville-Evêque, 75384 Paris Cedex 08. Tél. (1) 265.35.15.

Nom _____
Adresse _____
Téléphone _____

Souhaite :
☐ recevoir une documentation
Compte Épargne Projets
Immobiliers
☐ un entretien avec un responsable
de La Hénin



Banque de La Hénin
La Banque-orchestre de l'immobilier
Siège social : 16, rue de la Ville-Evêque, 75384 Paris Cedex 08. Tél. (1) 265.35.15.

BRUXELLES FORT-DE-FRANCE
à partir de **2590F**
aller-retour
Valable 1 an dans les 2 sens
Bus Paris-Bruxelles : 139 F aller-retour

nouvelles frontières
nous luttons pour le droit au voyage

74, rue de la Fédération 75015 Paris 273 25 25
33, En-Fourrière 57000 Metz 736 16 90

le journal mensuel de documentation politique
après-demain
(non vendu dans les kiosques)
offre un dossier complet sur :
LE NÉO-RACISME
Envoyer 30 francs (timbres à 1 F ou chèque) à APRÈS-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 100 F pour l'abonnement annuel (60 % d'économie) qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

Swissair : Genève - Rio non-stop.

Rien de tel que l'un des trois vols hebdomadaires Swissair en DC-10 pour arriver encore plus vite en Amérique du Sud. Vite et souverainement bien sûr, car ces trois liaisons ont autre chose en commun : le gain de place par siège puisque l'on n'en compte que 8 au lieu de 9 par rangée. Ou encore le bien-être que procurent les nouveaux sièges grand confort qui vous accueillent en première classe.
Votre agence de voyages ou Swissair se fera un plaisir de vous fournir de plus amples renseignements.

swissair

MAISON DE L'IRAN
VOUS PROPOSE
LES PLUS BEAUX
tapis
IRAN
AUX PRIX
DES PLUS BAS
225.62.90
65, Champs-Élysées

Yoshikawa
Un grand roman Japonais.
En Yoshikawa
PIERRE
SABRE

Quand, par la grâce du héros le livre permet toutes les évasions.
Balland

station de
voyage
seu et les
par la
rail. Faus
gagne de
de, versé
de-Franc
a recett
de franc
de l'entr
chi et so

avait donc
liards de
le 2,6 mil
un an.
développé
st pas sans
l'augmen
tation d
entreprises
embauché
nre 1982
s emplois
t durée du
trente-
puis à
"démont
Les nus,
mentaires
us basses

mentation
4,4 %) à
(2,5 %),
activité a
dion l'an
tation de

producteur
tant clai-
La pro-
ture deux
physique
vices) et
humains,
une con-
c'est la
ut aussi
vions de
vement
out a un
l'omage :

tr exem-
T.P. les
Chen
our les
ions de
is pour
neine de

us qu'il
ur d'hui
sément
donc de
semble
au gou-
s à une
de tra-
olitique
du pou-
te tou-
soins.
usi iné-
vement
certes,
mais au
ue les
finan-
at est
ars les
ques.
TT.

T
orses

uns de
l'auine,
formé
France
lieu les
paie) ;
indus-
rie de
tal (la
atières
mon-
es de
; mes-
ocur-
sociale
jeudi
puis
exté-
dires-
comi-

ISS

bonne
tures,
Le
ssai

se
tu
de
ir

Le Monde

ÉDUCATION

société

LA CONTESTATION DU PROJET SUR L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Plusieurs milliers d'étudiants dans les rues de Paris

Manifestations et décisions de grève : l'agitation universitaire contre le projet de loi sur l'enseignement supérieur s'est développée mercredi 27 avril, surtout dans les secteurs de droit et des sciences économiques.

A l'université de Caen, notre correspondant nous indique que l'unité d'enseignement et de recherche (U.E.R.) de droit a voté une grève d'une semaine, jusqu'au 4 mai. Les étudiants de l'U.E.R. de pharmacie ont décidé, eux aussi, une grève immédiate et

reconductible. L'U.E.R. d'histoire appelle, quant à elle, à deux jours de grève les 3 et 4 mai. Ces étudiants n'ont pas réussi à entraîner l'ensemble de l'université dans le mouvement de grève, mais seulement à une manifestation, ce jeudi 28 avril, en fin d'après-midi.

A Paris, quelque cinq mille manifestants étudiants en droit ou sciences économiques d'une douzaine d'universités parisiennes ont répondu à l'appel de la « Coordination nationale des étudiants

contre le projet Savary ». A côté d'étudiants qui refusent toute étiquette politique, se sont retrouvés des membres du Parti des forces nouvelles, du Groupe Union-Droit (GUD, extrême droite), de l'Union nationale inter-universitaire (UNI, antimarxiste) et aussi des jeunes giscardiens du Comité des étudiants libéraux de France (CELIF).

Le rassemblement, intitulé place de la Concorde, a réuni néanmoins à travers cette place et à parcourir une partie des Champs-Élysées et les rues

avoisinantes. Des heurts ont eu lieu en particulier devant l'Assemblée nationale avec les forces de police, qui ont fait usage de grenades lacrymogènes et d'un canon à eau. La Coordination nationale, dans un communiqué, « rejette la responsabilité de ces incidents sur les seules forces de l'ordre ». Ce jeudi, plusieurs manifestations sont prévues dans la capitale. Des participants à celle de mercredi ont exprimé leur intention de descendre à nouveau dans les rues de Paris.

La « manifestation-savonnnette »

Une « manifestation-savonnnette ». Insaisissable, ici, dissoute en partie. Là, elle vous échappe et vous revient. Impossible à scruter, à retenir, à contourner.

Impossible ? Les C.R.S., les gendarmes mobiles, ont beaucoup couru. Leurs cars se précipitaient à la Concorde. Trop tard. Les manifestants remontaient les Champs-Élysées. Tout l'après-midi, quatre heures durant, sous la pluie et le soleil eux aussi enfusés sifflant, la manifestation s'est ainsi jouée des forces de police, quand ce n'était pas de son propre service d'ordre. Avec toutefois deux « rendez-vous » plutôt rudes : l'un au débouché de la rue Tronchet sur la place de la Madeleine, l'autre devant l'Assemblée nationale.

Tout a commencé peu avant

14 heures. En fin de matinée, la préfecture de police de Paris avait interdit le « sit-in » prévu place de la Concorde, jugé trop dangereux pour la circulation. Le point de ralliement était donc le parvis de l'église de la Madeleine. A deux pas de la Concorde, où la manifestation passera d'ailleurs à deux reprises au cours de l'après-midi.

Ils arrivent, du centre Aspas (Paris-II), de Malakoff (Paris-V-Paris-XII), de Saint-Maur (Paris-IX), de Paris-X, de Paris-IV. Pas vraiment le genre « lo-bards » ; le « look » plutôt sage et propre. Certains s'évertuent à expliquer aux journalistes : « Notre manifestation n'est pas politique », à côté, d'autres arborent un badge : « Social, démission ».

Vincent, première année de droit à Aspas, explique : « Je n'ai pas lu le projet de loi mais le projet socialiste d'éducation, et ça me suffit ». Les premiers slogans fusent : « Faculté, liberté », tandis qu'un étudiant détaille : « Nous voulons empêcher la suppression des thèses d'Etat, empêcher la professionnalisation des études, qui va dévaloriser notre formation de juriste », près de son voisin gêné : « Non, au contraire, la professionnalisation commencera trop tard ».

Bientôt, l'heure n'est plus aux explications. Un cortège s'est formé ; il emprunte la rue Saint-Florentin, qui n'est pas barrée — tiens tiens ! — et débouche place de la Concorde où attendent d'autres manifestants venus par le pont face au Palais-Bourbon. Comme le 6 février 1934.

Les cars de police accourent. Le flot s'engage sur les Champs-Élysées, chaussée et boulevards, pour atteindre le Rond-Point. Au-delà, la voie qui monte vers l'Arc de triomphe est barrée. Mais pas celle qui conduit vers le palais de l'Élysée, à quelques centaines de mètres. Tiens tiens ! Les manifestants, au nombre de cinq mille peut-être maintenant, rejoignent par des lycées, libres on ce mercredi sans cours, le savent-ils ? Ils prennent en cortège régulier l'avenue Matignon, le boulevard Malesherbes, le boulevard Haussmann, pour revenir par la rue Tronchet place de la Madeleine. « Savary, démission ! ».

Tout au long du parcours, des compléments se joignent. Aux fenêtres de l'immeuble, des petites annonces d'un quotidien d'opposition, une femme brandit deux exemplaires du code civil en signe d'adhésion à la protestation étudiante ; les manifestants s'acclament. Aux églises d'une banque, des cadres remplis font le « V » de la victoire ; ils sont ovationnés. Nouveau slogan : « Partis, avec nous ! ».

« Je ne réponds plus de rien »

Au coin de la rue Tronchet, des cars de gendarmes mobiles empêchent le passage. L'effort est vain : les manifestants sans badge, anonymes, commencent à dégonfler les pneus d'un car de police. Un commissaire propose le retour à l'itinéraire accepté par la préfecture de police : boulevard Malesherbes et dispersion place des Ternes. Refus. Un manifestant : « Le GUD veut jeter tout le monde contre les flics ».

Des chaises et des tables d'un café volent au-dessus de manifestants et gendarmes enroulés. Le barrage cède. Le flot se dissout autour de la Madeleine. L'un des organisateurs, vice-président des étudiants de Paris-II, voudrait que l'on en reste là. « Je ne réponds plus de rien », avoue-t-il, visiblement navré.

Une nouvelle fois, les manifestants traversent la place de la Concorde au pas de course. Une nouvelle fois, les forces de police arrivent un peu tard sur cette place interdite au cortège. Ils ne peuvent empêcher les premiers rangs du défilé d'emprunter le pont de la Concorde. Devant l'Assemblée nationale, gendarmes mobiles, C.R.S. et autres policiers continuent le début du cortège. Un « sit-in » s'organise calmement. Des étudiants crient leur opposition à la réforme et demandent le départ de M. Savary. Il est 16 h 45. Un commissaire de police cherche « les responsables des étudiants » pour leur donner l'ordre d'« évacuer rapidement la place ».

Légalement débordés, peu organisés, les quelques étudiants animateurs du mouvement ne répondent

ÉLITES

Belle chambre blanche soignée, meublé de cachemire. Il ne cache pas son âge : soixante-cinq ans et six mois. Directeur de société à la retraite. On le verra partout. Sous des chemises qui valent rue Tronchet ; dans les parcs lacrymogènes devant le Palais-Bourbon. « J'ai depuis longtemps adhéré à l'UNI, dire-je. La loi Savary est une atteinte à la liberté de l'enseignement pour la France... Qui est, la dégradation du statut des enseignants d'Etat, mais elle confond avec Savary. Ce n'est pas possible ». Le soir, il montrera sa main gauche enfusée — à ce coup de matras — « une main fléchie ». « J'ai des douleurs, il faut se battre, de la force ».

pas aux injonctions du policier. Pendant ce temps, un petit groupe de manifestants commence à installer des barrières métalliques sur la chaussée du quai d'Orsay, alors que des policiers s'avancent. Rapidement, des policiers chargent. Des coups de matras pleuvent sur les étudiants, qui reculent vers le pont de la Concorde.

La place devant l'Assemblée nationale, une fois les policiers repartis, est rapidement investie par les manifestants. « Députés, démission ! », crient des étudiants. « Le R.P.R. avec nous ! », lance un autre groupe. Quelques députés, dont MM. Gilbert Gauthier (U.D.F.), Robert-André Vivien (R.P.R.) et Jean-Claude Gaudin (U.D.F.), apparaissent à la rambarde qui borde les jardins de l'Assemblée. M. Gaudin adresse quelques mots d'encouragement aux « étudiants en colère ». « Il faut repousser le projet de loi à l'automne, parce qu'il est mauvais », lance-t-il. Très rapidement, de nouveaux incidents se produisent lorsque des manifestants lancent des pierres et des barrières métalliques sur les gendarmes mobiles qui barrent la rue Armand-Brizard. Ces derniers répondent par des jets de grenades lacrymogènes. Les C.R.S. chargent les étudiants qui se regroupent boulevard Saint-Germain en scandant : « Liberté d'expression ». Pendant ce temps, un camion-pompe de la police arrose d'autres étudiants massés sur le quai Anatole-France.

Lentement, fuyant les gaz lacrymogènes très denses, les étudiants refluent par le boulevard Saint-Germain. Une jeune fille incommode se plaint de la violence policière, pendant que sa compagne dénonce « le gouvernement qui ne veut pas négocier ». Moins nombreux, les manifestants sont à nouveau bloqués par un cordon de forces de police à la hauteur de la rue des Saint-Pères. Discussion entre des policiers et des dirigeants du Comité des étudiants libéraux de France (CELIF), animé par des jeunes giscardiens.

« Nous sommes apolitiques », réaffirme avec force un étudiant en gestion de l'université de Paris-X-Nanterre. Un autre reproche violemment aux médias d'« étiqueter à droite les grévistes ». Lui, il proteste simplement contre la réforme des universités et souhaite « continuer ses études de la même manière qu'il en a commencé ». Badge de l'Union nationale inter-universitaire (UNI, anti-marxiste) collé sur son blouson de cuir, un jeune homme l'approuve. Lui non plus « ne fait pas de politique ».

SERGE BOLLOCH, CHARLES VIAL

Dialogue et ignorance

(Suite de la première page.)

Deux mots abhorrés de la gauche universitaire, ils l'étaient déjà avant le 10 mai 1981, le jour où aujourd'hui en ce printemps 1983. Non pas dans les bastions traditionnels de la droite universitaire, mais bien dans les rangs des étudiants de gauche, au moins ceux de l'UNEF indépendante et démocratique.

Chacun se demande combien il y aura d'étus. Avec M. Saunier-Séché, les choses étaient claires : au-delà des pourvoyeurs (les « universités parisiennes ») où l'élimination par l'échec remplacait son office commandait la sélection, seule capable de reproduire l'élite, nécessairement restreinte, dont le nation a besoin. Autrement dit, un système relativement économique, mais performant socialement et politiquement.

M. Savary ne table pas sur l'échec. Mais les socialistes ont eux aussi besoin d'une élite. D'autant plus que l'exercice du pouvoir ne se conçoit guère sans un vivier d'hommes de premier plan formés aux meilleures écoles. Ces écoles — les grandes écoles — pratiquent la sélection par concours. Il existe déjà d'autres sélections, à l'entrée notamment des instituts universitaires de technologie et de toutes les filières professionnelles telles que les maîtrises de sciences et techniques et les maîtrises d'informatique appliquée à la gestion. Elles ne sont pas remises en cause dans le projet du ministre.

Les pythies intermédiaires

Jusqu'ici, le schéma de M. Savary est le même que celui de M. Saunier-Séché. Et, pour départager l'ancienne candidate et le nouveau candidat au paradis universitaire, il ne reste qu'une question : peu importe que la sélection et la professionnalisation soient bonnes ou mauvaises ; il s'agit de savoir si elles sont nécessaires et si elles profitent (ou au détriment) de qui. Ici, M. Saunier-Séché et M. Alain Savary se séparent. L'un voulait, en définitive, limiter au maximum l'accès à l'enseignement supérieur. L'autre, le socialiste, ouvre totalement les portes de l'université à tous ceux qui, après le baccalauréat, ont encore leur voix. Ceux-ci ont deux ans (le premier cycle) pour se préparer à affronter une éventuelle sélection. Une sélection qui lui n'a qu'un objectif :

« Innover l'école ». — L'objectif de ce colloque qui aura lieu du samedi 30 avril à 15 heures au dimanche 1^{er} mai à 16 heures dans les locaux de l'école d'architecture, 24, boulevard Raspail à Paris (14^e), sera de « faire le point des initiatives internes au système scolaire, analyser les blocages à l'innovation, exprimer les conditions d'un vrai changement dans l'école, et élaborer les outils nécessaires ». Ce colloque est soutenu par l'AFEF (Association française des enseignants de français), l'APAME (As-

sociation des professeurs d'activités manuelles éducatives), l'A.P.M.E.P. (Association des professeurs de mathématiques de l'enseignement public), le CRAP (Centres pédagogiques), la C.S.C.V. (Confédération syndicale du cadre de vie), l'École et Société, la JEC (Jeunesse étudiante chrétienne), le M.R.J.C. (Mouvement rural de la jeunesse chrétienne).

★ Renseignements : 16, rue Laplace - 94110 Arcueil, tél. 735-65-57.

Non pas que la connaissance d'un projet soit une condition suffisante à son approbation, mais il reste que l'ignorance des intentions ministérielles — elles ne sont pas toutes explicites, loin de là — laisse le champ libre à toutes manipulations d'opinion, y compris les plus suspectes.

Le dialogue n'est peut-être pas l'anneau décisif. On l'a vu avec les internes, les chûrs de cliniques et les étudiants en médecine, mais, pour un ministre de l'éducation nationale qui a choisi la concertation, le moment est venu de se dispenser des pythies intermédiaires — étudiantes ou professorales — qui disent l'avenir à sa place.

PIERRE TREY.

Les députés au spectacle

« Les députés avec nous ! » Les parlementaires seraient pu être heureux de cet appel des étudiants en droit venus jusqu'à leurs fenêtres les inviter à se joindre à leur refus du projet Savary. Pour une fois que les manifestants n'oublient pas le siège du pouvoir parlementaire ! Mais, justement, cette proximité de la manifestation avec le Palais-Bourbon surprenait. M. Jean Foyer, qui siège à l'Assemblée nationale depuis l'aube de la Cinquième République, reconnaît : « On n'a jamais vu de cortège contestataire devant les grilles de l'Assemblée depuis la manifestation des policiers de mars 1959 ». Les conseillers du groupe socialiste, qui, comme quelques députés, surveillaient le cours des choses depuis le promontoire du jardin qui surplombe le carrefour du boulevard Saint-Germain et des quais, s'étonnaient de cette « visite » : « Il est tout à fait anormal que la police les ait laissés venir si près ; nous sommes à la merci de la moindre provocation ».

Provocation ou pas, ce sont les forces de l'ordre qui les premiers firent mouvement. Les regards effarés de tous les députés présents. Les socialistes étaient quelque peu gênés, eux qui avaient si longtemps dénoncé les « violences policières », de voir « leur » police s'opposer à des manifestants. Les parlementaires de droite semblaient découvrir que ce n'est pas avec des fleurs que l'on dispense une manifestation. Répoussée vers la buvette par les gaz lacrymogènes qu'un coup de vent malheureux avait poussés vers eux, ils s'indignèrent sur tous les tons : « Inacceptable » disait M. Geng (U.D.F., Orne) ; « scandaleux » renchérit M. Aubert (R.P.R., Alpes-Maritimes), en expliquant

« la police a perdu tout contrôle » à M. Vivien (R.P.R., Val-de-Marne), qui, pour une fois, arriva après la bataille.

M. Madelin (U.D.F., Ille-et-Vilaine), qui se souvenait peut-être de son actif passé étudiant, obtint une suspension de séance de dix minutes, après avoir dénoncé le comportement des forces de l'ordre, « alors qu'on a fait preuve de plus de mansuétude dans certains conflits du travail à l'égard des auteurs de violences ».

Les députés socialistes ne comprenaient pas non plus. M. Bonnamaison (P.S., Seine-Saint-Denis), président de la commission des mœurs pour la sécurité, les yeux encore rougis par les gaz, avoua qu'il aurait aimé que toutes les manifestations dont il a été le témoin fussent « réprimées aussi violemment » ; mais il trouvait pour le moins « maladroite, maladroite, mal organisée » l'intervention de la police : « Charger à vingt-cinq au milieu de centaines de manifestants aurait pu avoir de graves conséquences ». M. Loncle (P.S., Eure) était encore plus acquiescent : même s'il ne voulait pas « dramatiser », il constatait que d'avoir « laissé venir la manifestation, l'avoir matraquée et l'avoir ainsi arrosée de grandes lacrymogènes est, pour le moins, anormal » ; il se demandait « si c'est une erreur ou une provocation » ; en tout cas, ajoutait-il, « les responsables policiers devront s'expliquer ». M. d'Harcourt (app. R.P.R., Haute-de-Seine), avec sa modération habituelle, a probablement résumé l'opinion de tous : « Il se tenait un sit-in, on en a fait des manifestations ». Qui a gagné à ce petit jeu ? THIERRY BRÉHER.

SCIENCE & VIE

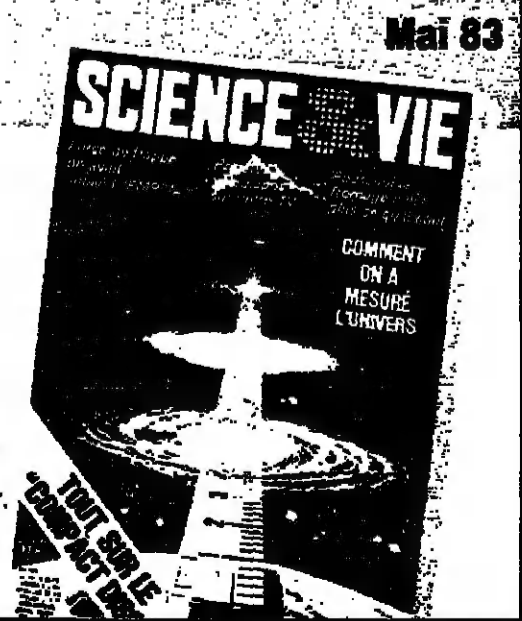
LA REVOLUTION DU COMPACT DISC.

L'arrivée du Compact Disc va révolutionner le monde de la Hi-Fi. Voici l'ère du disque numérique et de la platine à lecture par laser. Comment fonctionne ce nouveau procédé ? Quels sont ses avantages ? Quels sont les matériels disponibles ? Quelles sont leurs caractéristiques ? Science et Vie répond à toutes ces questions dans un grand dossier.

Dans ce même numéro :

- l'incroyable fragilité de notre force de frappe,
- les limites de l'univers,
- le bilan actuel des découvertes sur le cancer,
- vos photos sur écran TV, etc.

11 F. Chez tous les marchands de journaux.



SPORTS

CYCLISME. — Bernard Hinault a connu une défaillance, le 27 avril, dans l'étape contre la montre (38 km) du Tour d'Espagne qui aurait dû lui permettre de reprendre la première place du classement général : sur les pentes de l'astuciosa, le champion français n'a réalisé que le neuvième temps à 2 min 13 sec de l'Espagnol Marino Lejarreta, en tête du classement général. Hinault a rétrogradé au classement général, de la troisième à la sixième place, avec un retard de 2 min 35 sec.

HOCKEY SUR GLACE. — Une journée avant la fin officielle du championnat de France, l'équipe de Saint-Gervais s'est attribuée, le 27 avril, le titre de champion de la ligue, Grenoble (6-2).

JUDO. — La sélection française pour les championnats d'Europe de judo qui auront lieu à Paris du 12 au 15 mai est la suivante : Guy Lebeyec (— 60 kg), Thierry Rey (— 65 kg), Marcel Piar (— 71 kg), Michel Novak (— 78 kg), Fabien Cann (— 86 kg), Roger Vachon (— 95 kg), et Angelo Parisi (+ 95 kg).

R.E.P.A. RENTRÉE 1983-1984 : PUBLIQUE - PRIVÉ ?

SARJ Les Unités de Pédagogie Active SARJ — Signalement privé par des pédagogues qui estiment que le débat est ailleurs et que l'école n'est pas « l'île de l'île », assurément des cours de 2^e, 1^{er}, TERMINALES par classes de 12 à 20 élèves durant 32 semaines (1^{er} OCT. - 30 JUIN), 30 heures à 36 heures par semaine (toutes langues et Ar-Mat-Lat-Gr.) de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures ou 18 heures et des cours particuliers M-PHYS-LET-MATHS SUP-MED-BIO, 17 heures à 18 heures tous les jours.

INSCRIPTIONS OUVERTES. Écrire UPA SARJ 68, av. Léna, 75116 PARIS. Tél. 720-36-80/720-44-38.

SPY 120 1520



Aux hommes d'affaires français.

Salam aleikoum!



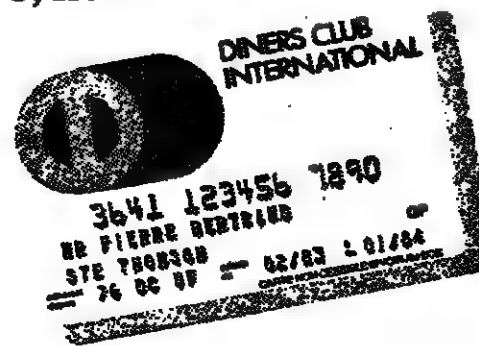
L'hospitalité arabe n'est pas une légende. L'efficacité du Diners Club non plus. La carte Diners "Société" vous ouvre toutes grandes les portes de l'Orient et notamment celles du Golfe Persique. Votre carte Diners "Société" sera acceptée par des milliers d'établissements (hôtels, restaurants, compagnies aériennes, loueurs de voitures, etc.). Je vous le garantis personnellement: le Diners Club ici c'est la Banque Nationale du Koweït. Je suis Président de l'un et de l'autre. Vous êtes

donc doublement les bienvenus. Que la paix soit avec vous! Salam Aleikoum

السلام عليكم

La carte Diners "Société" peut être obtenue dans les plus brefs délais:

- Télégez aux n°s 630 225-630 665-630 666-660 952.
- Ecrivez à Diners Club International, 18, rue François 1^{er} - 75380 Paris Cedex 08.
- Téléphonez au (1) 723 78 05, nous répondrons à toutes vos demandes 24 heures sur 24.



Carte Diners "Société".
Une carte française, un réseau mondial de plus de 550 000 établissements.

ntation de
a voyagé
eau et les
e par les
rail. Faut-
gagne de
ce, vers
de-Franç
s récom
de fran
de l'entre
hi et co

avait dou
liards de
le 2,6 m
un an.
développé
st pas san
l'augmen
tation d
entreprise
mbauché
mbre 1982
s emplois
durée du
trente-
or, puis à
décomen
tion. Les
nus, une
mentaire
us basses

mentation
4,4 %)
(2,5 %).
activité a
iron l'an
tion

1 produc
récurren
tant clai
La pro
ure deux
physique
vices)
humains.
une rela
c'est la
ut aussi
de
qui a un
l'usage:

tr exam-
T.P. les
Chaque
les
ons de
pour
séma de

qu'il
urd'hui
asement
semble
au gou-
à une
de tra-
clitique
du pou-
ste tou-
soins.
usi iné-
rement
certes,
mais au
ue les
finan-
at est
une les
ques.
ITT.

T

ores
ues de
llaume,
forma-
tences
France
lieu les
aise);
indus-
aux de
si (la
aîtres
mon-
ies de
mer-
cur-
sociale
jeudi
puis
exté-
direc-
comi-

ises
bonne
cures,
Le
ssai

re
tu
de
re
re

MÉDECINE

Le mouvement de grève des étudiants

- **Manifestation nationale à Paris.**
- **Le P.S. dénonce les « éléments de droite qui veulent perpétuer une médecine de castes ».**

Les étudiants en médecine grévistes ont organisé le 28 avril dans l'après-midi, une manifestation nationale suivie d'un meeting à Paris sur l'esplanade des Invalides. Au comité national inter-C.H.U. national (C.I.C.N.), on explique que « pour des raisons financières », les étudiants de certaines facultés de province ne seront pas présents dans la capitale.

Des manifestations devaient donc parallèlement être organisées dans quelques villes. Certaines ont eu lieu le 27 avril à Nancy, Mar-

seille et Bordeaux. Selon le parti socialiste, « les déclarations nécessaires apportées par le gouvernement vont dans le sens d'une application de la réforme qui tient compte des aspirations d'une grande majorité d'étudiants ». « Naturellement, ajoute-t-il, ce type de réforme ne conviendrait jamais aux éléments de droite qui veulent perpétuer une médecine de castes ». D'autre part, le 27 avril, une manifestation groupant sur les Champs-Élysées plusieurs centaines d'étudiants en pharmacie a été

déplacée, dans la soirée, par les forces de l'ordre. Ces étudiants protestent eux aussi contre le projet de réforme de leurs études. Un mot d'ordre de grève nationale a été lancé le 27 avril par l'Union nationale des étudiants en chirurgie dentaire (U.N.E.C.D.). Ces étudiants réclament des précisions sur leur mode de participation aux travaux de réforme et demandent « le report du vote sur la loi d'orientation de l'enseignement supérieur ».

La gestion du mécontentement

Pins de deux mois de conflit. Avec le temps vient l'histoire ; la grève des étudiants en médecine a déjà la sienne. Une telle expression collective constitue un phénomène jamais vu dans les facultés de médecine françaises. Comment s'est-il organisé ? Quelle forme a pris la gestion du mécontentement ?

Après quelques foyers de grève localisés, l'année dernière, à Strasbourg, Lille, Caen... c'est Paris qui devait donner le ton et battre la mesure. La loi portant réforme des études médicales est votée à la fin du mois de décembre 1982 dans l'indifférence quasi générale. Sans bruit, les étudiants préparent et passent leurs examens de février. Le feu couve-t-il ? Saint-Antoine se réveille brutalement, suivi en quelques jours par tous les centres hospitaliers universitaires parisiens. Début mars, le mouvement a pris une ampleur nationale.

Crainte toujours vivace d'une possible récupération ? On hésite encore à reconnaître publiquement que les étudiants que Saint-Antoine constitue l'un des « bastions » de l'UNEF-Indépendante et démocratique qui animait des militants socialistes et trotskistes. Crainte bien vaine en définitive puisque, aujourd'hui, on est en présence d'un syndicat à l'initiative de l'UNEF (UNEF-Solidarité étudiante, pro-

che du parti communiste) et d'un autre, préparé le terrain de la réforme. Etomant qu'on ne peut comprendre que par la grève ressentie obéissant devant un mouvement qui, dès le départ, a débordé de son cadre. Car on est peu syndiqué dans les facultés de médecine, où la majorité des amphithéâtres est composée d'un « marais » traditionnellement individualiste et hermétique à toute forme de militance. « Préparation » ou non du terrain, ce marais a pris conscience de l'urgence de la situation. Il a en cela été grandement aidé - en province - par les envoyés spéciaux du comité inter-C.H.U. de Paris, dont la mission était, au début de mars, d'expliquer la loi et d'inciter à la grève. Quelques mouvements divergents à Bichat et à Lariboisière furent vite maîtrisés. Pour leur part, Kremlin-Bicêtre et Bobigny déclaraient d'arrêter la grève.

Récupérations

Les structures se mettaient en place. Ainsi, chaque C.H.U. dispose d'un comité de grève composé de quatre à cinq personnes par année d'études, élu et réélu par les assemblées générales. Les différents comités de grève sont réunis en un comité inter-C.H.U. national

(C.I.C.N.) composé de quatre-vingt-huit personnes (deux par C.H.U.) auxquelles se joignent des observateurs. Cet organisme se double de comités d'action (trois étudiants par C.H.U.), chargés d'organiser les actions spectaculaires, et de comités de grève, chargés d'exprimer « l'opinion officielle » des étudiants. Enfin, le financement de l'action est aussi décentralisé, les caisses des étudiants étant alimentées par la vente des badges qu'ils fabriquent et des cotisations internes et des quêtes auprès des médecins généralistes ou des automobilistes après « neutralisation » des péages d'autoroutes.

Le caractère démocratique d'une telle organisation et les gages de représentativité qu'elle donne ne furent pas suffisants pour empêcher la naissance de certaines rumeurs : le mouvement était « manipulé » par l'UNEF-Indépendante et démocratique d'un côté, par le R.P.R. de l'autre. Qu'en est-il ? Que des tentatives aient été faites et certaines couronnées de succès n'est pas contestable. Le cloisonnement entre les comités d'action et les comités de grève a, à cet égard, donné au mouvement un caractère particulier (dérapage de rues, barricades par exemple) grève prise par certains étudiants grévistes eux-mêmes.

En C.I.C.N., on continue de vouloir se démarquer à tout prix des tendances politiques, « que ce soit du parti socialiste ou du R.P.R. ». On a refusé de manifester entre les deux tours des élections municipales, et force est de constater qu'aucun parti n'a été mêlé ni avec les instances et les chefs de clinique ni avec les étudiants de droit.

L'UNEF-Solidarité étudiante a, appelé depuis longtemps à la reprise des cours. L'UNEF-Indépendante et démocratique qualifie « d'aveugle positivité » les résultats de la négociation avec les pouvoirs publics. Au C.I.C.N., certains craignent d'être débordés par leur base. De fait, les suites du mouvement dépendent, dans le contexte actuel, des « assemblées générales souveraines ».

JEAN-YVES MAU.

(1) Le parti socialiste a dénoncé le 3 mars « l'action des pécheurs en eau trouble qui, à la veille des élections municipales, cherchent à provoquer des incidents et à promouvoir une conception de la médecine contrainte au droit à la santé pour tous ». Pour sa part, M. Bernard Pons a estimé le 31 mars que « les étudiants en médecine ont tout à fait raison de manifester et les invitait à manifester de plus en plus, car il y va de l'avenir de la médecine française ».

Le professeur Jean-Charles Sournia a été élu membre titulaire de l'Académie nationale de médecine le mardi 19 avril.

(Né le 24 novembre 1917 à Bourges (Cher), docteur en médecine par thèse des hôpitaux de Lyon, le professeur Sournia fut chirurgien de la médecine contrôlé en droit à la santé pour tous. Pour sa part, M. Bernard Pons a estimé le 31 mars que « les étudiants en médecine ont tout à fait raison de manifester et les invitait à manifester de plus en plus, car il y va de l'avenir de la médecine française ».

Nommé médecin-conseil national de la Sécurité sociale en 1960, le professeur Sournia a été élu général de la santé de 1978 à 1980. Il est depuis 1980 conseiller d'État en service extraordinaire. Il a consacré à ses réflexions sur le système médical, le livre de la médecine et son histoire de nombreux ouvrages et notamment, en 1977, « Les malades qu'on fabrique et, en 1982, « Éthique et médecine ».

JEAN-PHILIPPE WOLF, président du syndicat autonome des internes de Paris, membre du comité national de grève des internes.

Les assises des internes et chefs de clinique

Les assises nationales des internes et chefs de clinique des C.H.U., en grève depuis le 22 mars, auront lieu le vendredi 29 avril à partir de 14 heures sous un chapiteau de cinq mille places, dressé sur l'esplanade du château de Vincennes. Invités, M. Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, et M. Alain Savary, ministre de l'éducation nationale, ne participeront pas à ces assises. Un cabinet de M. Edmond Hervé, en indiquant que le secrétaire d'État à la santé « n'y participerait vraisemblablement pas ». D'autre part, M. Pierre Mauroy devrait recevoir le jeudi 28 avril, à 17 heures, le « conseil des médecins », chargé de proposer des solutions au conflit des étudiants et des médecins hospitaliers.

Une grève de droite ?

« Je suis un interne de gauche qui fait une grève confortant la droite, contre un gouvernement de gauche qui, lui, fait une politique de droite ». L'image est celle, mais elle traduit bien le désarroi qui a pu gagner certains internes de gauche dans le mouvement actuel de revendication.

Un ancien parti de rochers sur le thème « enfin on a prouvé que nous pouvions dépasser le clivage droite-gauche et faire front ensemble sur les problèmes de santé ». Voir ! Les sous-marins du parti communiste croisent même dans les assemblées générales, périscope debout, et ne dédaignent pas, le cas échéant, de lancer quelques torpilles contre des ministères socialistes. Ce à quoi il faut tout de même ajouter que la droite, elle, fait la grève par principe ; quitte à faire une politique de droite, autant la faire soi-même. Il n'y a pas de façon d'être mieux servi, dit le proverbe.

Ainsi, la grève est-elle de droite ? Une grève n'est jamais complètement neutre : aussi, quand le gouvernement est à gauche, toute agitation conforte a priori la droite. Il est toutefois cocasse d'entendre les jeunes giscardiens, par exemple, appeler les étudiants à faire la grève contre une réforme du troisième cycle des études médicales élaborée en grande partie, faut-il le rappeler, par le ministre de M^{me} Simone Veil ?

Néanmoins, la volonté gouvernementale telle qu'elle est obstinément exprimée par le ministère de l'éducation nationale notamment se résume à deux choses :

- Renforcement de la hiérarchie hospitalo-universitaire ;
- Diminution des dépenses de l'État et, à l'occasion, mot : introduction de la concurrence à l'hôpital.

Une telle politique ne peut se faire, à terme, qu'au détriment de la qualité des soins.

Les internes des hôpitaux qui ont fourni leur bonne part d'effort

● **Maternité gémellaire.** - Un bébé est né à Nîmes le 27 avril. La mère avait subi d'une insémination artificielle avec le sperme du mari sa sœur jumelle, stérile. Elle s'était engagée à ne pas garder l'enfant qui a été reconnu par le père le 14 octobre 1982 (le Monde du 11 novembre 1982).

JUSTICE

Faits et jugements

La France signe une convention sur le rapatriement des détenus

M. André Chadenet, ministre chargé des affaires européennes, a signé pour la France mercredi 27 avril à Strasbourg, une convention du Conseil de l'Europe sur le rapatriement des personnes condamnées. Aux termes de cette convention, un ressortissant français détenu dans un pays étranger pourra purger sa peine en France. Ce texte, qui prévoit l'accord des intéressés pour cette opération de transfert, a été mis au point pour des raisons humanitaires. Dix pays membres du Conseil de l'Europe l'avaient signé le 21 mars, en plus du Canada et des États-Unis (le Monde du 25 mars).

La France, sous réserve d'une ratification par le Parlement, est désormais partie à cet accord multilatéral. M. Chadenet a précisé en signant la convention que la France s'engageait à prendre, en cas de rapatriement, pour décider de mesures éventuelles de suspension et de réduction de peines. Cette précision a été inscrite dans la convention sous forme de « réserves » de la France.

M. Serge July perd son procès contre M. Chirac

M. Serge July, directeur du journal Libération, a été débouté, le 27 avril, par la première chambre civile du tribunal de Paris, des actions en diffamation qu'il avait engagées d'une part contre M. Jacques Chirac, maire de Paris, et M. Jean Tiberi, premier adjoint, d'autre part contre M. Philippe Tesson, directeur du Quotidien de Paris, et M. Yves Hervaux, l'auteur d'un article paru le 8 février dans ce journal.

M. July reprochait à MM. Chirac et Tiberi d'avoir prétendu, le 7 février, lors d'une conférence de presse à l'Hôtel de Ville, qu'il s'était « traité à leurs pieds » pour se faire attribuer un appartement dans l'un des immeubles de la Ville... alors qu'il se logeait à l'hôtel. Le 29 décembre 1976, d'un appartement qui lui appartenait, la propriété d'un particulier et qui fut cédée ensuite à la Ville. Mais les juges ont estimé qu'il n'avait pas rapporté la preuve que MM. Chirac et Tiberi avaient bien tenu les propos contestés. Quant à l'article de M. Hervaux, relatant que M. Chirac, au cours de cette conférence de presse, avait mentionné M. July parmi les « privilégiés » logés par la Ville de Paris, le tribunal a déclaré qu'il ne relevait aucune allégation diffamatoire.

AUX SOURCES DU FÉMINISME

M^{me} Roudy en Amérique

Correspondance

Washington. - « Les Américains ont pris de l'avance sur les Françaises au regard de l'histoire des droits de la femme... Elles n'en restent pas moins en marge des institutions. » Telle est l'impression majeure que tire M^{me} Yvette Roudy, ministre déléguée chargée des droits de la femme, du séjour qu'elle vient de faire aux États-Unis, invitée par l'université de New-York, elle a pris la parole dans divers établissements universitaires et a rencontré de nombreuses personnalités.

« Oui, admet M^{me} Roudy, les Américaines exercent une plus grande influence dans la vie politique et professionnelle que les Françaises. D'abord parce qu'elles sont plus nombreuses à travailler (62 % en 1981, contre 45 % en France), et puis, pour des raisons historiques : elles ont exprimé leurs revendications avant les Françaises. Animées par l'esprit d'audace et de conquête qui caractérise le peuple américain depuis l'époque des pionniers, elles ont, dans le passé, fait face aux mêmes dangers, assumé les mêmes responsabilités que les hommes. Elles faisaient le coup de feu, défendaient leur foyer... Ce n'est pas en hasard si les femmes de Wyoming ont été les premières dans le monde à avoir le droit de vote... »

Néanmoins, M^{me} Roudy ajoute : « Les femmes auxquelles j'ai parlé admirant le fait qu'il existe en France un ministère des droits de la femme dont la direction a été confiée à une femme... »

Au cours de son séjour, le ministre français a rencontré plu-

sieurs « féministes historiques » américaines, notamment Kate Millet et Betty Friedan, dont elle avait traduit le livre le Mystique féministe. M^{me} Roudy a constaté que, « en dehors des milieux universitaires et des traditions antérieures de la France, il existe un large secteur de l'opinion américaine qui suit avec un intérêt sympathique l'expérience sociale en France ». Elle s'est entretenue également avec M^{me} Sandra O'Connor, la première femme nommée juge à la Cour suprême : « Sa force tranquille m'a impressionnée... »

Néanmoins les interlocutrices de M^{me} Roudy se sont plaintes de M. Reagan qui, à leur avis, a fait reculer la cause féministe. La nomination de M^{me} O'Connor, la désignation de deux femmes ministres (M^{me} Dolé aux transports et M^{me} Heckler à la santé), sont des gestes par lesquels le président espère se concilier les femmes, beaucoup plus sévères à son égard que les hommes ; selon un sondage Gallup, 47 % d'hommes approuvent le président et seulement 36 % des femmes. Cet écart de popularité augmente la poids politique des femmes. Conscient d'être en perte de vitesse auprès de l'électorat féminin, le président devrait être amené à lui faire des concessions. Ainsi le sénateur républicain Packwood, qui a rencontré M^{me} Roudy, se déclare convaincu que l'amendement constitutionnel sur l'égalité des droits de la femme (ERA), rejeté l'an dernier, a maintenant les plus grandes chances d'être adopté.

HENRI PIERRE.

LA FAIM ET LES CHAINES

Enchâné, mercredi 27 avril, place du Palais-Bourbon, à Paris, l'agronome René Dumont, le père du mouvement pour l'écologie, Food and Disarmament International, a attiré l'attention des Français sur le sort des habitants des pays les moins avancés.

Depuis le début de l'année, l'organisation, créée par le parti radical italien, mène en France une campagne baptisée Survie 83 (1), pour sauver de la faim et de la malnutrition des millions d'êtres humains. « Chaque année, cinq millions de personnes meurent de faim. Pendant ce temps, on dépense des milliards en armement », ont expliqué Jean Cardonnel et René Dumont, auxquels s'était joint le philosophe Félix Guattari. Les animateurs de cette campagne demandent aux gouvernements et aux organisations internationales de revoir les systèmes actuels d'aide, trop déformés et ne bénéficiant souvent qu'à une minorité proche du pouvoir...

A la France, ils demandent que le président de la République respecte ses promesses passées : il faut que se convertissent en quelque chose de positif ces modes et démarches d'assistance qui donnent surtout bonne conscience à bon marché... »

Après avoir laissé aux journalistes le temps de prendre des notes et quelques photos, les policiers ont brisé la chaîne des manifestants et les ont conduits manu militari au poste de police. Ils ont été relâchés après vérification d'identité. - Ch. Ch.

(1) Survie 83, 42, rue des Tournelles, 75004 Paris.

Prison pour le médecin fournisseur de drogues

Un médecin de Marseillargues (Hérault) a été condamné, le 27 avril, par le tribunal de Montpellier, à six ans de prison, dont deux avec sursis, et, en outre, d'interdiction d'exercice de la médecine pour infraction à la législation des stupéfiants. Le docteur Alain Laurent, quarante ans, avait prescrit du « palium » par ordonnance, pour « désintoxiquer » ses malades toxicomanes (le Monde du 23-24 mai 1982). Il était en outre accusé d'avoir procuré à un adolescent de seize ans, Yannick Hubert, de l'alcool, des amphétamines, et de lui avoir prêté un local pour les utiliser.

Le 16 mai 1982, le cadavre de Yannick Hubert avait été découvert dans un fossé à la sortie de Marseillargues. L'autopsie avait permis de constater que la jeune fille avait succombé à un surdosage de médicaments et d'alcool.

Les fausses factures de Nice : le dossier sera instruit à Paris

L'affaire des fausses factures de Nice sera instruite par la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris et non plus par M. Gérard Marnet, premier juge d'instruction à Nice. Cette décision a été prise le 27 avril par la chambre criminelle de la Cour de cassation présidée par M. André Braunschweig. La Cour avait fait saisir par le procureur la République de Nice, en raison de la mise en cause, dans le dossier, de M. René Pietruschi, conseiller général des Alpes-Maritimes et adjoint au maire de Nice.

La Cour suprême a statué en application de l'article 681 du code de procédure pénale, énonçant que, lorsqu'un fin municipal est susceptible d'être inculpé d'un crime ou d'un délit commis dans l'exercice de ses fonctions, la chambre criminelle doit désigner la chambre d'accusation chargée de l'instruction.

L'information judiciaire dans laquelle est impliqué M. Pietruschi, adjoint au maire, délégué par la police et l'action sociale, membre du conseil d'administration du Centre hospitalier régional de Nice et de la commission d'appel d'offres du marché de la blanchisserie dans ce C.H.R., a été ouverte le 20 janvier 1983.

● **Suspension d'une avocate parisienne.** - M^{me} Elisabeth Auerbacher, qui a notamment la défense de certains inculpés de l'affaire du Coral, a été suspendue pour quinze jours, le 25 avril, par le conseil de l'Ordre du barreau de Paris. M^{me} Auerbacher, avait adressé une lettre à M^{me} Canivet-Beuzit, juge d'instruction à Paris, pour lui reprocher d'être à l'égard d'un de ses clients de « tortures psychologiques » et lui assurer qu'elle pourrait donner des conseils à Pi-

July 200 1520

Le Monde

LIVRES

La férocité des hommes de lettres

Vacheries, insultes, roseries...

EST-CE un bon ou un mauvais service que Jean-Marie Monod vient de rendre à la littérature en publiant ce volumineux florilège de toutes les vacheries, insultes, roseries, que les écrivains n'ont cessé de se balancer à travers les générations (et quelquefois plus bas) et à travers le temps ?

L'impression générale ressentie est assez déprimante que tant de gloire s'accompagne de tant de haine, tant de talent de mesquinerie, tant de grandeur de petitesse. Que la jalousie, la rancune, l'envie, la brigue, le cabale et l'intrigue l'emportent sur le mérite reconnu, le talent accepté. Que le sel de l'esprit ne change en esprit-de-sel.

Mais c'est peut-être, comme le souligne Jean-Marie Monod dans son introduction, que la férocité est nécessaire à l'art littéraire, en ce qu'elle ébranle la routine et ravive les forces créatrices, qu'elle, c'est-à-dire, toujours partir d'une page blanche, c'est-à-dire dans l'oubli provisoire des autres livres, et que la meilleure façon de les oublier, c'est encore de les nier ou de les trahir.

Auquel on se sent sur une époque, louangeuse et décriée, vénérante et mouchetée, qu'il faut

De Malherbe à Céline

Il n'y allait pas de main morte, les ancêtres, et le bon goût n'était pas ce qui les retenait. Malherbe, notre grand épureur des lettres, n'hésitait pas à dire à un homme qui lui montrait un mauvais poème intitulé *Poème au roi* qu'il n'y avait qu'à ajouter : « pour se torcher le... »

A l'un de ses émules, Racan, qui lui disait l'avoir imité, il répondit : « Eh bien ! l'original, quand je fais un poème, en voulez-vous faire un autre ? »

Le scatologie, la déjection, l'excrément, sont d'ailleurs des éléments constants de la vindicte littéraire qui courent à travers les siècles, de Malherbe à Louis-Ferdinand Céline.

Voltaire, dont on connaît les dé-

pique Fréron, devinez ce qu'il arriva, ce fut le serpent qui creva), consensu il se bête noire un poème « pas piqué des hannetons ».

De Loyola chassé pour ses

Vermisseau né... de

Digne en tous... de

Lèche Zola, autrefois laid giron

animal... nommait Jean

Fréron.

On retrouve ce penchant pour les œuvres chez Rivarol, autre méchant langue du dix-huitième, qui écrit des poésies d'un certain François de Neufchâteau « qu'elles sont de la prose où les vers se sont mis » ou que « l'abbé Mignot n'est pas un historien. Il fait des commandes dans l'histoire ».

Zola, bien sûr, monopolisera plus tard les comparaisons de ce type. Léon Bloy, le qualifie de « grand fétide ». Leconte de Lisle de « porc épic ». Barbey d'Aurevilly en rajoute : « S'il est élu à l'Académie, il faudra remplacer son fauteuil par une chaise percée ».

Mais c'est à Léon Bloy, le grand écorché, qu'il faudra attribuer la palme de l'insulte coprophagique,

Léon Bloy que Laurent Tailhade qualifiait de son côté de « saint-Jean bouche-d'égout », ajoutant : « qu'il mange l'ordure, il ne m'importe guère, le mal ennuie, c'est qu'il la rend ». Léon Bloy avait écrit à Tailhade qu'il était « une besace lumineuse, s'efforçant, vingt années, d'effacer de son cerveau le plus sévère et inextinguible de l'inspiration ». Comme quoi la férocité de L.-F. Céline sur J.-P. Sartre, le définissant comme un « être sorti de son entre-fesses », n'avait rien de...

De Voltaire à Rousseau

Mais quittons maintenant lieux où l'esprit se meut décidément avec un peu trop de complaisance ou d'aisance et gagnons des hauteurs un peu plus élevées.

C'est Fontenelle, répondant à La Fontaine, réputé pour son infortune conjugale, il propose d'une bastonnade par le premier aurait que, avec du bois de grume ou du bois de marmiteau.

Il lui a plus d'une

Je n'ai jamais

Notre ressemblance est entière

Car vous ne savez pas celui que

C'est Boileau, esprit caustique,

railler impitoyant, qui écrit de Co-

A quel

C'est, pour faire ôter les noms de

Il lui a plus d'une

Il efface son nom de ses pro-

C'est Voltaire, encore lui, répon-

dant à Marmontel qui vient de lui en-

voyer son *Discours sur l'Inégalité* :

« On n'a jamais employé tant d'es-

prit à vouloir nous rendre fous ; il

prend envie de marcher à quatre

parties quand on lit votre ouvrage.

Venez donc à la messe du jour

de nos vaches et brouter nos

herbes. A quoi Rousseau répond :

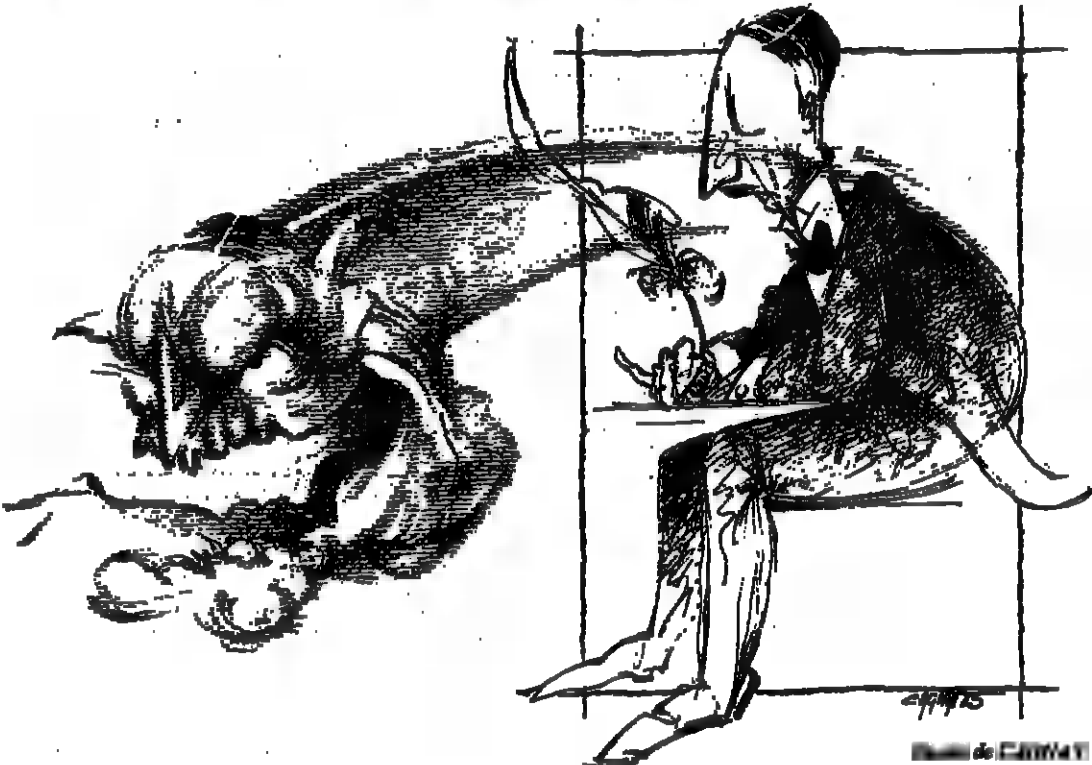
« Je vous remercie d'avantage si je

vous méprisais... »

(Lire la suite page 19.)

PAUL MORELLE.

(1) Auteur, sodomite et prêtre.



La rage de Léon Bloy

Le « désenchanté de la vie »

LÉON BLOY est à nos yeux le plus grand prophète des temps modernes, celui qui a dit avec le plus de clarté la catastrophe actuelle. En 1946, pour le centenaire de Bloy, Albert Béguin préfacait ainsi un recueil d'écrits (1) dus à Jacques et Raïssa Martin, Pierre Emmanuel, Joseph Bédier ou Georges Rouault. Si la catastrophe rampante où nous sommes aujourd'hui engagés semble moins intolérable, il suffit de lire quelques pages de « désenchanté de la vie » pour céder à son impatience et à sa rage. Notre époque lui déplairait fort et, comme il le fit en lançant le *Pal* (2), il seconderait les esprits : « On est fixé dans l'insurmontable de l'ignominie absolue, à la dernière humanité, mais impossible, un être devenu semblable à un immense maelström pour coups de botte. »

Ses deux romans, le *Désespéré* et la *Femme pauvre*, que l'on réédite faute de trouver un écrivain capable de prendre l'ignominie moderne à la gorge, sont terriblement le genre, jusqu'à tiennent à la fois de l'autobiographie, du pamphlet et de la glose. Ils répondent à ce que, contre les histoires vraisemblables du naturalisme, avec Strindberg et Villiers de L'Isle-Adam, Bernanos ne cessait d'espérer : « une famille d'hallucinations littéraires ». Inspirés, le premier par un putain, mystique et folle, Anne-Marie Roulet, le second par une méchante morphinomane, Berthe Daumont — deux femmes qui partagent un même exaltation et un même livret quelques « secrets » — ces livres ont une allure fiévreuse qui touchera encore, jusqu'au cœur, ceux qui, en proie à la solitude, attendent des prodiges des promesses.

Ces Marchenot, la projection de lui-même dont, en les transposant comme autant d'épiphanyes, Bloy raconte les souffrances et les défis, devient d'une fiction à l'autre une figure que l'on se sent guère de

voir aussi peu citée dans les manuels. Les professeurs, qui ignorent aussi celui qui convence Bloy, Barbey d'Aurevilly, n'ont pas pu supporter un homme de cet acabit ; Marchenot, tel un Don Quichotte enroulé, est resté aux oubliettes de l'école laïque.

Comment faire aimer, sous les sarcasmes des imbéciles, un écrivain qui ne craint pas de se peindre avec une franchise aussi dégoûtée des convenances ? « Il avait le don des larmes, signe d'une prédestination, disent les mystiques. Ces larmes furent l'allégresse cachée, l'occulte trésor d'une existence les plus dénuées et les plus tragiques de ce siècle. » Marchenot, « désenchanté de la vie », et « contempteur universel », est en plus l'objet d'un amour fou, deux fois vécu puis embelli, qui écrase les débordements psychologiques, placé entre l'abjection et la grandeur. Il suffit de lire dans le *Désespéré* la scène où Vénus Chéninot (Anne-Marie) se fait arracher toutes les dents pour la dégouter d'elle, ou la rencontre entre Marchenot et Clotilde Marchal (Berthe), dans la *Femme pauvre*, au cours de laquelle il caresse le dos d'un tigre du Jardin des plantes... La frénésie de Bloy, si hyperbolique, parce qu'elle ne baigne jamais d'un cran, tend vers l'absolu et dénonce la félicité mondaine des marchands artistiques.

Contre ceux qui produisent celles-ci, le *Désespéré* et la *Femme pauvre* étant des romans à clé, Bloy se déchaîne, comme au temps du *Pal*. Il crible de flèches ardentes les gloires littéraires les plus encombrantes des contemporains. Paul Bourget, Cécile Mendès, Alphonse Daudet, Joséphine Péladan, Paul Arène, Bourget (Alexis Dulaurier) est malmené de façon grandiose.

(Lire la suite page 19.)

RAPHAEL SORIN.

(1) Les Cahiers de Riden, 1946.
(2) Réédité aux Editions Thot, 1979.

Une tornade noire

LE lieu commun, dit Littré, est une idée usée, rebattue. On ne voit pas, à l'avantage de Léon Bloy, la différence de ce type. Mais Flaubert se vend incompensablement mieux que Bloy, et c'est sans doute pour cela que le *Dictionnaire* (des idées reçues) du premier nous a beaucoup plus familiarisé que l'*Exégèse* (des lieux communs) du second. Hubert Juin nous rend une édition de poche bienvenue.

Et pourtant les différences ne manquent pas, à l'avantage de Léon Bloy. Différence d'ampleur, de ton (celui de Flaubert sec et grinçant, celui de Bloy ample et prophétique), et surtout de perspective. Bourgeois intelligent, Flaubert n'est jamais qu'à la limite du bourgeois, qui l'amuse plus qu'elle ne le révolte. Les lieux communs sont que des péchés contre l'esprit, dont il se venge avec esprit. On ne sent jamais, dans le *Dictionnaire*, le souffle de haine dansé à la tornade de l'autre l'*Exégèse* de Bloy.

C'est que, pour celui-ci, ce n'est pas seulement l'intelligence en quelque chose laïque qui tente le lieu commun. Ce ne serait d'ailleurs pas bien car on est toujours l'imbécile de quelqu'un. Le lieu commun, cette vérité de bon sens qui permet à tout moment de remettre chaque homme et chaque sentiment à sa place, est le lieu commun de la parole de Dieu présente dans son endroit ; ou plutôt, présentée comme la parole même du vrai Dieu, celui que se fabrique l'esprit bourgeois pour son confort et son reconfort.

D'où la sainte rage qui pousse Léon Bloy : celui qui prend pour la forme d'une énorme drôlerie, à sa place ici, puisqu'il s'agit de fustiger les drôles. Le lieu commun est un péché contre l'esprit, dont seule la parole de Dieu punira les auteurs et vengera les victimes.

C'est pourquoi aussi, alors que le *Dictionnaire* n'a guère qu'une ré-

sonnance dans l'œuvre de Flaubert, l'*Exégèse* occupe une place centrale dans celui de Bloy, plus que sa *Femme pauvre* par exemple ou la *Propos d'un entrepreneur de démolition* (1884), que l'on aimerait voir rééditer.

Livre considérable : Léon Bloy en donne en 1942 une première série, grandiose, furieuse, d'une méchanceté à couper le souffle. Cent quatre-vingt-trois lieux communs retournés à l'envers comme des lapins. Il s'arrête là, non que la matière lui manquerait, mais parce que, dit-il, « les lieux communs sont une puer à ne pas ». Il s'y remet néanmoins dix ans plus tard avec une « jubilation fabuleuse » : une série pour une série de vingt-sept (1913). Et s'arrête à nouveau, parce que (citons-le encore) « la manipulation de ces lieux communs exige une main de bronze et un cœur d'acier qui m'ont malheureusement refusé ».

Mais en sommes donc à deux séries d'*Exégèses*, non de lieux communs mais d'aphorismes ou de ces maximes qui sont, paraît-il, la sagesse des nations. Et l'appétit de Bloy pour son entreprise de salubrité publique n'est pas assouvi : en 1927, de retour à la série, il propose en effet à celui qui avait assez travaillé pour entreprendre une continuation de son *Exégèse* — une trentaine de nouveaux lieux communs dignes de ceux de Flaubert — la rage de l'homme homme.

C'est pas là à dire qu'on pourrait feuilleter avec un sourire dans un coin de bibliothèque ; mais un livre avec lequel on s'habitue à vivre, comme avec les plus grands, pour y puiser sans cesse de nouvelles raisons d'être féroce « par amour de l'humanité ».

JACQUES CELLARD.

EXÉGÈSE DES LIEUX COMMUNS, de Léon Bloy. Introduction d'Hubert Juin. 10/18, 416 pages.

le feuilleton

« LA DÉRISION », d'Henri Troyat

Fenêtres sur cour

Il faut être idiot pour écrire des romans ; ou accepter d'en avoir l'air. Sinon, on ne fait pas ressemblant (tant la vie est) ou on pense trop, ce qui casse le charme et prive le lecteur du plaisir de... plus malin que l'auteur. Prenez Sollers. Femmes : trop fûté pour s'abaisser à inventer des histoires et des psychologies, vieilles naïvetés, il n'offre d'autre spectacle que celui, banal au demeurant, de son intelligence qui rut.

Henri Troyat a écrit un roman plus dénué qu'un autre, il ce qu'il paraît, il s'impose à ne pas être lu qu'il existe en général de... en particulier, aux... l'illusion, inséparable du bonheur... lecture, de... librement, à la... qu'ils veulent, qu'ils semblent avoir échappé au narrateur.

Ce n'est pas parce que ce dernier refuse d'en mettre plein la vue qu'il faut ignorer... C'est tout un art, autant que la faire d'érudition, dissimuler dans un récit

par Bertrand Poirot-Delpech

les clefs d'une énigme psychologique. Et ce n'est pas un mince mérite de savoir situer ces énigmes loin de soi, l'opposé de soi. Ainsi du dernier héros de Troyat, aussi raté, amer, désespéré que l'auteur comblé de serein... sait-on... crânes, surtout de ceux qui ne se livrent que par l'imagination ? Ne conjurent-ils pas la rétrospective de ce qu'ils auraient pu devenir ? Quelle hantise n'est-ce pas sur la hantise du contraire ?

COMME l'auteur, Jacques Lévraut est écrivain, septuagénaire, et il habite rue Bonaparte, à deux pas de la Seine. Le ressemblance avec le Lévraut de peu. Le manuscrit, le *Mascarade*, vient d'être reçu. Pour des raisons alléatoires, il envisage de réécrire les *Mémoires d'un alpiniste*, et, pour évacuer sa bile, il songe à un essai, qu'on devine vengeur, sur le présumé de la littérature d'imagination. En fait, il sait qu'il ne fera plus une œuvre. Sa vie d'écrivain se passe dans les bistrot de Saint-Germain-des-Près, il aime le jazz qui l'a fui, et il dénigre le présent dont il est exclu, en compagnie de deux ratés de son espèce.

Dans le privé, les choses ne vont guère mieux. Voilà vingt-trois ans que Lévraut a pour maîtresse Catherine, encore jeune et qui l'aime, mais qui le traite en « back street », sans renoncer à son bonheur familial entre un mari avocat et deux enfants, dont une fille, Caroline. L'union n'est pas de fin d'après-midi ne sont plus illuminées par le plaisir partagé. A mesure que son corps se fait, Lévraut jalouse davantage le pair du foyer ami. Les réunions professionnelles et des autres l'exaspèrent. Les jeunes, l'irritent, avec leur insolente sensation d'avoir devant soi. Il y a des écarts d'âge qui ressemblent, dit-il, à des différences de race. Les enfants ne sont que les « baveuses de l'amour ». Même la petite Caroline, fille de sa maîtresse et peut-être de lui-même, l'agace, malgré sa prévenance ou à cause d'elle, avec son vocabulaire basique, son petit air d'adulte, et leur manière de claquer pour faire l'amour, au début, « ce n'est pas extra... »

TOUT ce qui lui rappelle la vie, lui est un supplice : le marché de la rue de Buci, trop chargé de victuailles, les livres des autres, les amours des autres, les habitants qui « vivent » à la ville. Faute d'enrayer, il se glorie lugubrement de son naufrage. Entre deux relectures des *Mots* de Sartre, l'autodénigrement et la perfection aiguillent le... de son échec, il se réfugie dans le sommeil à toute heure, la contemplation de son *Roméo*, ou l'effacement de la vieille... des laissés-pour-compte.

Le malheur est que les régressions et ruminations masochistes ne s'arrêtent pas en chemin. Le plaisir de n'être dupe de rien ne compense plus l'épouvante des pactes anciens avec le néant. Lévraut doit accepter que Catherine se rapproche de son mari, et que ce dernier lui prête de l'argent. Ce qui lui reste de goût à vivre se flétrit. Il ne se rassure plus, se reconnaît les clochard, les imita. Son abaissement calculé le réjouit comme une perfection artistique. Il aime le plaisir qui, ne pouvant pas aimer, ne sait plus que décevoir et détruire l'être cher. Il rompt avec Catherine, en maugréant au mariage de la fille.

Il apprend que son roman a été accepté. Mais vaut-il la peine de le publier ? Car un roman qui est dit long sur son inimmuable profonde, il offre son appartement au jeune ménage à sa habiter, chez sa maîtresse, la chambre où il est devenu... le spectacle du couple qui s'est... lui et lui tient lieu de... Il se blottit comme un chat castré. Il grossit, cependant le désespoir fait... en lui des projets... (Lire la suite page 19.)

Pierre Seghers
VICTOR HUGO
VISIONNAIRE

Peintures et poèmes présentés par
PIERRE SEGHERS
Pour la première fois, un album en couleur
rassemble les principales peintures
de VICTOR HUGO.
Format 24 x 29,7 - Relié - 43 dessins couleur
11 dessins noirs
ROBERT LAFFONT

station de
voyage
eau et
par le
rail. Faut-il
gagner de
ce, versé
de-Franco
a recoté
de l'entre-
chi et son

liards de
le 2,6 mil-
un an.

développé

l'augmen-

titution d

entreprise

embauchés

mbre 1982

emplois

durée du

treinte-

puis

décom-

tion. Les

mentaires

basses

mentation

(4,4 %)

(2,5 %)

juillet

à rion

au

la

de

un

l'usage

ex-

l'exam-

Chaque

sur les

ions de

is pour

ne de

is qu'il

urd'hui

sement

donc de

semble

au gou-

s à une

de tra-

olitique

du pou-

ote tou-

soins.

ssi iné-

vement

certes,

des

des lais-

finan-

est un

les

just.

ITT.

T

BRSS

nes de

litatue,

formu-

franco

France

lieu les

puise)

indus-

aux de

sal (la

atibres

mones

des de

mer-

concur-

social

jeudi

puis

exté-

direct-

conti-

sonne

tures,

Le

1981

LE NOUVEAU

COMMERCE

CAHIER 55 - PRINTEMPS 1983

ANDRÉ DALMAS MARCELLE FONFREDE
La facture du passé augmente chaque jour

ODETTE PAGIER Boudes	20 ans de publi- ca- tion	JEAN PAULHAN Les rives du jeune homme
MAURICE BLANCHOT La maladie de la mort (Étude et essai)		JEAN GREISCH Les Fleurs du Rêve (La Rose de Persone de Paul Celan)
ORIGENE Héroïde de la Méditerranée septentrionale		CLAUDE MOUCHARD L'œuvre hétéroclite
EMMANUEL LEVINAS Éthique et Culture (Notes sur un sermo)		WILLIAMS S. WILSON Métier : Pourquoi je n'étais pas comme Franz Kafka (Traduit de l'anglais par James Saur)

En librairie 65 F. - Abt 185 F. - N.Q.L. 78, Bd St-Michel - Paris 5e

Important Editeur Parisien

recherche pour ses différentes collections
manuscrits inédits de romans, poésie, essai, théâtre.
Les ouvrages retenus feront l'objet d'un lancement
par presse, radio et télévision.

Adressez manuscrit et C.V. à la Pensée Universelle
4 rue Charlemagne, 75004 Paris - Tél. 867.14.11.

Conditions fixées par contrat.
Notre contrat habituel est défini par l'article 49
de la loi du 11 mars 1957 sur la propriété littéraire.

la pensée universelle

JACQUES BOUDET

Jacques Boudet a dirigé ou animé la publication de plusieurs grands ouvrages historiques illustrés dont le "Moulin", dictionnaire encyclopédique d'histoire de Michel Mourou. En outre, il est l'auteur de nombreux albums historiques et notamment d'une Histoire de France par l'image, en trois volumes.

Cet "Chronologie universelle" est un ouvrage original qui fait l'exposé systématique, année après année, depuis l'origine, notre planète jusqu'à nos jours, tous les événements marquants de l'histoire de l'humanité.

Chronologie universelle
JACQUES BOUDET

Un index final ajoute à cet ouvrage une valeur de dictionnaire des dates. 648 pages, format 180 x 260, relié sous jaquette. Prix : 290 F.

Bordas

PAUL THEROUX

LE ROYAUME DES MOUSTIQUES

«Un fou, un monstre, un père qui a l'esprit d'un génie : tel est Allie Fox, la figure emblématique de ce roman mené comme une croisade contre la déchéance de l'opulence américaine... Theroux est extraordinaire, singulier. Theroux dérange».

Jean-François Fogel / Le Point

CALMANN-LÉVY

la vie littéraire

Tarzan aime les bananes

Ce qui retient d'abord l'attention dans cette revue, c'est son côté gadget : elle est vendue dans de grandes pochettes transparentes, qui portent l'inscription : « crocheter venant de poche ».

A l'intérieur on trouve un peu de tout : un phallus en plastique muni d'une poignée ; une poudre blanche dans un sachet ; c'est, nous dit-on, du sperme d'artiste ; une image en relief représentant un enfant à deux têtes ; une belle sérigraphie qui reprend le titre de la revue : Toi et moi pour toujours ; la revue elle-même, enfin, de capsastron d'images - photos et dessins - en noir et blanc, traversées de phrases et de bouts de textes qui font penser à des télégrammes absurdes qui arrivent au milieu d'un cauchemar : « En quoi la forêt vierge participe-t-elle du mystère de l'innocence Conception ? », « Tarzan aime les bananes », « Mesurez votre appétit sexuel », « Tout le monde fait la différence entre quites et racket », etc.

C'est une entreprise amusante, car elle tourne en dérision les revues d'art académiques, les revues pornographiques et les romans-photos ; c'est aussi une entreprise intéressante dans la mesure où elle tente d'instaurer un nouveau dialogue entre le texte et l'image.

Créée en septembre dernier par deux jeunes graphistes, Camille Philibert et Jacques-Elie Chabert, Toi et moi pour toujours (131, boulevard Diderot, 75012 Paris, tél. : 340-69-17), vient de sortir son troisième numéro, sur le thème de l'adoration amoureuse (80 F.). - VASSILIS ALEXAKIS.

La rivière aux castors

Le Tout sur le tout, librairie-éditeur, 411, rue Berrault, 75013, tél. : 580-08-71, Diff. Disques, propose en fac-similé une édition de 1914 de la Bièvre, de J.-K. Huysmans, illustrée à l'époque par Léon Lobbeg.

Ce texte a son thème de la Bièvre, cette toute petite mais noble rivière aux castors (c'est l'étymologie de Bièvre), qui, venant de la vallée de Chevreuse, se jeta longtemps dans la Seine près de la porte des Tournelles, amont Huysmans dès 1874. Il y voit sans doute déjà « l'image de ces vieilles familles... qui sont peu à peu tombées et qui ont fini, de chutes en chutes, par s'enterrer dans l'insupportable boue d'un fructueux commerce ».

Car la Bièvre, agonisante voici un siècle et morte aujourd'hui d'avoir trop pris ses eaux aux teintureries et aux mégisseries qui la bordaient tout au long de l'actuel treizième arrondissement, la Bièvre est aussi la figure de ces filles de la campagne, saines et charmantes, que le travail forcé dans les bagues suburbaines réduisit bientôt à un état lamentable.

En 1885, un jeune admirateur hollandais demanda à Huysmans un texte pour une revue d'Amsterdam, De Nieuwe Gids, et l'écrivain envoya le premier état de la Bièvre. Les Hollandais retranscrivirent un peu : ce texte si parisien dans une revue de langue hollandaise ! Il le prennent cependant, et il paraît en août 1888.

L'édition reproduit aujourd'hui le tout le charme de la typographie et des illustrations « fin de siècle ». La qualité du tirage et du papier justifie le prix, qui reste raisonnable (95 F.). Et la Bièvre passait encore, voici cinquante ans, à presque ouvert au bas de l'avenue de la République, tout est donc bien qui finit bien, au moins pour Huysmans. - J. C.

Une revue des Arabes immigrés

Les Maghrébins de France ont leur magazine, Sans frontières, qui, après interruption, reparait sous une forme plus attrayante et en témoignant d'un esprit critique qui pourrait peut-être faire de cette publication l'« grand public » des musulmans modernistes s'exprimant en français. Ceux-ci paraissent également s'organiser - enfin - dans le domaine culturel, terrain occupé jusqu'ici uniquement par les islamiques qui ne parviennent pas à but exclusivement commercial.

Soual (interrogation) est une revue quadri-mestrielle plus un numéro par an qui se propose, à un bon niveau intellectuel, de susciter une réflexion sur les différents problèmes culturels au sens large, c'est-à-dire englobant aussi la religion et la politique, qui se posent à l'immigration arabe en France. Soual est également une publication « engagée », quant à la Palestine par exemple. Mais son intérêt principal réside dans sa curiosité d'esprit et la variété de ses signatures.

Au fil des trois premiers numéros on trouve ainsi celles de Gabriel Garcia Marquez, de Claude Simon, auteur juif algérien, de Mohamed Elmi, ancien proche du président Belk, dont il n'approuve naturellement pas les opinions « fondamentalistes » actuelles, de Hocine Alt Ahmed, chanteur de la personnalité berbère, en est depuis une vingtaine d'années, etc.

Beaucoup de noms aussi, et c'est peut-être là l'essentiel pour l'avenir de Soual, de jeunes écrivains arabes inconnus, aux talents aussi divers que rafraîchissants. (Soual, 70, rue Javelot, 75013 Paris.) - J.-P. P.-H.

vient de paraître

Romans

SUZANNE PROU : *Le Pré aux herbes*. - La découverte du corps d'une jeune fille morte dans un pré va plonger dans le trouble, puis la terreur, un petit village provençal. (Calmann-Lévy, 188 p., 58 F.)

PIERRE CAMARBA : *Le Maître d'école suivi de la femme de Simon*. - La vie, les drames, les amours et les rêves d'un instituteur campagnard, Simon Sermet, au retour de la guerre 1914-1918. Dans la seconde partie, l'auteur poursuit l'œuvre entreprise par Simon, témoignage disparu. Un hommage aux instituteurs de la « laïque » en cette terre languedocienne cède à Pierre Camarba. (Toussaint, 412 p., 95 F.)

PIERRE BOULE : *La Balance des Malouines*. - La marine britannique aux Falkland. Et une baléna nommée tante Margot. Cela se passe au printemps 1982, et sur fond d'histoire, c'est un récit humoristique inattendu. (Julliard, 233 p., 65 F.)

MUSTAFA HACIANE : *Quand meurent les cigales*. - Dans l'incendiaire des algériens, deux époux deviennent progressivement étrangers l'un à l'autre. Une longue nouvelle plus qu'un roman par ce jeune auteur dramatique algérien inspiré par les déchirements de la double culture. (Éditions Publibud, 25, rue de l'Espérance, 75013 Paris, 86 p., 36 F.)

Poésie

JEAN DEJEUX : *La Poésie algérienne de 1830 à nos jours*. - Épisodé depuis près de vingt ans, cet ouvrage de référence du grand spécialiste français de la littérature maghrébine francophone est republié après une large mise à jour et avec une riche bibliographie. (Éditions Publibud, 25, rue de l'Espérance, 75013 Paris, 111 F.)

FRANÇOIS VIELLE-GRIFFIN : *Poèmes*. - Un choix de poèmes du grand poète du vers libre et disciple de Mallarmé, par B. Delvalle et M. de Payzac. (Mercure de France, 238 p., 85 F.)

Critique littéraire

RUTH REICHELBERG : *Albert Camus. Une approche du sacré*. - Une lecture de Camus, à travers l'héritage de la pensée hébraïque, par un professeur de littérature à l'université de Jérusalem. Avant-propos de Claude Vigée. (A.-C. Nizet, 162 p., 59 F.)

Récits

CLAUDE PASTEUR : *La Pensée*. - Au neuvième siècle, sous le nom de Benoît III, Jeanne Angeline devient pape. Or dans la personne de Benoît III bat un cœur de femme qui va s'élever devant le fringant ambassadeur de Saxe. Pour l'auteur, pas de doute, la pensée Jeanne a bel et bien existé. (Olivier Orban, 390 p., 79 F.)

Essais

ANDRÉ FROSSARD : *La Maison des algues*. Monté en 1944. - Le témoignage d'André Frossard, interrogé par le Geste en 1944, sur ses compagnons de prison, dont il se souvient avec une rareté. Édition définitive. (Payot, 146 p., 45 F.)

DIETER S. LUTZ : *La guerre mondiale malgré nous ?* - Une analyse rigoureuse des rapports de forces militaires. L'Est et l'Ouest pour comprendre le monde. La controverse sur les événements. Préface d'Alain Juss. Traduit de l'allemand par J. Juss. (La découverte/Maspero, 320 p., 88 F.)

COLLECTIF : *La gauche, le pouvoir, le socialisme*. - Sous la direction de C. Buci-Glucksmann, une analyse collective critique des conditions politiques nouvelles de 1982-1983, dans la lignée de Foucaultisme. (PUF, 576 p., 180 F.)

revues

Les quatre ans de Masques

Pour ses quatre ans, la revue trimestrielle *Masques* cherche son second souffle. Son numéro 17 paraît dans un format plus grand, avec une nouvelle maquette. Un passionnant dossier de cinquante pages est consacré à René Crevel, avec notamment des lettres inédites à Marcel Jouhadou et des photos extraites de l'album d'Elise, dont Crevel était l'ami avant même qu'elle ne rencontre Jouhadou.

Depuis sa création, en 1979, par une petite équipe, une dizaine de personnes, réunies autour de Jean-Pierre Jocker, Jean-Marie Combes, Alain Serzo et Patrick Lorenz, *Masques*, « revue des homosexuels », n'a cessé de surprendre, par sa qualité, par le dynamisme et l'imagination de son équipe.

Réussir cette revue semblait pourtant une gageure, tant en raison du peu de moyens de l'association que de son « ancrage » homosexuel qui risquait de limiter sa diffusion.

Cependant, malgré le froufrou des premiers numéros, la mise en pages artisanale, les lecteurs ont perçu l'intérêt du projet, et les ventes n'ont cessé d'augmenter, atteignant quatre mille exemplaires pour le numéro consacré à Fassbinder et trois mille pour celui de Nathalie Barney.

Certes, nous parlons de la question homosexuelle, explique Jean-Pierre Jocker, mais avec la volonté que *Masques* soit un croquet, un lieu d'échanges entre l'expression homosexuelle et les autres. Nous n'avons jamais voulu nous enfermer et tourner en rond. La nouvelle formule, passage à un stade plus professionnel, répond aussi à la volonté d'élargir l'ouverture de la revue, « de ne pas être trop parisiens », « d'être plus divers, fidèles en cela au titre, *Masques*, titre multiforme ».

Le souci de diversification a toujours été présent chez les fondateurs de *Masques*. Dès 1981, ils ont, sans moyens financiers, créé une maison d'édition *Paros*, qui a déjà publié quatorze livres et se propose de continuer à un rythme de six à huit par an. Paros a notamment publié deux textes de Nathalie Barney, *Épiphonèmes* et *Aventures de l'esprit*, un livre de Dieter Schürer sur le tournage de *Querelle* par Rainer Werner Fassbinder, et, tout récemment, *Mort de Pasolini* de Dario Bellezza.

Enfin, la librairie *Les Mots à la bouche*, liée à *Masques* (335, rue Saint-Martin 75011 Paris) va déménager au début de l'été pour s'installer dans le centre de Paris, rue Saint-Croix-de-la-Bretonnerie (49). On pourra désormais, à deux pas de Beaubourg, se laisser aller au plaisir de découvrir et de feuilleter *Masques*... et tous les livres.

JOSYANE SAVIGNEAU.

* *MASQUES* N° 17, 190 p., 58 F. Abonnement annuel 170 F. (par courrier) ou 210 F. (par fax). BP 126 75063 Paris Cedex 18. Tél. 288 75 76.

Un débat aura lieu à la FNAC-Forum le mardi 3 mai à 17 h 30, pour les quatre ans de *Masques*, sur le thème « culture et homosexualité », avec Katy Barba, Jean-Pierre Jocker (*Masques*), Renaud Camus, Catherine Ribot (écrivaine) et Hugo Marson (*Le Gai Pied*).

Document

RAPPORT DE LA COMMISSION KAHANE. - Pour la première fois en France, dans un volume intégral, le texte officiel inédit sur les massacres de Sals et de Châta. Traduit de l'anglais et de l'hébreu. (Stock, 204 p., 39 F.)

Fiction

MICHEL SERRES : *Roma, la terre des fondations*. - L'auteur de *Canche*, qui écrit le livre des commémorations, lui donne une suite, commémorant les fondations de l'histoire et qui en étudie un troisième, portant sur le temps. (Grasset, 288 p., 82 F.)

Histoire

JEAN-JACQUES ANTHIER : *La bataille de Malte (1940-1941)*. - L'auteur évoque la défense de Malte, « porte-avions incoûtable », qui constitue le pivot de la lutte pour sauver l'Égypte et le Proche-Orient durant la dernière guerre mondiale. (Presses de la Cité, 284 p., 70 F.)

en bref

• **UNE EXPOSITION** ayant pour thème « La littérature illustrée d'expression française et la ligne dans la littérature française » se tiendra du 29 avril au 12 mai au foyer français, 17, rue d'Ulm, à Paris (9). Du lundi au vendredi de 12 h à 20 h ; le samedi et le dimanche de 10 h à 17 h. Entrée libre.

• **UN COLLOQUE** sur les manuscrits d'Ulysse et de *Flammes* de Jean-Joyce sera organisé les 6 et 7 mai à Paris par le groupe de recherches sur Jean-Joyce, et sous le patronage de la Société française d'études jordanaises. Le colloque aura lieu à la Sorbonne, salle Bourcier.

• **UNE EXPOSITION**, consacrée à « Cécile - trente ans de collages et de rencontres », aura lieu du 6 mai au 16 juin à la bibliothèque municipale de Caen. On y trouvera, à travers des manuscrits, photos, publications, films et documents sonores, les rencontres de ce centre - plus connu aux États-Unis qu'en Normandie - et les figures de Gile, Martin de Gard, Valéry et Hérold, qui promouvaient son fameux discours. « Qu'est-ce que la philosophie ? », en 1955 à Cécile.

• **LE PRIX LITTÉRAIRE INTERNATIONAL DE LA PAIX** a été attribué, le samedi 23 avril à Liège, à Élie Wiesel, pour ses deux derniers livres, *Le Testament d'un peuple juif assassiné* (1968) et *Précès d'Europe* (1969). Fondé en 1954, ce prix, d'un montant de 75 000 francs belges, « défend l'idéal de la fraternité dans son esprit de justice et de liberté démocratique ». Son jury est composé d'hommes de lettres francophones.

AVIS PERSONNEL

Nous demandons à M. Claude Deluc qui nous a envoyé une « Supplique » sur le docteur Augoyard de nous donner son adresse. Nous ne pouvons sans cela envisager une publication. Cette adresse ne serait évidemment pas communiquée à nos lecteurs.

J.P. 11.10.1982

au fil des lectures

Poésie

SUR LE QUAI
DES BRUMES

« Il y a du fading dans la tendresse ».

Ce seul vers suffit à créer l'atmosphère du recueil de Patrice Delbourg, qui vient de recevoir le prix Max Jacob, et à montrer avec quelle habile efficacité le poète associe les usages les moins académiques aux plus traditionnels. Ce n'est pas le moindre charme de ces poèmes au caractère et au rythme mêlés de modernisme et de rétro. Il y a là de la révolte et de l'amour, le tout dans une brume de nostalgie triste et belle comme celle du Quai où sont Gabin et Morgan. Une révolte et un amour qui font du frivole quelque chose de grave, et de ce qui pourrait être obscène une saine réalité.

Quant à la poésie, elle est au rendez-vous. La vraie. Celle qui crée. Celle du monde de tous les jours où, par la magie des mots d'un seul, chaque chose se retrouve à un moment ou à un autre avec « Une larme coincide sur le chemin de ronde des rides ».

PIERRE-ROBERT LECLERQ.

■ GÉNÉRIQUES, ■ Patrice Delbourg, Belfond, 125 pages, 49 F.

SÉRIE
NOIRE

Charles Dobzynski, ou l'irruption du style « polar » dans la poésie et la métaphysique. C'est ce qu'on est tenté d'écrire après avoir relu *Quarante polars en miniature*, dernier recueil du poète de *Table des éléments et Dialectiques*. La quasi-totalité de ces poèmes sont courts, parfois quatre ou cinq vers.

Charles Dobzynski sait que le polar, à son plus haut niveau - Chandler, Hammett, Goodie... - en dit bien plus long sur la condition humaine que bien des textes inscrits dans l'« authentique littérature ».

Mais drôle de polar avec Dobzynski. Ici le héros des films pourrait être Dieu, le « privé » c'est le poète qui enquête et qui est en quête, le malheur à la sale gueule d'un chef de gang, la langue est la peine au grand cœur. Les mots sont des ténus à gages, la vie c'est le syndicat des crimes organisé.

Ce recueil a des allures de film noir. Chaque séquence brève projette cette lumière sombre, presque sanglante, un peu semblable à celle que dégageaient les photos de Wegee, ce grand photographe américain d'origine hongroise qui photographiait dans les années 30 les crimes, le sang et les cadavres.

« Il changea son identité ses vêtements son domicile retourna sa vie comme un gant mais dans ce gant chaque nuit sa main devenait un abîme d'empreintes dont le pus coulait par sa bouche ».

L'humour, noir forcément, cerne ici le détail cruel, sordide. Le trait est puissant, jamais outré. Pour le poète qui publie dans sa jeunesse *Une tempête d'espérance*, il semble que dans le royaume du roi soit né. Comme la victime. Même si « un jour il vit un sang/ramené à la surface/sous forme d'une rose/des sables ».

ANDRÉ LAUDE.

■ QUARANTE POLARS EN MINUTURE, de Charles Dobzynski, Rougerie, 55 p., 27 F.

Société

FANTASMES
BLANCS

Enseignant à l'école nationale d'administration de Bangui, Jean-Dominique Penel se penche sur une affaire qui, au milieu du XIX^e siècle, est une époque où l'esprit scientifique était en plein essor en Europe, mais en évidence la crédulité du monde blanc, pourtant convaincu de sa supériorité intellectuelle et technique : la controverse sur les Niam-Niam, population d'Afrique centrale (dont le nom même souligne à dessein les habitudes répugnantes anthropophages) censée posséder un appendice caudal.

On sait qu'au Moyen Âge il était admis que les eaux de l'océan bouillonnaient sous les tropiques, que l'Afrique était peuplée d'hommes à tête de chien ou à tête de singe. Mais on ignore généralement la persistance de certains fantasmes européens jusqu'à la fin du XIX^e siècle, qui vit l'expansion coloniale à son apogée. C'est sur l'un d'entre eux que l'auteur attire notre attention. Et si ses propos nous laissent sans voix, c'est parce que les nombreux témoignages auxquels il fait allusion concordent pour mettre tristement en évidence le poids de l'imaginaire dans l'ethnologie et celui de la fable dans la géographie, idées que l'une et l'autre furent enseignées à nos arrière-grands-parents. Aussi Jean-Dominique Penel domine-t-il ici une passionnante leçon d'anatomie fantasmagorique à ses lecteurs en même temps qu'une utile démonstration sur la valeur éminemment fragile du témoignage humain.

PHILIPPE DECRAENE.

■ HOMO CAUDATUS, LES HOMMES À QUEUE D'AFRIQUE CENTRALE. UN AVATAR DE L'IMAGINAIRE OCCIDENTAL, de Jean-Dominique Penel, Société d'études linguistiques et anthropologiques de France, 3, rue de Marseille, 75016 Paris, 232 p.

bandes dessinées

Images et hommages

■ LE MAUSOLÉE D'HERGÉ s'élève en images. Un mois et demi après la mort, le 3 mars, du créateur de Tintin et Milou, le flot des commentaires et de l'hommage culmine dans un remarquable numéro spécial de la revue (A suivre) intitulé *Spécial Hergé. Vive Tintin!* Les éditions Castor, qui publient les aventures du jeune reporter chevaleresque, devaient bien cela au défunt. Comme le lui devaient les nombreux dessinateurs contemporains qui ont accepté, dans ce numéro, d'exercer leur talent pour un dernier coup de crayon, un dernier coup de chapeau. Tous lui doivent beaucoup, beaucoup lui doivent tout.

Une impression se dégage de cet excellent travail. Celle de circuler dans un paysage familier, intime, quasiment domestique. Paroles, clins d'œil, reminiscences : on saisit, à parcourir ces pages, combien le moindre gag hergérien, le moindre personnage, le plus infime détail font partie de notre paysage culturel. Et cette confirmation éblouissante, illustrée, que les meilleurs d'aujourd'hui sont les héritiers, les fils, les petits-fils ou les petits-neveux du grand-père bruxellois, qui jadis, à l'âge du scoutisme, a créé un personnage qu'il croyait temporaire et devait éternel. (A suivre). Numéro hors série, Ed. Castor, 100 pages, 25 F.

■ LA NOSTALGIE EN IMAGES, par Irène Pennesochioni. Voici derrière ce titre rêveur et son sous-titre austère - *Une sociologie du récit dessiné* - un livre qui replace intelligemment, subtilement, la bande dessinée du vingtième siècle dans l'histoire, et même la préhistoire, de nos stéréotypes et des véhicules qu'ils se sont donnés pour atteindre l'imaginaire. Une socio- (et parfois psycho-) analyse très dense de cette culture, de ses codes, récits et personnages, de Lascaux à Reiser, de Bécassine à Tintin, et des frises du Parthénon à Laugier. L'auteur a « fondé une sociologie anthropologique du récit en images » avec l'hypothèse « articulée autour des deux notions d'hagiographie et de parodie ». « Ce double besoin, dit-elle, du sacré et du rire, ce mouvement ambivalent iconoclaste et iconoclaste ». Ambivalence qui explique bien qu'on ne puisse, ayant goûté au récit en images, s'en passer, et qu'en même temps subsiste, dans le lecteur le plus intoxiqué, une mauvaise conscience irréductible. (Librairie des Méridiens. Collection « Sociologies au quotidien », 200 pages, 89 F.)

■ LÉON LA TERREUR, par Théo Van den Boogaard et Wim T. Schippers. Saluons l'irruption au firmament des bulles d'un personnage appelé, semble-t-il, à un prodigieux avenir, en dépit de son âge.

Il a soixante-douze ans, il s'appelle Léon Van Oukel et sévit, depuis de longues années, à la télévision néerlandaise. On l'a vu, un soir de Noël, insulter la reine. Un autre jour, il a vomit en direct. Ce Jacques Martin (celui de la télévision...) devient aussi illustre chez lui que Léon Zitrone chez nous. Physiquement, il ressemble beaucoup à notre « Léon ». Un soir, un dessinateur qui exerçait jusque-là ses talents dans la pornographie tombe en arrêt devant ce grotesque animé, finement vulgaire. Il décide d'en faire un personnage de B.D., avec la complicité d'un scénariste qui a le même âge que lui (trente-cinq ans), Wim T. Schippers. Cela donne *Léon* s'en tire toujours, album publié naguère par Magic Strip. Avec le deuxième album de ses mésaventures, ce gros Léon, qui promène partout son smoking de présentateur fou, perfectionne son image, peaufine sa démesure grotesque.

Si cette B.D. confine au génial, c'est par l'irruption burlesque - parfois comologique - dans les décors de Hergé. Mêmes traits, mêmes paysages, même minutieusement propre chez Tintin. Nous sommes, jusqu'au détail des arbres, des rochers, dans le même univers. Mais, si l'on peut dire, totalement inversé : le héros n'est pas jeune, il a les cheveux blancs, il n'est pas sage mais dément, il n'est pas gentil mais méchant, pas noble mais ignoble, pas chevaleresque mais égoïste. Ce détournement - ce retournement - de l'imaginaire est un clin d'œil aux voisins belges. Comme en France on a, aux Pays-Bas, ses « histoires belges ». La dévotion impécable de Léon est décapante, violente sous des airs propres et légers. Elle est l'hommage du talent au talent. On attend impatientement le troisième album, annoncé pour dans six mois. (L'Édition des... Albin Michel, album cartonné, 48 pages, 39 F.)

BRUNO FRAPPAT.

Jorge Semprun

Montand
la vie continue

C'est bien, quand un écrivain écrit sur un grand artiste...

Intervention Josselin/Le Nouvel Observateur

« Montand saisi en plein vol ».

Annet Colin-Sima / Journal du Dimanche

Denoël/Joseph C. Vives

Manet
par Bataille.



A l'occasion du 100^e anniversaire de la mort du peintre, les Éditions Bataille rééditent le texte, désormais classique, de Georges Bataille, illustré de 62 reproductions en couleurs. 140 pages, 95 F.

Skira/Flammarion

station de
voyages
eau et les
par les
reli. Faut-
gagne de
ce, versé
de-Franç
recoit
de fran
de l'entre
chi et so

avait donc
liards de
le 2,6 m
un an.
développé
st pas sans
l'augmenta
entreprise
embauchés
nre 1982
1 empo
du
trente-
st, puis
« décom-
tion. Les
nus, une
mentaires

mentation
4,4 %)
(2,5 %),
activité
viron l'an
l'année

producteur
clair-
La pro-
dualité
physique
vices) et
humains.
« réle-
c'est la
et la
même de
vivement
out à un
image :

us qu'il
urd'hui
assement
donc de
semble
au gou-
à une
de tra-
drique
du pou-
te tou-
soins.
asi iné-
vement
certes,
mais au
ne les
finan-
at est
urs les
ques.
ITT.

T
brass
us de
laume,
forma-
franco-
France
lien les
paire);
indus-
aux de
tal (la
autres
mon-
tes de
mer-
con-
sociale
jeudi
puis
exté-
direct-
cord.

1983
soms
ures,
- Le
- Sai

ne
lu
-5
-10
-15
-20
-25
-30
-35
-40
-45
-50
-55
-60
-65
-70
-75
-80
-85
-90
-95
-100

BeauxArts
MAGAZINE

L'actualité
des Arts
a son magazine

Dans Beaux Arts Magazine numéro 2:

Picasso, Braque, Léger... L'importante exposition cubiste à la Tate Gallery (Londres).

Ferdinand Hodler, symboliste 5... Petit Palais.

Le Style Paquetbot ou les réalisations art-déco spectaculaires de Roger Expert, Dunan, Dupart, Jamiot...

La redécouverte de la collection du Comte d'Orsay exposition au Louvre.

Kooning et Sol Lewitt, deux peintres newyorkais photographiés par Hans Namuth.

La collection Havemeyer chez Sotheby's: tableaux impressionnistes à 10 millions de dollars...

Beaux Arts Magazine

Numéro 2, mai, 20 F

lettres étrangères

Deux écrivains chinois à Paris

L'inébranlable confiance de Ding Ling dans le parti Liu Binyan : On peut vraiment décrire la réalité telle qu'elle est

DING LING est née en 1904 dans le Hunan. Ses premiers écrits, publiés en 1927, évoquent les jeunes filles bourgeoises en rupture avec leur milieu et l'émancipation. Après le succès de sa nouvelle *Meng* la révélation, elle s'engage dans la littérature.

A vingt ans, Ding Ling rejoint Hu Yebing, qui est le premier mari de Ding Ling. Elle est arrêtée en 1931 par la police du Guomindang, qui ne tarde pas à la faire fusiller. Ding Ling, après avoir survécu au parti communiste en 1932, est arrêtée à son tour en 1933 et ne sera libérée que trois ans plus tard.

Comment étaient les prisons du Guomindang à l'époque ?
- Je n'étais pas en prison, j'étais en résidence surveillée. Je n'avais pas le droit de sortir et de rencontrer des gens, c'est tout.

Après sa libération, elle rejoint les zones communistes et devient, à Yan'an, une des principales figures intellectuelles du mouvement révolutionnaire. Elle y mène une activité littéraire intense et publie, en 1941, un roman célèbre, *Réflexions sur le mers*, qui lui vaut quelques critiques. Elle s'insurge en effet contre le mépris des vieux cadres communistes pour les femmes en qui elle voit une nouvelle classe d'exploitables.

Vous avez toujours beaucoup de vos amis à la défense des droits de la femme et l'on vous considère comme un écrivain féministe. Vous êtes d'accord ?
- Non. Je ne suis pas une spécialiste des questions féminines et je n'ai pas voulu me livrer à la lutte pour les femmes. J'ai écrit sur les hommes. Mais, maintenant, je suis une femme. J'ai naturellement pris soin des intérêts des femmes.

En 1948, Ding Ling écrit un roman, *Le soleil brille sur le monde*, qui obtient en 1951 le prix Staline. Au printemps 1958, elle est une des premières victimes de la violente campagne de la "droite", qui est l'épiphénomène de la période de libéralisation connue sous le nom de Cent Fleurs. Ding Ling disparaît alors brusquement de la scène littéraire. Elle est déportée à la prison de la prison Qingcheng, dans le Nord-Est. A nouveau vilipendée et molestée par les gardes pendant la révolution culturelle, elle finit par échouer, en 1970, dans la prison Qingcheng n° 1 à Pékin. Elle y reste cinq ans.

Le soulagement de la prison

« Pour moi, cela a été un soulagement. Je me suis enfin reposée. Je n'avais pas de travail, d'un monde de travail où l'on n'avait qu'un seul droit : celui de travailler toute la journée jusqu'à l'épuisement. Aussi, en prison, j'étais bien. On m'apportait des journaux, alors que pendant la révolution culturelle, je n'avais plus le droit de lire. Et au bout de quelques temps, j'ai même pu emprunter des livres. Les livres du président Mao. Et puis je me suis corrigée. Après quelques jours de prison, j'ai pensé que mes jours n'étaient plus en danger. Pendant la révolution culturelle, on ne me donnait pas assez d'argent pour me nourrir. Le premier jour, à Qingcheng, j'ai eu droit de deux ans. Et le deuxième jour, on m'a servi à nouveau des œufs. Imaginez, même quand j'étais dans une ferme d'élevage, j'étais dans une ferme d'élevage. Je n'avais pas l'occasion de manger des œufs ! »

Depuis 1979, Ding Ling a écrit quatre recueils de nouvelles et d'essais, parmi lesquels *La Grande Sœur*, qui est une critique d'un modèle du Hainan (1).
- J'écris maintenant un long roman sur ce qui s'est passé en Chine ces dix dernières années. J'espère que j'aurai fini l'ouvrage prochainement. Cela s'appellera *Les jours de l'été*.

Propos recueillis par A. P.

Voilà, je n'ai rien à redire sur les conditions matérielles de Qingcheng. Il y avait même l'eau courante et le chauffage, en hiver. La seule chose à finir par devenir insupportable, l'isolement. Etre seule dans un cellulaire pendant cinq ans, c'est terrible.

- Votre mari était dans la même prison ?
- Oui, mais je n'en savais rien. On ne s'est jamais vus.

- Vous avez perdu confiance dans le parti, au cours de ces vingt années d'épreuves douloureuses ?
- Non, jamais. Je sais, les gens ne comprennent pas. Et pourtant, c'est ainsi. J'ai toujours pensé que le parti révolutionnaire des communistes, c'est un jour celles-ci seraient corrigées. Je n'ai jamais perdu confiance.

Propos recueillis par A. P.

Avant son voyage en Chine, au début du mois de mai, M. Mitterrand a invité, à Paris, une délégation d'écrivains et de scientifiques chinois. Parmi eux, la célèbre romancière Ding Ling et le journaliste-écrivain Liu Binyan sont bien représentatifs de deux générations qui caractérisent la littérature chinoise d'aujourd'hui.

Ding Ling, 76 ans, est une des figures les plus remarquables de ce qu'on appelle en Chine la « génération des années 20-30 ». Liu Binyan, 58 ans, est surtout connu pour avoir dénoncé dans ses écrits la

prévarication et la corruption de certains cadres et bureaucrates au pouvoir.

Le destin même de Ding Ling et de Liu Binyan témoigne aussi parfaitement de la détresse des écrivains chinois, lors de ces trente dernières années. Ils ont tous deux été étiquetés « droitières » en 1957 et ils n'ont été officiellement réhabilités qu'en 1979, après avoir été traqués, proscrits et menacés pendant plus de vingt ans. Au cours de deux entretiens avec Alain Peyrache, Liu Binyan et Ding Ling ont évoqué leurs mésaventures et leurs activités.

« JOURNALISTE au *Quotidien du peuple*, vous êtes spécialiste de ce qu'on appelle en Chine la « littérature de reportage ». Vous êtes journaliste ou écrivain ?
- Je me considère comme un journaliste. Depuis 1962, j'ai abandonné toute ambition d'être un écrivain. C'est trop difficile. Je n'ai écrit que ce que j'ai vu. Lorsque mes textes ont été trop longs, ils ont été publiés dans des revues littéraires ; sinon, ils paraissent dans le *Quotidien du peuple*.

- Tous mes écrits ont une dimension sociologique et politique évidente. Vous pensez que la littérature doit être politique ?
- J'estime que les écrivains doivent s'occuper en premier lieu de décrire la réalité sociale et la politique de la Chine, et je suis en complet accord avec ceux qui préconisent aujourd'hui de ne s'en occuper qu'après.

- Vous voulez parler des nouvelles tendances de la littérature chinoise, des « modernistes », des tenants de « l'art pour l'art » ?
- Oui et non. Je suis opposé aux tenants de la littérature de la littérature. L'art pour l'art, c'est un peu comme la littérature pour la littérature. Pour les « modernistes », c'est beaucoup plus compliqué. Ils écrivent des textes singuliers, un peu absurdes, à la Kafka. Ils parlent quand même de la réalité et ils en parlent, mais de manière détournée, mais leur œuvre n'est pas en soi absurde. Ils ont d'ailleurs produit quelques œuvres remarquables.

- On nous considère à Hong-kong comme le représentant principal d'un courant, le « néo-réalisme ».

- Je ne suis pas le seul représentant de cette tendance. En Chine, beaucoup d'écrivains ont rejoint ce terme de « néo-réalisme » et ils parlent de « réalisme révolutionnaire ». Mais il y a des discussions à ce sujet. Il s'agit d'un réalisme, et ce réalisme est nouveau dans la mesure où, maintenant, on peut vraiment décrire la réalité telle qu'elle est. Avec 1978, c'était impensable. Les écrivains étaient considérés par exemple de peindre des cartes cartographiques des propriétés foncières des paysans riches. En fait, les paysans sont presque tous des gens très honnêtes, et ce ne sont certainement pas eux les contre-révolutionnaires des campagnes.

- Vos ennemis pensent-ils que vous êtes toujours un « droitière » ?
- Oui, pour eux, je suis encore un « droitière ». Ils disent que je n'ai pas été bien réhabilité et que je demeure un « droitière » et « anti-socialiste ».

- Vous connaissez bien la Pologne, vous y avez séjourné en 1956. Que pensez-vous de la situation actuelle, de l'avenir du syndicat Solidarnosc et du combat de Lech Wałęsa ?
- Je crois que ce combat forcera finalement les autorités polonaises à procéder à une réforme radicale. Elles ont tort de s'en tenir à des mesures de répression et de vouloir à tout prix étouffer le mouvement syndical. Je ne connais pas très bien la situation de Solidarnosc, mais je crois que ce syndicat représente bien les aspirations des Polonais. Sinon, il n'aurait pas pu organiser une force aussi puissante et recueillir un tel soutien des masses populaires.

- Une telle situation peut-elle se développer en Chine ?
- La Chine est aussi un pays communiste, mais le parti communiste chinois a compris maintenant la nécessité inéluctable de certaines réformes.

- Quelle est la situation sociale des intellectuels chinois ?
- Ils ont un rôle très important à jouer. Mais ils connaissent énormément de difficultés. Leurs conditions de vie et de travail sont déplorables. Dès 1980, Deng Xiaoping et Hu Yaobang se sont efforcés de leur donner et ils ont proposé des mesures concrètes pour l'améliorer. Mais il y a encore beaucoup de plus à faire : beaucoup de leurs cadres politiques continuent de mépriser les intellectuels, et ils ne tiennent aucun compte des réhabilitations de ces dernières années. Les dirigeants de l'université du Hunan, par exemple, la presse a raison de critiquer leur attitude.

Propos recueillis par ALAIN PEYRACHE

(1) Traduit en français dans le recueil *La Face cachée de la Chine* par Jean-Pierre Bédaride et Wojtek Zaluski. (Editions Pierre-Émile, 31, rue du Chevaleret, 75013 Paris.)

Kenneth White et la soif de l'ailleurs

KENNETH WHITE, qui a quitté assez tôt son Écosse natale pour la France, d'où il part vers l'Amérique, est un écrivain écossais. Il a écrit tout un livre sur la soif de l'ailleurs. Il est devenu un des grands écrivains d'aujourd'hui. Le plus étonnant, à juger par les deux recueils de poèmes qu'il publie simultanément, en anglais et en traduction française, c'est qu'il se trouve partout chez lui, de sorte que, s'il écrit dans sa langue, il s'arrange pour ne jamais être intraduisible : une poésie des notions, des rapports et des étonnements perpétuels doit pouvoir se rendre dans tous les idiomes.

Scènes d'un monde flottant nous restitue des sensations fortes, un peu comme *Faiblesse* de Paul Morand, il y a soixante ans. La différence est dans le ton et dans le désarroi : partout l'indécision, partout la surcharge audiovisuelle, partout le règne de l'absurde. Mais Kenneth White sait que l'absurde n'est pas synonyme de désespoir : loin de lui les parties pris de l'existentialisme. Se méconnaître comporte désormais un degré d'excitation qui est le propre de toute recherche véritable. Il suffit peut-être de flotter au sein d'un univers réduit à ses images et à ses schémas, comme le suggère le titre du livre.

Tout de même, White n'est pas un écrivain qui ne critique pas les aspects négatifs du régime. Est-ce que vous êtes inquiet pour les libertés ?
- Bien sûr. J'ai encore beaucoup d'ennemis depuis que je me suis remis à écrire en 1979. A la parution d'*Entre homme et femme* (1), le comité provincial du Hainan a porté de graves accusations contre moi. Cela continue aujourd'hui. Ceux qui me critiquent ont des positions très placées. Mais il n'y a rien d'étonnant à ces réactions pour un écrivain. Ce qui a changé en Chine, c'est que je suis toujours là et que je continue d'écrire.

Propos recueillis par ALAIN PEYRACHE

SCÈNES D'UN MONDE FLOTTANT, de Kenneth White. Édition bilingue. Grasset, 116 pages, 42 F.

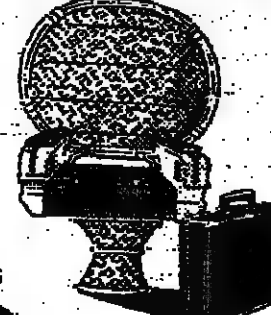
TERRE DE DIAMANT, de Kenneth White. Édition bilingue. Grasset, 270 pages, 79 F.

Flammariion fête les poètes.

- | | |
|--|---|
| <p>Stéphane Mallarmé
Œuvres complètes - Tome 1 : Poésies
Édition critique C.P. Barbier et C.G. Millan - 170 F.</p> <p>E.E. Cummings
95 poèmes. Traduits de l'américain par J. Demarcq.
Traduction intégrale du dernier recueil rassemblé par Cummings lui-même en 1958 - 55 F.</p> <p>Andrée Chedid
Épreuves du vivant - 45 F.</p> <p>Claude Vigée
Pâque de la parole - 65 F.</p> <p>William Blake
Œuvres - Édition Pierre Leyris
Tome I : 59,50 F - Tome II : 83,50 F
Tome III : 93,50 F - Tome IV : 150 F
Aubier/Flammariion.</p> | <p>Bernard Noël
Poèmes I (Extraits du corps, La Face du silence, La Peau et les Mots, Le Livre de Coline, Regard en demeure) - 75 F.
La chute du Temps - Poèmes inédits - 35 F.</p> <p>Claude Esteban
Conjoncture du corps et du jardin
Prix Mallarmé 1983 - 11 F.</p> <p>Jean-Luc Sarré
Extérieur blanc - 35 F.</p> <p>Anthologie arbitraire d'une nouvelle poésie 1960-1982
par Henri Deluy (Denis Roche, Jacques Roubaud, Bernard Noël, Michel Deguy, Jacques Réda, Marcelin Pleynet, Jean Daive...) 60 F (à paraître début mai)</p> |
|--|---|

Prenez Bangkok par la Thai.

La Thai donne une dimension royale à sa classe affaire en créant la Royal Executive Class. Ce plaisir nouveau, vous le savourerez confortablement installé dans l'un des quarante larges fauteuils de B 747. Alors, vous goûterez le raffinement d'un service royal : assistance spéciale, vins sélectionnés, plateaux de fromages, corbeille de fruits. Et mille petites attentions à l'image de l'éternelle et accueillante Thaïlande. Pour voyager comme un roi, contactez notre agence de voyages ou nos bureaux : THAI INTERNATIONAL, 123, Champs-Élysées, 75008 PARIS. Tél. : 720.86.15 - Park Hôtel, 6, avenue Gustave-V, 06000 NICE. Tél. : (93) 33.39.82.



مكتبات الأمل

Le Monde

culture

MUSIQUE

« LA BELLE HÉLÈNE », à l'Opéra-Comique

Le Magic Circus de Sparte

Ce qui manque peut-être à la Belle Hélène que Jérôme Savary a monté à l'Opéra-Comique, ce sont de vrais « meneurs ». D'opéra-bribe, les planches, faisant étinceler la musique d'Offenbach et le livret cocasse de Méilhac et Halévy. On s'incriminera pas cette fois le chant français, car Jules Bastin est un formidable Agamemnon d'une drôlerie d'autant plus légitime que son apparence est plus lourde, et Michel Trempois un Calchas vaniteux, obstiné, libidineux et facétieux, dans la plus exacte tradition ; comme Michel Hamel, bouillant Achille grisonnant, lorgnant sur les nez, ou le Ménélas sans voix de Jacques Serey, qui transcende son rôle pitoyable de mari trompé par une sorte d'esthétisme supérieurement ironique. Citons aussi le gracieux Oreste de Marie-Christine Forta, un peu frêle cependant pour ce rôle de sapeur, et les deux Ajax, dont Philippe Duminy et Philippe Rouillon font de sombres abrutis fort réussis.

Mais les héros principaux sont assez pâles, et leur prononciation française quasi incompréhensible, ce qui leur ôte beaucoup de sel et rend les couplets répétitifs bien monotones. La Paris beau et charmant de l'Américain Michael Costin a de plus une voix vissée obstinément dans la même couleur, poitrine et haut perchée, qui semble toujours chanter à la cantonade. Susan Daniel, Anglaise au fin visage, a beau se trémousser, se tortiller, parcourir la scène avec des airs de vamp, elle ne peut entrer dans la peau de son éclatant personnage ; elle en fait trop ou pas assez, n'a pas la présence physique et musicale nécessaire, ses voix harmonieuses, au vibrato subtil, restent toujours volées et ne projettent pas son texte avec cet éclat victorien qui fait les triomphes.

Domage pour Jérôme Savary, dont la mise en scène fort peu « spartiate » se tient au plus près d'Offenbach dans ses transpositions très « Magic Circus » : défilé genre majorettes, jongleurs, cruche de feu, chœurs agitant de petites drapeaux, tout cela donne l'impression du défilé des rois (« Poux de la reine, qui... ») ; et le

JACQUES LONCHAMPT.
Prochaines représentations les 28, 29 avril, puis du 10 au 31 mai, avec des distributions variées (19 h 30).

ÉDITION

DES MESURES EN FAVEUR DU LIVRE

Le Conseil économique et social demande le respect du prix unique

Le Conseil économique et social a adopté, mercredi 27 avril, en assemblée plénière, les propositions du rapport sur « la diffusion de la culture par le livre et les revues ». Préparé par la section du cadre de vie, cette étude comprend un texte de 116 pages et une soixantaine de propositions susceptibles d'améliorer la politique du livre et d'étendre l'accès au livre. Elle a été rendue publique vendredi 22 avril par le rapporteur de la section, M. Nicole Fontaine (Le Monde du 23 avril).

Le ministre de la culture, M. Jack Lang, qui assistait aux débats, a défendu lundi 26 avril sa conception du prix du livre. « La loi sur le prix unique est une loi de liberté, qui favorise la diversité, à-t-il précisé. Elle encourage l'éditeur à rester inventif et à renouveler le patrimoine littéraire. On lui attribue à tort un effet inflationniste. »

M. Fontaine a choisi de centrer le débat sur les conditions économiques, sociales et structurelles dans lesquelles se crée, s'édite, se distribue, se lit le livre, indépendamment même de son contenu. Ainsi les propositions qu'elle présente s'organisent autour de trois axes : « Le livre est un produit différent », « L'édition est avant tout une industrie », « Le livre est un risque élevé ». « L'importance du livre dans la politique de la France ne se mesure pas seulement à son chiffre d'affaires ; il engage son intellectuel et son influence dans le monde » : la politique commerciale « en faveur du livre » s'accompagne d'une politique sociale visant à réduire les inégalités entre les Français dans l'accès à la culture littéraire et à la lecture.

Il faut donc, en premier lieu, soutenir l'édition, accroître ses possibilités d'investissement, notamment en lui permettant de bénéficier de facilités de crédit comparables à celles des secteurs d'innovation technologique et en adaptant le système d'avances sur recettes actuellement en place pour le cinéma. L'aide aux petits éditeurs et aux éditeurs régionaux doit faire l'objet de mesures spécifiques, à commencer par un tarif postal réduit sur le territoire français et, pour les revues assimilables au livre, le tarif postal des journaux. Pour faire sortir les publications universitaires du stade confidentiel, il conviendrait de créer des imprimeries intégrées ou associées aux universités.

Une réflexion sur la politique du livre ne saurait faire silence sur la question du prix, donc l'examen des conséquences de la loi Lang instituant le prix unique du livre

(elle est en vigueur depuis janvier 1981) et doit être réexaminée prochainement par le Parlement. Le Conseil économique et social se prononce pour le prix unique du livre et le respect intégral d'un loi encore souvent contournée. Il précise toutefois que l'analyse ne peut être à ce jour que partielle, provisoire, et se veut « prudente dans l'analyse des risques inflationnistes durables de la loi, contestée par des associations de consommateurs et des dirigeants de grandes surfaces ».

Restent les problèmes de distribution illustrés en ce moment par la grève des libraires parisiens. Face à une trop grande concentration (quatre grands distributeurs), il est proposé de créer des coopératives de libraires, d'accroître la modernisation de la diffusion et l'information des rapports entre éditeurs et libraires.

An chapitre de l'accès au livre, le Conseil fait des recommandations en direction des immigrés, des détenus, des personnes hospitalisées et des jeunes au service militaire. Mais il porte une attention toute particulière aux écoliers, tant pour les manuels scolaires - il est proposé une concertation entre les éditeurs et le ministère de l'éducation nationale sur les coûts et les programmes - que pour mettre à la disposition des écoles des livres nouveaux non scolaires - on pourrait à ce propos créer des conventions entre éditeurs et établissements scolaires.

Enfin, dans le souci de protéger la liberté d'expression, il demande au législateur de revoir les textes sur la censure, qui, s'ils sont tombés en désuétude, n'en sont pas moins inscrits dans la loi.

Jo. S.

« LA CLÉMENCE DE TITUS », à Lyon

Au-delà des apparences

Après Bruxelles, Nantes et Créteil, l'Opéra de Lyon présente à son tour la Clémence de Titus de Mozart et en donne la vision la plus juste et la plus poignante en son dépouillement.

Dans le silence de la salle qui s'éveille, l'ultime dialogue de Bérénice (dit « Michèle ») et Alain (dit « Titus ») dispose les esprits, prépare au drame, nous fait sentir la détresse de Titus, le peu d'importance qu'il attachera à celle qui doit remplacer l'inoubliable, et au contraire la nécessité de l'amitié - son ultime rempart contre le désespoir - qui va lui être ôté par la trahison de Sépétus.

L'imposant plateau de l'auditorium de Lyon est vu : un parvis de marbre avec seulement, à gauche, trois colonnes massives, carrées, et à droite une grande galerie de tubulures, soutenant les batteries de projecteurs, où passent le flux et le reflux des foules romaines. Rien ne s'interpose entre nous et ces personnages qui flambent.

L'Orchestre de Lyon retrouve une qualité sonore exceptionnelle sous la direction de Theodor Guschlbauer (son ancien chef bien-aimé), rigoureuse, dense, creusant le sentiment au plus profond de ces âmes de chair qui sont souvent considérées comme des marionnettes de la comédie du pouvoir.

Point d'échappatoire dans la magistrale mise en scène de Pierre Strasser, révélation de ce spectacle : sous cette lumière aveuglante de la musique, sur cette scène vide, les gestes expriment dans l'instant le tout du personnage ; les distances, les rapprochements tissent des lignes d'une géométrie inspirée par les situations et le dialogue ; les foules enveloppent l'action en groupes d'une suprême harmonie naturelle ; tout mouvement est musique, et il n'y a rien à expliquer.

J. L.

★ Dernière représentation à l'auditorium de Lyon le 30 avril.

ROCK

LITTLE STEVEN AU PALACE...

L'urgence et la sensualité

Il était neuf, lundi soir, sur la scène du Palace : un gang survolté, compact, prêt à l'attaque, l'air peiné directement dans les quartiers chauds de New York. Un groupe monté de toutes pièces pour brûler les planches et embraser les clubs, en prise directe avec la rue, celui de Miami Steve, alias Steve Van Zant, le guitariste et compositeur de production de Bruce Springsteen.

VARIÉTÉS

Hubert-Félix Thiéfaine à l'Olympia

Tout va très vite depuis deux ans pour Hubert-Félix Thiéfaine. Longtemps marginalisé dans les circuits associatifs et les maisons à jeunes, seul avec sa guitare, puis, à partir de 1977 avec des musiciens, Thiéfaine se faisait cependant à peu connaître avec des chansons qu'il parvenait à faire connaître dans les clubs aux thèmes symboliques : Tout va très vite, branché sur le son d'un appel à s'émouvoir ou à se révolter.

Le bouche-à-oreille a bien fonctionné : le nom de Hubert-Félix Thiéfaine, et le public des régions a, progressivement, rempli des salles qui n'avaient pas l'aspect triste, froid, antipathique des maisons de jeunes. Le soutien de l'émission de radio de Jean-Louis Foulquier (« Y'a d'la chanson dans l'air ») a fini de propulser l'aventure jalonnée de repères du chanteur.

Depuis le mardi 26 avril et pendant une courte semaine, Hubert-Félix Thiéfaine chante à l'Olympia devant des salles archicomblées à l'écoute de chroniques qui restituent le vécu avec une sensibilité aiguë, intense, qui oscillent entre l'amour et la souffrance, les incertitudes et les fantasmes, la déraison et le besoin de « reculer du pas » sur (des) ailes d'élégance. La force singulière de Thiéfaine, c'est d'être en prise directe avec la jeune public et d'évoluer naturellement ainsi, avec des doutes et des éclats, des délires et des histoires surréalistes, un plaisir des images lancées par rafales et une manière de dérober du feu avec la folie de vi-

CLAUDE FLÉOUTER.

★ Olympia, 20 h 45.

THÉÂTRE

« LA SALLE N° 6 », de Tchekhov

Un trou de misère

C'est probablement la plus laide et froide esthétique de la piscine désaffectée de Chateaux-Malabry qui a donné au Théâtre Campagnol l'idée d'adapter « La Salle N° 6 », une des plus sublimes nouvelles de Tchekhov, l'extrême. Pour qui a vu le film Deep End, inutile de décrire : quelques lits métalliques fond d'un bassin municipal vidé de son eau et vous obtenez une convaincante à martyrs mentaux. Avant d'arriver sur les rebords de ce trou de misère, le public est invité à suivre un parcours en compagnie d'un groupe de comédiens amateurs.

Premier arrêt : la piscine, dans une cave où sol sablonneux planté de piliers de béton (vestiges d'odeurs de mois). Puis station plus longue face à une reconstitution d'intérieur fin XIX^e. Dans un salon naturaliste, le docteur Ragaine, médecin-chef d'un hôpital isolé, entouré de sa bonne et d'un prétendu ami, paraît accablé par la routine de l'obscurantisme régnant. Jean Gilbert, qui n'est qu'un jeune médecin en stage, en rajoute : on le sent dès l'abord victime d'un sort inexorable. Il se montre plus velléitaire, plus lassé, plus voulu encore que le personnage du récit, à qui il restait assez de jeunesse et de capacité de révolte pour l'intelligence d'Ivan Gromov.

« DON QUICHOTTE »

par Les Grandes Marionnettes de Metz

Lentement, dans une pénombre qui renvoie aux mystères de toutes les Espagnes, d'immenses silhouettes apparaissent. Des loques brunes ou griseuses pour les périples, les éclats fantomatiques, l'écho d'une invisible splendeur, tels les vêtements du Quichotte, et ceux de ses compagnons, car l'aventure des chimères engage derrière le chevalier tout un peuple, complice amusé et averti.

L'œuvre de Cervantès est moins parodie qu'épopée du désenchantement et de l'« à quoi bon » jusqu'au bout. D'où la justesse de ce rythme grave, de cette lumière brune et or, dans cette mise en scène de Raymond Polstein. Il y a bien, de-ci de-là, de quoi rire et sourire un peu, mais l'essentiel est la tristesse infinie de ce rituel de la mise à mort des songes, et aucune forme ne pouvait mieux servir l'esprit profond de Cervantès que les Grandes Marionnettes de Metz.

La bataille des moulins vent, le sacre dans la cour de l'herberge, les images superbes, de quoi on voit dans les rêves, confuses, un peu tremblantes, émouvantes.

BERNARD RAFFALLI.

Théâtre de l'Escalier d'Or, tous les soirs jusqu'au 10 mai, 30 h 30, 18, rue d'Enghien, 75010 Paris. Tél. : 523-15-10.

L'Orchestre national de France organise, les 30, 31 mai et 1^{er} juin, un concours en vue de l'engagement d'un premier cor solo. Renseignements à la régie des orchestres de Radio-France, Maison de Radio-France à Paris. Tél. : 230-37-25.

COKER présente
7 MAI 21H

Chapiteau
Parc de la Villette
Porte de Pantin

Rock irlandais autour de
RORY GALLAGHER

VILLETTE EN FÊTE

Tarif 70 F
Loc. 3 FNAC et sur place
MINISTÈRE DE LA CULTURE
Direction de la Musique
Rens. 241.18.88

RTL Le Monde

avec ALAIN WAIS.
★ Little And The Disciples
et Soul, chez Pathe-Marconi.
★ Marc Seberg, chez Virgin.



station de
voitures
par les
rail. Faut-il
gagner de
ce, versé
de-France
s'occupe
de l'entraî-
ni et ses

avait donc
liars de
le 2.6 m
un an.

développé
sant
l'augmen-
tation d'
entreprise
marchés
nbre 1982
a empli
durée du
trente-
r, puis
« décom-
tion. Les
mentaires
bosses

mentation
(4.4 %)
(2.5 %),
activité
rion l'an

1 produc-
rétorique
« clai-
La pro-
tre deux
physique
vices) et
humains,
une rela-
c'est la
un aussi
rions de
virements
out à un
ldmagne :

re exem-
T.P. Les
Chaque
pour les
ions de
s pour
reine de

us qu'il
urd'hui
sement
done de
semble
au gou-
à une
de tra-
ditielle
du pou-
tous
si iné-
remont
certes,
mais au
ue les
finan-
est une
les jus-
ITT.

T

press

ues de
l'assure-
forma-
tances
France
lien les
pèle) ;
Indus-
aux de
rai (la
adères
mon-
tes de
mer-
concur-
sociale
jeudi
puis
exté-
direct-
comb-

ises

bonne
aues
« Le
sai

de la
re

théâtre

FESCHETEAD, FESCHETEAD-BADIN, PERHUIEN, 16, rue de la Grange-Batelière
(75008), 770-88-38.

RADIO-TÉLÉVISION

Jeudi 28 avril

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 20 h 35 **Téléfilm** : La vitesse du vent. De G. Lagarde, réal. P. Jamain. S. Joubert, M. Constantin, G. Belle... Un cadre supérieur et sa femme, pris en otage dans une ambassade portuaise, font appel à un médecin qui se trouve être l'homme de la femme. Ils régleront leurs problèmes d'adultère. Une histoire à dormir debout, un cocktail sentimental sur vogue fond politique.
- 22 h 10 **Magazine** : Contre-enquête. d'A. Houng, C. Vigne et V. Grinier. Un nouveau magazine mensuel sur les faits divers... composé de trois sujets traités sous les différents angles : la photo, du dessin ou du com. Cocasse, parti-il. Attendez pour juger.
- 23 h 15 **Journal**.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 20 h 35 **Magazine** : Résistances de M. Tholozan. Les droits de l'homme au Bangladesh et au Brésil : une interview de Mme Mitterrand pour la campagne « Crayons et papiers » pour l'Afghanistan et le Salvador ; la délinquance et les prisons.
- 21 h 40 **Magazine** : Les enfants du rock. Bernard Lavilliers ; jeu : l'insupportable.
- 23 h 15 **Journal**.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 20 h 35 **Cinéma sans visa**. Emission de J. Lacouture et J.C. Fournier.
- 21 h 40 **Film** : L'insupportable. Film de P. A. (1980), avec A. Poreira, C. Catania, M.L. Cantano de Solaya, O. Castillo (v.o. sous-titré).

En 1979, dans une ville universitaire du Nicaragua, un jeune homme appartenant à l'armée gouvernementale prend conscience des abus du régime et rejoint la résistance sandiniste, à laquelle appartenait son père et son oncle. Histoire d'une révolution vue à travers les conflits d'une famille. Homme de gauche, le chéiste allemand Peter Lilienthal s'intéresse aux révolutions d'Amérique latine. Film inédit.

- 22 h 10 **Journal**.
- Avec M.M. P. Lilienthal, réalisateur du film ; J. Ziegler, professeur de sociologie à l'université de Genève, spécialiste des mouvements révolutionnaires du tiers-monde ; R. Jaulin, ethnologue, professeur à l'université de Paris-VII, et P. Koffler (UNESCO), tous deux spécialistes du Nicaragua.
- 22 h 50 **Journal**.
- 23 h 12 Une minute pour une image. D'Agla Varda.
- 23 h 15 **Prélude à la nuit**. Exécution, de M. Dupré, par Ch. Robert, orgue.

FRANCE-CULTURE

- 20 h 35 **Vieilles et Fables des personnalités**, de R. Mail, suivi de « hors texte ».
- 22 h 30, **Nuits magiques** : Berlin, capitale culturelle.

FRANCE-MUSIQUE

- 20 h 35 **Concert** (en direct du théâtre des Champs-Élysées) : « Concerto pour piano et orchestre », de Mendelssohn ; « Symphonie n° 3 », de Bruckner, par le Nouvel Orchestre philharmonique, dir. S. Szwedowski, sol. B. Deridolich, piano ; et le prof. de l'Université de Bolzano, Puccini, Cherubini, Berlioz.
- 22 h 30, **Prélude à la nuit**. Exécution, de M. Dupré, par Ch. Robert, orgue.

Vendredi 29 avril

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 11 h 15 **Vision plus**.
- 12 h 15 **H.F. 12 (info)**.
- 12 h 30 **Atout cœur**.
- 13 h **Journal**.
- 14 h 50 **Magazine** : ouvertures.
- 14 h 55 **Emissions du C.M.D.P.**
- 15 h **C'est à vous**.
- 15 h 25 **La vie dans les manges**.
- 15 h 30 **Histoire d'en rira**.
- 15 h 35 **Météorologie**.
- 15 h 40 **Emissions régionales**.
- 16 h 40 **571 vous plaît**.
- 20 h **Journal**.
- 20 h 35 **Varidés** : Montand International. Réal. G. Job.
- 22 h 20 **Série** : Lucien Lauwen. D'après le roman de Stendhal. Réal. Cl. Autant-Lara. Lucien Lauwen découvre l'armée, rejoint Paris où son père place chez le ministre de l'Intérieur, pour lui faire d'aider à déjouer les attentats.
- 23 h 15 **Journal et cinq jours en Bourse**.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 10 h 30 **ANTIOPE**.
- 12 h **Journal** (et à 12 h 45).
- 12 h 10 **Jeu** : L. M. des neuf.
- 13 h 35 **Emissions régionales**.
- 14 h 50 **Série** : Les amours des années folles. Mais où sont passés les bourgeois ?
- 15 h 50 **Série** : Le chirurgien de Saint-Glad.
- 16 h 5 **Reprises** : L'histoire en question. Complots pour de Gaulle (diff. le 21 avril).
- 17 h 25 **Intégration**. M. J. une vie surprenante.
- 18 h 45 **Révisé A 2**.
- 18 h 50 **Jeu** : Des chiffres et des lettres.
- 19 h 15 **Emissions régionales**.
- 19 h 40 **Le théâtre de Bourvill**.
- 20 h **Journal**.
- 20 h 35 **Feuilleton** : Secret diplomatique. De D. de la Patellière, M. R. Crombe, M. M. C. de Turenne, H. Garcia. Épisode du K.G.B. : jeunes femmes diplomatiques sur fond de « suspense policier » : une nouvelle en six épisodes d'une étonnante platitude.
- 21 h 35 **Apogées**. Magazine littéraire de B. Pivrot. Sur le thème : « Rire, l'ambition », sont invités : E. Baudouin (Emilie, l'ambition féminine au dix-huitième siècle), le duc de Castries (la Pompadour), G. de Dietrich (Madame de Staël), J. L. (Maurat).
- 22 h 50 **Journal**.
- 23 h 5 **Ciné-club** (cycle Michel Simon) : **Une femme sans nom**. Film français de J. Renoir (1929), avec M. Poniou, M. Simon, F. Fallon, J. Oudart, J. Helting (N. Muet. Réal.). Un fils de famille, poète hurluberlu, subit des brimades à la cour pendant son service militaire mais finit par s'adapter, à l'exemple de son valet de chambre, incorporé avec lui. Surprenant film muet de Jean Renoir. Le comique troupier d'un vaudeville transformé en fantaisie burlesque. Mise en scène en folie, délire époustouflant de Michel Simon.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 18 h 30 **Pour les jeunes**.
- 18 h 55 **Tribune libre**. La C.F.D.T.

- 19 h 10 **Journal**.
- 19 h 15 **Emissions régionales**.
- 19 h 50 **Deuxième soirée** : Tardieu.
- 20 h **Les jeux**.
- 20 h 30 **D'accord pas d'accord**.
- 20 h 35 **Vendredi** : Adieu Mino, bonjour le Chien ! Magazine d'information d'A. Campagna. Reportage dans la Chine millénaire à travers des coutumes de films tournés par les Chinois eux-mêmes sur l'archéologie, les enfants, les minorités et les mœurs parallèles.
- 21 h 35 **Journal**.
- 21 h 55 **Magazine de la photo** : Flash 3. De J. Bardin, P. Dinet et J. Egner. La revue de presse : Les critiques du grand reportage ; Pourrait de P. Charbonnier ; Flash pratique : les doubles de focal et accessoires optiques.
- 22 h 38 **Une minute pour une image**. D'Agla Varda.
- 22 h 40 **Prélude à la nuit**. « Concerto n° 2 en sol mineur » de Durand, par l'ensemble La Folia.

FRANCE-CULTURE

- 7 h 2, **Musiques** : clés pour comprendre l'astrophysique ; Thulé et la route du pétrole.
- 8 h, **Les chemises de la connaissance** : Electro ; à 8 h 32, l'art de la connaissance.
- 8 h 35, **Le spectacle**.
- 9 h 7, **Le spectacle**.
- 9 h 15, **Le spectacle**.
- 10 h 15, **Le spectacle**.
- 11 h 30, **Musique** : Marcelle Meyer et le groupe des Six (et à 13 h 30 et 16 h).
- 12 h 5, **Vidéo** : avec R. Ruiz.
- 12 h 45, **Panorama** : la Révolution française.
- 14 h, **Le spectacle**.
- 14 h 5, **Un livre**, des voix : « L'Amour d'abac », de L.A. Prat.
- 14 h 45, **Les apogées de France-Culture** : les inconnus de l'histoire (Jean Stuenkel).
- 15 h 15, **Le spectacle**.
- 15 h 30, **Les grandes voix de la science moderne** : « le Bossu W », avec le professeur M. Fournier.
- 16 h, **Le spectacle**.
- 16 h 30, **Black and blue** : tribune de critiques de disques.
- 22 h 30, **Nuits magiques** : la vie culturelle et la musique du fascisme.

FRANCE-MUSIQUE

- 6 h 2, **Musiques du matin**.
- 7 h 5, **Concert** : « Une étonnante » : opéra de E. Chabrier, par le Nouvel Orchestre philharmonique, dir. J.E. Gardiner.
- 8 h 45, **Concert** : œuvres de Haydn, Prokofiev, par le Quatuor de Moscou.
- 9 h 5, **Le matin des musiciens** : Mozart selon Hildebrandt.
- 12 h, **Actualité lyrique**.
- 12 h 35, **Jazz** : un peu plus.
- 13 h, **Avant de repasser** : Ousou, Caga.
- 13 h 30, **Illusions solitaires** (congratulations au studio 119 le 21 avril) : œuvres de Bartok, A. Pichowka, avec Ch. A. Lina, K. Wanyu, violon, A. Pichowka, piano.
- 14 h, **Equivalences** : œuvres de Francesco, Bach, Beethoven.
- 14 h 30, **Les échos d'Orphée**.
- 15 h, **D'une oreille l'autre** : œuvres de Beethoven, Schubert, Duparc, Brahms, Sheppard, Soler, Liszt.
- 17 h 5, **Les intégrales** : œuvres pour piano seul de R. Gernsheim.
- 18 h, **Jazz**.
- 18 h 30, **Stallo-concert** (en direct du Théâtre du Ranelagh) : œuvres de Beethoven, par C. Coia, violoncelle, P. Cohen, piano.
- 19 h 35, **L'empire**.
- 20 h 20, **Concert** (salle de Stradivari) : « Lontano » de Ligeti, « Concerto pour piano et orchestre » de Liszt, « Symphonie n° 2 » de Tchaikowski, par l'Orchestre radio-symphonique de Stradivari, dir. H. L. sol. P. L. piano.
- 22 h 15, **Prélude à la nuit** : Italie, mode d'emploi. Œuvres de Busoni, Petrusini, Puccini, Rota, Respighi, Pizzetti, Respighi.

TRIBUNES ET DÉBATS

JEUDI 28 AVRIL

« Radio » et le Monde de l'Éducation présentent la deuxième partie de leur émission sur l'amour au lycée. A 19 heures, sur Radio 7.

« Christine Garin et Jean-Michel Croisemond participent à l'émission « Le téléphone sonne » de l'Éducation » au lycée. A 19 h 15, sur France-Inter.

VENREDI 29 AVRIL

« M. Jean Kasper, secrétaire national de la C.F.D.T., est invité à l'émission « Plaidoyer », sur R.M.-C., à 8 h 30.

COMMUNICATION

Vu

L'odeur des planches

Le théâtre, pour y être assis, soir après soir, pendant près d'un quart de siècle, pour m'être agité dans la nuit après la nuit dans des forêts de verre et de béton, prise au piège de périphériques rigides, tournicotent à la recherche d'une petite salle parvenue à grande hâte : pour avoir travaillé, jour après jour, côté jardin, côté cour et côté coulisses et vestiaires et toilettes et boîte à sel ; pour avoir assisté à des milliers de premières, d'auditions, de généralités, de coutures, de défilés, de répétitions et de danses ; pour avoir créé de toutes pièces et travaillé d'arrache-pied à bureau fermé, je m'étais juré qu'on ne m'y reprendrait plus.

Pourtant, mercredi soir, quand je me suis retrouvé au Théâtre des Amateurs, à Montparnasse, j'ai eu un coup au cœur. Et une irrépressible envie de reprendre ma corvée, de renouer, en attendant les trois coups, cette bonne vieille odeur de plâtre, de vitres, de poudre, de fards et de carton pâte dont le théâtre ne se dégageait que si l'on s'y engageait. Il s'agit d'un magazine (Le Théâtre et les hommes), un manuel, destiné à nous réconcilier des rencontres avec des gens, des auteurs — j'ai bien aimé celui de Combet de nègres et de chiens, il s'appelle Bernard-Marie Koltas et se présente avec une rare intelligence au jeu des questions. Ou des auteurs en scène, demain peut-être des auteurs, des œuvres ou des souffrances.

Agrippable à suivre, malgré quelques longueurs un peu bavardes, elles m'ont rappelé les péripéties de ces intimes entrecroisées dans des foyers changés en volières, il renvoie sur ce qui se passe, sur ce qui se prépare à Paris et en province. Il propose une approche rassurante, chaleureuse, à un art souvent difficile, qui réconcilie sans cesse d'indivisibles lors qu'il s'agit de Boulevard pour explorer de nouvelles voies le gros du troupeau pour tout dire à se laisser conduire, et gagner et séduire.

CLAUDE SARRAUTE.

Lu

« UNE LÉGÈRE GUEULE DE BOIS », d'Olivier Todd

Vous avez dit « gaullien » ?

Qui ose, désormais, parler « gaullien » ? an président de la République ? Peu de gens, vraisemblablement. C'était déjà vrai avant mai 1981. Ce doit être davantage depuis cette date qui a marqué l'accession de M. Mitterrand à la présidence de la République. On ne peut pas dire qu'il s'agit d'un « gaullien » : un pouvoir quasi absolu. Or, comme chacun sait, le pouvoir absolu isole absolument. Posant cette question, Olivier Todd donne implicitement la réponse et en conclut, fort logiquement, que pour parler « gaullien », il faut d'abord être « gaullien ».

As fil de la plume, la lettre devient un livre qui est une « œuvre » de pouvoir. Il le fait « sans haine » et, dit-il, « sans reproche à la droite ». Car l'auteur, licencié précisément en mai 1981 de l'Express (où il était rédacteur en chef), avait, lui aussi, fait un peu la fête le 10 mai. Il s'est réveillé avec « une légère gueule de bois ». Tout au long de ce bilan débalisé, même s'il se veut bienveillant, Olivier Todd dénonce un « gaullisme excessif », une « dérive » de certains dirigeants « accessibles » le premier ministre (comme dirait M. Barre) et moque, entre autres, la « belouardise prétentieuse » du ministre délégué à la culture.

Olivier Todd a du talent. Donc il fait moche. Mais ce talent est en même temps un service à l'objectivité : moins nobles que l'honnêteté subjective, qu'il revendique pour lui-même et qu'il prône — forte justement — à la télévision. Cette télévision, « notre malade nationale », qui a surtout en le tort, semble-t-il, de ne pas donner suite aux projets de l'auteur. Le règlement de comptes n'est pas loin. Demain.

Pas d'illustration est la partie de l'ouvrage consacré au comportement du chef de l'État, et

Au MIP-TV

L'homme de la quatrième chaîne et celui de la C.L.T.

De notre envoyé spécial

Cannes. — Comme toutes les grandes manifestations professionnelles, le marché international de programmes de télévision est une vaste caisse de résonance. Plus que les contrats de vente ou de coproduction préparés depuis de longs mois, ce qui compte ici, c'est évidemment l'ouverture, se sont dramatiquement vidés après l'intervention, samedi, de M. Georges Fillioud : prudence des acheteurs étrangers qui attendent la future société de commercialisation, découragement des services commerciaux des chaînes.

La quatrième chaîne sera « populaire »

Fort heureusement, deux spectres ne couloient, deux qui n'ont pas de stand et se figurent même pas dans le guide officiel de la manifestation, mais sont présentes dans toutes les conversations : la quatrième chaîne, Canal Plus, et la Compagnie luxembourgeoise de télévision (C.L.T.). Officialisée par M. Fillioud, Canal Plus est brutalement passé du stade d'Arlesienne à celui de réalité. Depuis, tout le monde se vante d'avoir rencontré l'homme de la quatrième chaîne, de lui avoir montré des programmes, d'avoir des espoirs sérieux. Mais les gens de la quatrième chaîne — ils sont trois ici à représenter le groupe Havas, qui pilote le projet — n'achètent pas. Ils se contentent de prendre des contacts avec des producteurs français et étrangers, d'étudier des tarifs, des calendriers, de discuter longuement avec quelques professionnels présents à Cannes comme Michel Drucker et Pierre Segal.

Havas en est encore au stade de l'étude. Trop de problèmes — suspens : les décodeurs tout d'abord. Malgré les assurances de M. François Schoeller, président de T.D.F., on ne voit pas comment les 500 000 décodeurs nécessaires au démarrage de la quatrième chaîne seront disponibles l'an prochain. Les industriels français semblent avoir du mal à monter des séries suffisantes et à proposer un appareil formant à moins de 800 F. M. André Rousselet, P.-D.G.

d'Havas, dispose de quelques propositions étrangères comme élément de pression. Trois autres questions font encore l'objet de négociations entre Havas et le gouvernement : le statut juridique de la quatrième chaîne, la part de programmes non codés, diffusés gratuitement, et leur financement.

De ces trois points dépendent toute la viabilité de l'opération et l'engagement final de Havas. Pour le moment, les services du groupe peaufinent les scénarios de programmation et le « ciblage » de la chaîne. Mais là, les envoyés de Havas se montrent très discrets. Une consigne gouvernementale récente précise que seuls M.M. Fillioud et Rousselet sont autorisés à parler du quatrième canal. Il est pourtant évident que deux événements récents ont modifié la conception de la quatrième chaîne : l'échec du canal britannique et l'arrêt du programme culturel de C.B.S. sur le câble américain. De quoi décourager tous ceux qui pensaient, à la suite du rapport de M. Dahan, que la quatrième chaîne serait la chaîne « jeunes adultes de trente ans mécontents des trois programmes » et soucieux de programmation culturelle et éducative. Toutes les études américaines montrent que l'abonné-type de la télévision payante est en contrepartie un gros consommateur de télévision, qui attend d'une codée des programmes grand public, haut de gamme. Cinéma, sport, spectacle, le menu est classique.

Coup de projecteur

Reste à savoir des programmes pour une chaîne qui, d'ici un an, doit diffuser six heures par jour : « Pas de problèmes », répondent les responsables de Havas, qui restent persuadés qu'une fois les bonnes structures mises en place la production ne manquera pas de suivre. Les récents mouvements de la Compagnie luxembourgeoise de télévision semblent leur donner raison. La Compagnie a le vent en poupe. Samedi dernier, M. Fillioud, après M. Claude Chysson, ministre des relations extérieures, a confirmé les négociations avec le Luxembourg pour le troisième canal du satellite. Dans une émission « Champs-Élysées », enregistrée à Cannes lundi pour être diffusée en Belgique, en Suisse, au Luxembourg comme en France, Michel Drucker — chargé de faire à la C.L.T. une remarquable promotion publique, R.T.L. qualifiée de meilleure télévision européenne, d'est étonnant, même si l'on sait que Jean Drucker, son frère, dirige la filiale française. Mais la présence dans la salle de M. Gustav Grass, président de la C.L.T., n'était sans doute pas étrangère à ce brusque coup de projecteur.

Contrôle à 54 % par Audiofilm — société dans laquelle on trouve Lambert (70 %) — la C.L.T. vit tranquillement sur les profits publicitaires de R.T.L. en France et en Belgique. Sa production télévisuelle ne s'est jamais distinguée par une grande originalité. Mais depuis quelques années la C.L.T. a beaucoup investi dans la presse et surtout dans l'audiovisuel. Parmi ses filiales françaises on dénombre ainsi Télé-Union, présidée par Jacques Antoine, le célèbre producteur de jeux radio-télévisés, T.T.C. société d'animation (Ulysse 31), les laboratoires V.C.T., le producteur des téléfilms d'Yves Montand, Barbara, Johnny Hallyday et Hammer Productions, une petite société qui produit vingt-cinq heures de télévision par semaine, dont la « Dernière séance » d'Eddy Mitchell.

C'est justement à M. Pierre Grimblat, président d'Hammer Productions, que M. Gustav Grass vient de confier la création d'un nouveau département de la C.L.T. : « Création et développements audiovisuels ». C'est le premier signe d'un investissement massif du groupe dans la production. « Ma mission, explique Pierre Grimblat, est d'accueillir des créateurs et des projets pour déboucher rapidement sur des productions audiovisuelles capables d'intéresser la C.L.T. » ses filiales, mais aussi notre actionnaire Havas et les chaînes de télévision, et tout d'abord la future quatrième chaîne. Je vais faire fonctionner un département en une sorte de forum — création culturelle — spectacles — constituer une banque de ressources directement opérationnelles. Le défi posé par les nouveaux moyens de diffusion est tel qu'il y a de la place pour tout le monde ».

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

Vendredi 29 avril
à 20 heures
COURSES
à
VINCENNES
Par jumelé
dans toutes les courses
Par trio
à chaque réunion
« Privé »
389-67-11
Prochaines soirées :
3 - 4 - 6 MAI

A ses lecteurs
qui vivent
hors de France
Le Monde
présente une
Sélection
hebdomadaire
Ils y trouveront une
sélection des informations,
commentaires et critiques
parus dans leur quotidien.

TRIBUNES ET DÉBATS
JEUDI 28 AVRIL
« Radio » et le Monde de l'Éducation présentent la deuxième partie de leur émission sur l'amour au lycée. A 19 heures, sur Radio 7.
« Christine Garin et Jean-Michel Croisemond participent à l'émission « Le téléphone sonne » de l'Éducation » au lycée. A 19 h 15, sur France-Inter.
VENREDI 29 AVRIL
« M. Jean Kasper, secrétaire national de la C.F.D.T., est invité à l'émission « Plaidoyer », sur R.M.-C., à 8 h 30.

Jeudi 28 avril

ANNONCES CLASSEES

OFFRES D'EMPLOI	77,00	11,11
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	81,67	81,67
AUTOMOBILES	52,00	81,67
AGENDA	81,67	81,67
PROP. COMM. CAPITAL	10,00	10,00

ANNONCES ENCADREES	13,00	15,42
D'EMPLOI	33,60	39,85
IMMOBILIER	11,11	11,11
AUTOMOBILES	11,11	11,11
AGENDA	11,11	11,11

L'immobilier

appartements ventes

1^{er} arrdt
EXCEPTIONNEL Part. vend. RUE SAINT-HONORE, magn. app. 2 p. pièces, entièrement rénové, eau, gaz, chauffage, URGENT. 287-43-37.

2^e arrdt
De charm. apt. d'architecte, 3 ch., 3 s., 2 b., 2 w.c., 100 m² de terrain, 15/16 h. 7, rue de la République. 287-43-37.

4^e arrdt
QUAI AUX FLEURS
Près N.-D., face Seine et St. Louis, revêtement 3 p., 80 m² de terrain, eau, gaz, chauffage, URGENT. 287-43-37.

5^e arrdt
QUAI CELESTINS
Studio en état de rénov. 4 p. pièces, 211.000 F. 287-43-37.

6^e arrdt
NEUF CONSTRUCTION EN COURS
Belle très grand luxe de 29 appartements. Livraison immédiate.

7^e arrdt
JARDIN PLANTES
1 et 2 rue Poliveau. 2 ou 3 p. pièces, duplex-terrasses. Prix moyen 18.000 F le m² terrain et dév.

8^e arrdt
APPARTEMENT TERNON
Tous les jours de 14 h à 18 h, café et dimanche. 287-43-37.

9^e arrdt
MAISON 327-82-40
Tous les jours de 14 h à 18 h, café et dimanche. 287-43-37.

10^e arrdt
CHAMPS-ÉLYSÉES
Belle villa, 100 m², 10 ch., 10 s., 10 b., 10 w.c., 100 m² de terrain, 15/16 h. 7, rue de la République. 287-43-37.

11^e arrdt
CHAMPS-ÉLYSÉES
Belle villa, 100 m², 10 ch., 10 s., 10 b., 10 w.c., 100 m² de terrain, 15/16 h. 7, rue de la République. 287-43-37.

12^e arrdt
CHAMPS-ÉLYSÉES
Belle villa, 100 m², 10 ch., 10 s., 10 b., 10 w.c., 100 m² de terrain, 15/16 h. 7, rue de la République. 287-43-37.

13^e arrdt
CHAMPS-ÉLYSÉES
Belle villa, 100 m², 10 ch., 10 s., 10 b., 10 w.c., 100 m² de terrain, 15/16 h. 7, rue de la République. 287-43-37.

14^e arrdt
CHAMPS-ÉLYSÉES
Belle villa, 100 m², 10 ch., 10 s., 10 b., 10 w.c., 100 m² de terrain, 15/16 h. 7, rue de la République. 287-43-37.

15^e arrdt
CHAMPS-ÉLYSÉES
Belle villa, 100 m², 10 ch., 10 s., 10 b., 10 w.c., 100 m² de terrain, 15/16 h. 7, rue de la République. 287-43-37.

16^e arrdt
CHAMPS-ÉLYSÉES
Belle villa, 100 m², 10 ch., 10 s., 10 b., 10 w.c., 100 m² de terrain, 15/16 h. 7, rue de la République. 287-43-37.

14^e arrdt
PLAISANCE 4 PCE
Imm. 12 ch., 10 s., 10 b., 10 w.c., 100 m² de terrain, 15/16 h. 7, rue de la République. 287-43-37.

15^e arrdt
ALÉSIA 2 PCE
Imm. 12 ch., 10 s., 10 b., 10 w.c., 100 m² de terrain, 15/16 h. 7, rue de la République. 287-43-37.

16^e arrdt
DENFERT
Imm. 12 ch., 10 s., 10 b., 10 w.c., 100 m² de terrain, 15/16 h. 7, rue de la République. 287-43-37.

17^e arrdt
EMILE-ZOLA
Imm. 12 ch., 10 s., 10 b., 10 w.c., 100 m² de terrain, 15/16 h. 7, rue de la République. 287-43-37.

18^e arrdt
EMILE-ZOLA
Imm. 12 ch., 10 s., 10 b., 10 w.c., 100 m² de terrain, 15/16 h. 7, rue de la République. 287-43-37.

19^e arrdt
EMILE-ZOLA
Imm. 12 ch., 10 s., 10 b., 10 w.c., 100 m² de terrain, 15/16 h. 7, rue de la République. 287-43-37.

20^e arrdt
EMILE-ZOLA
Imm. 12 ch., 10 s., 10 b., 10 w.c., 100 m² de terrain, 15/16 h. 7, rue de la République. 287-43-37.

21^e arrdt
EMILE-ZOLA
Imm. 12 ch., 10 s., 10 b., 10 w.c., 100 m² de terrain, 15/16 h. 7, rue de la République. 287-43-37.

22^e arrdt
EMILE-ZOLA
Imm. 12 ch., 10 s., 10 b., 10 w.c., 100 m² de terrain, 15/16 h. 7, rue de la République. 287-43-37.

23^e arrdt
EMILE-ZOLA
Imm. 12 ch., 10 s., 10 b., 10 w.c., 100 m² de terrain, 15/16 h. 7, rue de la République. 287-43-37.

24^e arrdt
EMILE-ZOLA
Imm. 12 ch., 10 s., 10 b., 10 w.c., 100 m² de terrain, 15/16 h. 7, rue de la République. 287-43-37.

25^e arrdt
EMILE-ZOLA
Imm. 12 ch., 10 s., 10 b., 10 w.c., 100 m² de terrain, 15/16 h. 7, rue de la République. 287-43-37.

26^e arrdt
EMILE-ZOLA
Imm. 12 ch., 10 s., 10 b., 10 w.c., 100 m² de terrain, 15/16 h. 7, rue de la République. 287-43-37.

27^e arrdt
EMILE-ZOLA
Imm. 12 ch., 10 s., 10 b., 10 w.c., 100 m² de terrain, 15/16 h. 7, rue de la République. 287-43-37.

28^e arrdt
EMILE-ZOLA
Imm. 12 ch., 10 s., 10 b., 10 w.c., 100 m² de terrain, 15/16 h. 7, rue de la République. 287-43-37.

immeubles immeubles

MONTREAL, CANADA
COTE SAINT-LUC : Première fois sur le marché, immeuble à appartements de luxe, de 86 logements : 1 à 3 salles de bains par logement. Revenu brut 574.000 \$. Revenu net 365.000 \$. Prix : 3,5 millions de \$, comptant, 1,5 million de \$.

CENTRE VILLE MONTREAL : Immeuble à appartements d'importance, ayant 293 logements et 4 locaux commerciaux. Revenu brut : 1.144.000 \$ de \$/an. Prix : 6,8 millions de \$. Aucune hypothèque.

WESTMOUNT : Immeuble à appartements de style victorien, contenant 43 unités de 2,5 à 7,5 pièces. Revenu brut : 242.000 \$. Prix : 1.995.000 \$. Comptant 500.000 \$. Bonne opportunité.

COMPLEXE A BUREAUX ET APPARTEMENTS : Tour à logements, 111 unités, 139.961 m² carrés, 17 étages, incluant toutes les facilités hôtelières. Tour à bureaux 16 étages, total de 177.585 m² carrés dont 129.222 d'espace locatif. Localisation de prestige. Revenu brut total : 3.563.164 \$. Revenu net : 2.083.000 \$. Prix : 17,9 millions de \$. Fermes. Comptant minimum requis : 5 millions de \$.

MONTREAL TRUST : 1, place Ville-Marie, 10 étages. Tél. : (514) 861-1111. ATTENTION : ROBERT WILLIAMS.

PARIS
EXCEPTIONNEL
Belle villa, 100 m², 10 ch., 10 s., 10 b., 10 w.c., 100 m² de terrain, 15/16 h. 7, rue de la République. 287-43-37.

PARIS
EXCEPTIONNEL
Belle villa, 100 m², 10 ch., 10 s., 10 b., 10 w.c., 100 m² de terrain, 15/16 h. 7, rue de la République. 287-43-37.

PARIS
EXCEPTIONNEL
Belle villa, 100 m², 10 ch., 10 s., 10 b., 10 w.c., 100 m² de terrain, 15/16 h. 7, rue de la République. 287-43-37.

PARIS
EXCEPTIONNEL
Belle villa, 100 m², 10 ch., 10 s., 10 b., 10 w.c., 100 m² de terrain, 15/16 h. 7, rue de la République. 287-43-37.

PARIS
EXCEPTIONNEL
Belle villa, 100 m², 10 ch., 10 s., 10 b., 10 w.c., 100 m² de terrain, 15/16 h. 7, rue de la République. 287-43-37.

PARIS
EXCEPTIONNEL
Belle villa, 100 m², 10 ch., 10 s., 10 b., 10 w.c., 100 m² de terrain, 15/16 h. 7, rue de la République. 287-43-37.

PARIS
EXCEPTIONNEL
Belle villa, 100 m², 10 ch., 10 s., 10 b., 10 w.c., 100 m² de terrain, 15/16 h. 7, rue de la République. 287-43-37.

PARIS
EXCEPTIONNEL
Belle villa, 100 m², 10 ch., 10 s., 10 b., 10 w.c., 100 m² de terrain, 15/16 h. 7, rue de la République. 287-43-37.

PARIS
EXCEPTIONNEL
Belle villa, 100 m², 10 ch., 10 s., 10 b., 10 w.c., 100 m² de terrain, 15/16 h. 7, rue de la République. 287-43-37.

PARIS
EXCEPTIONNEL
Belle villa, 100 m², 10 ch., 10 s., 10 b., 10 w.c., 100 m² de terrain, 15/16 h. 7, rue de la République. 287-43-37.

terrains

SOLOGNE
A vendre 23 km d'Orléans. Beau terrain, 100 m², 10 ch., 10 s., 10 b., 10 w.c., 100 m² de terrain, 15/16 h. 7, rue de la République. 287-43-37.

SOLOGNE
A vendre 23 km d'Orléans. Beau terrain, 100 m², 10 ch., 10 s., 10 b., 10 w.c., 100 m² de terrain, 15/16 h. 7, rue de la République. 287-43-37.

SOLOGNE
A vendre 23 km d'Orléans. Beau terrain, 100 m², 10 ch., 10 s., 10 b., 10 w.c., 100 m² de terrain, 15/16 h. 7, rue de la République. 287-43-37.

SOLOGNE
A vendre 23 km d'Orléans. Beau terrain, 100 m², 10 ch., 10 s., 10 b., 10 w.c., 100 m² de terrain, 15/16 h. 7, rue de la République. 287-43-37.

SOLOGNE
A vendre 23 km d'Orléans. Beau terrain, 100 m², 10 ch., 10 s., 10 b., 10 w.c., 100 m² de terrain, 15/16 h. 7, rue de la République. 287-43-37.

SOLOGNE
A vendre 23 km d'Orléans. Beau terrain, 100 m², 10 ch., 10 s., 10 b., 10 w.c., 100 m² de terrain, 15/16 h. 7, rue de la République. 287-43-37.

SOLOGNE
A vendre 23 km d'Orléans. Beau terrain, 100 m², 10 ch., 10 s., 10 b., 10 w.c., 100 m² de terrain, 15/16 h. 7, rue de la République. 287-43-37.

SOLOGNE
A vendre 23 km d'Orléans. Beau terrain, 100 m², 10 ch., 10 s., 10 b., 10 w.c., 100 m² de terrain, 15/16 h. 7, rue de la République. 287-43-37.

SOLOGNE
A vendre 23 km d'Orléans. Beau terrain, 100 m², 10 ch., 10 s., 10 b., 10 w.c., 100 m² de terrain, 15/16 h. 7, rue de la République. 287-43-37.

SOLOGNE
A vendre 23 km d'Orléans. Beau terrain, 100 m², 10 ch., 10 s., 10 b., 10 w.c., 100 m² de terrain, 15/16 h. 7, rue de la République. 287-43-37.

SOLOGNE
A vendre 23 km d'Orléans. Beau terrain, 100 m², 10 ch., 10 s., 10 b., 10 w.c., 100 m² de terrain, 15/16 h. 7, rue de la République. 287-43-37.

SOLOGNE
A vendre 23 km d'Orléans. Beau terrain, 100 m², 10 ch., 10 s., 10 b., 10 w.c., 100 m² de terrain, 15/16 h. 7, rue de la République. 287-43-37.

SOLOGNE
A vendre 23 km d'Orléans. Beau terrain, 100 m², 10 ch., 10 s., 10 b., 10 w.c., 100 m² de terrain, 15/16 h. 7, rue de la République. 287-43-37.

SOLOGNE
A vendre 23 km d'Orléans. Beau terrain, 100 m², 10 ch., 10 s., 10 b., 10 w.c., 100 m² de terrain, 15/16 h. 7, rue de la République. 287-43-37.

SOLOGNE
A vendre 23 km d'Orléans. Beau terrain, 100 m², 10 ch., 10 s., 10 b., 10 w.c., 100 m² de terrain, 15/16 h. 7, rue de la République. 287-43-37.

pavillons

ALGERES HAUT
Au pied du belvédère d'Alger, 100 m², 10 ch., 10 s., 10 b., 10 w.c., 100 m² de terrain, 15/16 h. 7, rue de la République. 287-43-37.

ALGERES HAUT
Au pied du belvédère d'Alger, 100 m², 10 ch., 10 s., 10 b., 10 w.c., 100 m² de terrain, 15/16 h. 7, rue de la République. 287-43-37.

ALGERES HAUT
Au pied du belvédère d'Alger, 100 m², 10 ch., 10 s., 10 b., 10 w.c., 100 m² de terrain, 15/16 h. 7, rue de la République. 287-43-37.

ALGERES HAUT
Au pied du belvédère d'Alger, 100 m², 10 ch., 10 s., 10 b., 10 w.c., 100 m² de terrain, 15/16 h. 7, rue de la République. 287-43-37.

ALGERES HAUT
Au pied du belvédère d'Alger, 100 m², 10 ch., 10 s., 10 b., 10 w.c., 100 m² de terrain, 15/16 h. 7, rue de la République. 287-43-37.

ALGERES HAUT
Au pied du belvédère d'Alger, 100 m², 10 ch., 10 s., 10 b., 10 w.c., 100 m² de terrain, 15/16 h. 7, rue de la République. 287-43-37.

ALGERES HAUT
Au pied du belvédère d'Alger, 100 m², 10 ch., 10 s., 10 b., 10 w.c., 100 m² de terrain, 15/16 h. 7, rue de la République. 287-43-37.

ALGERES HAUT
Au pied du belvédère d'Alger, 100 m², 10 ch., 10 s., 10 b., 10 w.c., 100 m² de terrain, 15/16 h. 7, rue de la République. 287-43-37.

ALGERES HAUT
Au pied du belvédère d'Alger, 100 m², 10 ch., 10 s., 10 b., 10 w.c., 100 m² de terrain, 15/16 h. 7, rue de la République. 287-43-37.

ALGERES HAUT
Au pied du belvédère d'Alger, 100 m², 10 ch., 10 s., 10 b., 10 w.c., 100 m² de terrain, 15/16 h. 7, rue de la République. 287-43-37.

ALGERES HAUT
Au pied du belvédère d'Alger, 100 m², 10 ch., 10 s., 10 b., 10 w.c., 100 m² de terrain, 15/16 h. 7, rue de la République. 287-43-37.

ALGERES HAUT
Au pied du belvédère d'Alger, 100 m², 10 ch., 10 s., 10 b., 10 w.c., 100 m² de terrain, 15/16 h. 7, rue de la République. 287-43-37.

ALGERES HAUT
Au pied du belvédère d'Alger, 100 m², 10 ch., 10 s., 10 b., 10 w.c., 100 m² de terrain, 15/16 h. 7, rue de la République. 287-43-37.

ALGERES HAUT
Au pied du belvédère d'Alger, 100 m², 10 ch., 10 s., 10 b., 10 w.c., 100 m² de terrain, 15/16 h. 7, rue de la République. 287-43-37.

ALGERES HAUT
Au pied du belvédère d'Alger, 100 m², 10 ch., 10 s., 10 b., 10 w.c., 100 m² de terrain, 15/16 h. 7, rue de la République. 287-43-37.

bureaux

LOCATIONS
VOTRE SIÈGE A PARIS
350 F. par mois
CONSTIT. DE SOCIÉTÉS
S.A.R.L. 776-44-88

RECH. 1 A 6 BUREAUX
562-82-14

NEUILLY-SUR-SEINE
800 m², grand standing
S.A.R.I. 776-44-88

PORTE MAILLOT
1.200 m² aménagés
S.A.R.I. 776-44-88

SEVRES
2.500 m² divisibles
S.A.R.I. 776-44-88

AVENUE D'ITALIE
1.200 m² divisibles
S.A.R.I. 776-44-88

PARIS-16
1.000 à 3.400 m²
S.A.R.I. 776-44-88

PARIS-16
1.000 à 3.400 m²
S.A.R.I. 776-44-88

PARIS-16
1.000 à 3.400 m²
S.A.R.I. 776-44-88

PARIS-16
1.000 à 3.400 m²
S.A.R.I. 776-44-88

PARIS-16
1.000 à 3.400 m²
S.A.R.I. 776-44-88

PARIS-16
1.000 à 3.400 m²
S.A.R.I. 776-44-88

PARIS-16
1.000 à 3.400 m²
S.A.R.I. 776-44-88

PARIS-16
1.000 à 3.400 m²
S.A.R.I. 776-44-88

PARIS-16
1.000 à 3.400 m²
S.A.R.I. 776-44-88

L'IMMOBILIER
dans
Le Monde
du Lundi au Vendredi
296-15-01



tion de
voyages
eau et les
par les
m. Faut-
gagne de
a. variée
e-Franco
e-recente
de franç
e l'entre
et et

Le Monde

économie

CONJONCTURE

CONFRONTÉ À UNE FORTE HAUSSE DES PRIX

Le gouvernement tente de préserver sa politique de modération salariale

La stratégie est-elle seule en cause dans la décision du gouvernement d'échelonner sur deux ans l'application de la taxe sur le tabac, ou bien la politique qui commence à manquer pour mettre en œuvre le plan de rigueur - courageux mais impopulaire - annoncé fin mars ?

La majoration des prix du tabac et des alcools avait été annoncée en septembre dernier par M. Bérégovoy pour rééquilibrer les comptes de la Sécurité sociale. Les hausses envisagées devaient rapporter 7 milliards de francs par an (6 pour le tabac, 1 pour l'alcool). C'était un ordre de grandeur sensiblement équivalent aux besoins de la Sécurité sociale : 5 à 10 milliards de francs de déficit envisagés pour 1983, après un trou de 10 milliards en 1982.

Six mois plus tard, la création de taxes sur le tabac et les alcools s'est trouvée justifiée par un autre souci - encore plus important - celui de peser sur la demande des ménages pour faire baisser les importations.

Lorsqu'ils mirent au point, fin mars, le plan d'assainissement financier MM. Mauroy et Delors avaient en tête d'agir prioritairement sur la consommation des Français, jugée excessive, et donc sur leur pouvoir d'achat. Le dispositif annoncé le 25 mars visait, les choses étaient très claires, à positionner 37 milliards de francs sur le revenu disponible des ménages, ce supplément s'ajoutant à ce qui avait déjà été décidé : tarifs publics et taxes sur le tabac et les alcools.

En agissant ainsi, c'est-à-dire en freinant indirectement les achats à l'étranger par « appauvrissement » relatif des ménages, les pouvoirs publics évitaient des mesures directes aux frontières et l'engorgement protectionniste qu'elles risquaient de susciter.

Ce plan tardif mais cohérent a-t-il sous-estimé les risques que représente pour la France un assainissement financier basé, notamment, sur une hausse des prix supérieures aux augmentations de salaires ?

La taxe sur le tabac aurait eu pour résultat de réduire de 25 % le prix des cigarettes. Avant les élections municipales, M. Bérégovoy avait annoncé qu'elle s'appliquerait dès avril en même temps que la taxe sur les alcools. L'application de la taxe fut la suite reportée au 1^{er} juillet pour le tabac, une hausse de cette ampleur entraînant une forte poussée de l'indice des prix (1,3 à 1,4 pour le mois de mai, contre 0,4 % au titre de la seule taxe).

L'objectif des 8 %

Trois éléments ont incité le gouvernement à faire machine arrière et à ne retenir qu'une hausse de 5 % des prix du tabac. Le premier - et le plus important - est le risque que

fait courir à la politique salariale mise en place par M. Delors une hausse des prix qui, sur l'année, dépasserait trop fortement l'objectif officiel de 8 %. Les mauvais résultats du premier trimestre (+ 2,5 % de hausse) montrent que ce risque est grave. En fait, sur sa lancée actuelle, avec la stratégie économique mise en place et la poussée du dollar, la hausse des prix dépasserait les 9 %, voire probablement les 9,5 %.

Difficile dans ces conditions de continuer à négocier des accords salariaux basés sur des augmentations de 10 % pour les deux années 1982 et 1983. D'autant plus difficile que bon nombre d'accords seront discutés en juillet, au moment précisément où l'indice des prix aurait fait un bond de 1,3 à 1,4 %. Or il faut bien voir que la réussite ou l'échec du plan Delors dépend en grande partie de la réussite ou de l'échec de sa politique de modération salariale : modération des évolutions nominales (pour préserver la compétitivité de nos prix sur les marchés étrangers), modération du pouvoir d'achat pour rétablir notre commerce extérieur.

La deuxième raison qui a incité le gouvernement à faire machine arrière est la désinflation qui s'accroît dans le monde. On peut estimer que la hausse des prix ne dépassera pas en moyenne 4 % cette année dans les grands pays industrialisés (Etats-Unis, Royaume-Uni, R.F.A., Japon, Pays-Bas). De ce point de vue, l'objectif Delors d'une hausse de 8 % est déjà bien peu ambitieux, s'il était largement dépassé, creuserait par trop les écarts de taux d'inflation entre la France et ses concurrents.

Dans ces conditions - et c'est la troisième raison du changement gouvernemental - le franc serait de nouveau attaqué et une dévaluation inévitable.

Ne pas vivre au-dessus de nos moyens

Toutes ces raisons doivent être prises en compte par le gouvernement. Il est des « politiques de l'indice » bêtes, parce que les raisons qui les motivent sont à courte vue. Cette fois, les motifs qui amènent le gouvernement à redonner une certaine priorité à l'évolution des prix sont graves. L'assainissement financier implique notamment de faire payer les services et les produits à leur juste prix. Cet objectif s'impose à l'évidence sur une longue période pour vaincre l'inflation et ramener la demande intérieure à des niveaux compatibles avec notre production (ne pas vivre collectivement au-dessus de nos moyens). Dans l'immédiat, il fait courir un risque. N'est-ce pas ce risque que fait échouer M. Barre dans ses tentatives pour la hausse de

en 1978, 1979, 1980 ? L'ancien premier ministre en procédant à une brutale opération de « désinflation » en mai-juin-juillet 1978 avait peut-être à l'époque compromis le ralentissement des hausses salariales qui déjà s'imposait de toute urgence (1).

Que les problèmes de France demeurent. Les 2 milliards de francs rendus à la demande des ménages - par suppression de la quasi-totalité du prélèvement à l'impôt - en complète contradiction avec l'esprit du plan de rigueur du 25 mars, dont on peut déjà se demander s'il est suffisant. Les problèmes qui viennent maintenant à la surface sont ceux de la stratégie d'assainissement financier mise en place il y a un mois, ou si la décision qui vient d'être prise concernant le tabac préfigure d'autres reculades devant le mécontentement syndical, professionnel ou politique.

Le premier le gouvernement annonce prochainement des mesures destinées à compenser la taxe tabac. Ce pourrait être une hausse des cotisations sociales ou de l'assurance-chômage, l'UNEDIC étant aussi en tendance à l'augmentation. Dans l'autre hypothèse, la recrudescence s'amplifiera. Elle concernera d'abord - on peut le prévoir - le deuxième « d'augmentation des tarifs publics qui sera alors primé (2).

ALAIN VERNHOLLES.

(1) Les tarifs publics (hors énergie) avaient été relevés de 8 % en mai 1978, de 4 % en juin, de 2 % en juillet. Ces hausses avaient entraîné une augmentation de 1,4 % de l'indice. Parallèlement, les tarifs de l'énergie étaient relevés de 2,5 % en mai, de 2 % en juin, 1 % en juillet.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ les - les	Rep. + ou -	Rep. + ou -	Rep. + ou -
SE-UL	7,3900 7,3915	+ 205 + 240	+ 405 + 430	+ 1040 + 1160
Scm	5,9020 6,0220	+ 140 + 180	+ 295 + 345	+ 750 + 875
Yen (100)	3,1070 3,1180	+ 160 + 185	+ 315 + 345	+ 870 + 940
DM	2,9985 3,0000	+ 190 + 210	+ 370 + 400	+ 1030 + 1095
Mark	2,6620 2,6640	+ 120 + 170	+ 305 + 330	+ 845 + 910
F.S. (100)	15,0400 15,0500	+ 225 + 245	+ 465 + 510	+ 1050 + 1130
F.S.	3,5750 3,5780	+ 200 + 285	+ 600 + 680	+ 1410 + 1510
L. (100)	5,0435 5,0460	+ 130 + 70	+ 300 + 280	+ 1195 + 980
L.	11,5600 11,5750	+ 285 + 290	+ 590 + 465	+ 1130 + 1345

TAUX DES EURO-MONNAIES

	8 5/8	9	8 3/4	9 1/8	8 13/16	9 3/16	9	9 5/16
SE-UL	4 3/4	5 1/8	4 11/16	5 1/2	4 3/4	5 1/8	5	5 1/16
DM	4 3/4	5 1/8	4 11/16	5 1/2	4 3/4	5 1/8	5	5 1/16
F.S. (100)	9	11	9 3/4	11 1/2	9 3/4	11 1/2	9 3/4	11 1/2
F.S.	11	14	9 1/16	11 1/16	9 1/16	11 1/16	9 1/16	11 1/16
L. (100)	13	15	14 1/2	15 1/2	14 1/2	15 1/2	14 1/2	15 1/2
L.	19 1/2	20 1/2	18 1/2	19 1/2	18 1/2	19 1/2	18 1/2	19 1/2
F. (100)	12	13 3/4	12	13 3/4	12	13 3/4	12	13 3/4

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

Le pouvoir d'achat des Français devrait baisser en 1983

La reprise de l'économie mondiale, vainement attendue fin 1982, devrait se produire en 1983, mais elle sera lente et contrastée, et son impact sur l'économie française sera limité, note l'INSEE dans sa « note lourde » de conjoncture diffusée ce mercredi 27 avril.

C'est aux Etats-Unis qu'une reprise relativement soutenue paraît maintenant en cours. On attend un effet d'entraînement sur l'économie mondiale caractérisé notamment par la baisse du prix du pétrole. Avec un léger retard, la R.F.A. et la Grande-Bretagne, « qui ont en 1981 et 1982, fortement réajusté leur inflation et rétabli l'équilibre de leur balance », pourraient entraîner la reprise européenne. Au total, la croissance en 1983 dans la C.E.E. pourrait être de l'ordre de 0,5 %, contre 0,2 % en 1982 et un recul de 0,4 % en 1981.

Pour la France, les mesures adoptées le 25 mars 1983, confirment le ralentissement des dépenses publiques et accentuent les prélèvements sur les ménages.

La hausse des prix de détail pourrait atteindre 5 % sur le premier semestre, mais la tendance au regain des inflationnistes. Même en admettant qu'un ralentissement intervienne au second semestre, il ne semble pas que la norme initiale de 8 % en ensemble sur l'année puisse être maintenue.

Le pouvoir d'achat. Il est difficile de prévoir l'impact du ralentissement des prix sur la formation des salaires en 1983. Quel qu'il en soit, les prélèvements nouveaux, décidés le 25 mars, provoqueront une baisse

SELON L'INSEE

du pouvoir d'achat du revenu disponible brut des ménages : celui-ci diminuerait de 1,3 %, si on impute l'emprunt obligatoire de 10 % sur le revenu disponible, de 1,4 %, si cet emprunt obligatoire est considéré comme une forme d'épargne.

L'épargne et le crédit. Si l'on se réfère aux comportements antérieurs, note l'INSEE, les ménages devraient répercuter les prélèvements brutaux de leur revenu sur leur épargne plutôt que sur leur consommation, qui moins en premier temps. Le taux d'épargne s'élevait en 1982, à 14,6 % contre 15,8 % en 1981.

Au premier semestre, cependant, les ménages pourraient avoir tendance à reconstituer partiellement les placements antérieurs. Il en résulte que la consommation stagnera sur l'ensemble de l'année. Sa progression sera légèrement positive si elle est évaluée en moyenne annuelle (+ 0,6 %), mais négative si elle est mesurée en glissement (décembre 1982 par rapport à décembre 1983, - 0,4 %).

L'équilibre extérieur. La baisse de la demande intérieure pèsera sur les importations. Celles-ci devraient connaître un recul, en 1983, de l'ordre de 1,3 % en moyenne annuelle, contre 1,1 % l'amélioration de la com-

pétitivité française des remaniements monétaires. Les exportations bénéficieraient également de ces gains de compétitivité : elles augmenteraient de 1,4 % en 1983, contre 1,3 % en 1982. Le déficit de l'équilibre extérieur serait ainsi ramené de 2,2 milliards de francs contre 93 milliards en 1982.

L'emploi. Le rééquilibrage dans le partage de l'offre au profit des producteurs nationaux et la reprise des exportations ne suffiront pas à compenser la baisse de la demande intérieure. La production industrielle pourrait baisser d'environ 2,5 % en glissement annuel (- 1,1 % au cours du premier trimestre). Les effectifs de l'industrie devraient donc continuer à baisser.

L'ensemble des effectifs salariés pourrait diminuer de 0,5 % (soit cent mille emplois de moins environ, entre la fin de 1982 et la fin de 1983), ce qui ne compensera pas l'augmentation de la demande administrative (+ deux cent mille environ). Le chômage pourrait atteindre 2,2 millions de personnes en fin d'année.

Le revenu disponible des ménages a augmenté de 2,3 % en 1982

Très mauvais résultat des comptes des entreprises

Le revenu disponible brut des ménages a augmenté de 2,3 % en 1982, selon les Comptes de la nation - que vient de publier l'INSEE - une année d'information. Si l'on élimine l'effet de la baisse des prix (1), le pouvoir d'achat du revenu disponible a progressé de 2,3 %.

Le revenu disponible brut des ménages ne constitue pas le revenu disponible (salaires) mais aussi des impôts et des cotisations sociales. Il concerne les ménages, mais aussi les entreprises et les administrations. Le revenu disponible des ménages, le revenu disponible des entreprises et le revenu disponible des administrations ont augmenté de 2,3 % en valeur réelle.

Les comptes des entreprises ont un revanche très mauvais. Le résultat brut d'exploitation a diminué de 1,3 % en 1982, ce qui reste aux entreprises après versement des impôts, des cotisations et des impôts directs. Le résultat brut d'exploitation a diminué de 1,3 % en 1982, ce qui reste aux entreprises après versement des impôts, des cotisations et des impôts directs.

ÉNERGIE

M. AUROUX : il faut fermer des puits de mine

Interrogé, mercredi 27 avril, à l'Assemblée nationale, lors de la séance consacrée aux questions d'actualité par M. Mitterrand (P.S. Mo-selle) sur l'énergie, le ministre du charbon, M. Auroux, a déclaré : « Il faut sélectionner en fonction de l'intérêt national et des besoins locaux, dans le respect d'une solidarité durable, les gisements qu'il faut maintenir et les exploitations, trop déficitaires, qu'il faut fermer. L'aide de l'Etat ne diminuera pas par la période d'adaptation aux nouvelles réalités du marché. Il a ajouté que les Charbonnages de France « pourront passer à l'Etat, les collectivités locales, les régions, les conventions pour créer des sociétés d'industrialisation, cela afin de favoriser l'actions de développement économique, les sociétés d'économie mixte, créées dans les mêmes conditions, pourront prendre en charge la gestion du patrimoine des Houillères ».

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE
WILAYA DE SKIKDA
DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT AGRICOLE
DE LA RÉVOLUTION AGRAIRE ET DES FORÊTS
OPÉRATION N° 5.242.5.141.00.02
ACQUISITION DE MATÉRIELS DE MIELLERIE
POUR L'ÉQUIPEMENT DE LA CASS/APICOLE
DE LA WILAYA DE SKIKDA

Avis d'appel d'offres national et international

Un avis d'appel d'offres national et international est lancé en vue de l'acquisition du matériel ci-après :
- Matériels pour MIELLERIE.
- Matériels pour MENUISERIE (1 tonneuse à arbre horizontal avec table pneumatique et 8 clousseuses pneumatiques).

Les soumissionnaires intéressés par le présent appel d'offres peuvent retirer les dossiers de soumissions auprès de la Direction de Développement Agricole de la Révolution Agraire et des Forêts de la Wilaya de SKIKDA, site avenue Brahim MAÏZA - SKIKDA.

Les documents accompagnés des pièces fiscales et administratives prévues par la réglementation en vigueur, seront remis en double exemplaire à Monsieur le WALI DE LA WILAYA DE SKIKDA - SECRÉTARIAT GÉNÉRAL - SERVICE DU BUDGET ET DES DÉPENSES FINANCIÈRES - BUREAU DES MARCHÉS. L'enveloppe extérieure doit porter la mention : « Appel d'offres national et international - à ne pas ouvrir - acquisition de matériel pour miellerie ».

La date limite de dépôt des offres est fixée à 15 jours à compter de la date de parution du présent avis.

Le présent appel d'offres s'adresse aux seuls fabricants et producteurs à l'exclusion des regroupements, représentants et firmes intermédiaires et ce conformément aux dispositions de la loi n° 7802 du 11 février 1978 portant monopole de l'Etat sur le commerce extérieur.

Les soumissionnaires doivent joindre à leurs dossiers un certificat délivré par la Chambre de commerce et de l'industrie du lieu de leur résidence, attestant qu'ils ont effectivement la qualité de fabricant et de producteur.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant 90 jours.

AFRIQUE NOIRE

"L'ÉVASION EST ENCORE POSSIBLE..."

A partir de 4.180 F. (sans limitation de devises)
voir l'agence AIR AFRIQUE ou votre Agence de voyages.



BENIN - CENTRAFRIQUE - CONGO
CÔTE D'IVOIRE - HAUTE VOLTA - MAURITANIE
NIGER - SÉNÉGAL - TOGO - TOGO
(18 jours - logement et petit déjeuner)

AIR AFRIQUE
AIRTOUR AFRIQUE

PLANS/CONTRECALQUES

PARTIR D'UN ORIGINEL
ETRAVE 38 Av. Daumesnil PARIS 12e - 347 21 32 - Tx 220064

avril !

11 mois étonnant chez NEUBAUER pour tout achat d'une

104 PEUGEOT • TALBOT SOLARA
TALBOT HORIZON • TALBOT SAMBA



Le meilleur prix - le meilleur service
NEUBAUER
M. GÉRARD 821.60.21

AFFAIRES

LE FINANCEMENT DE L'INDUSTRIE

I. - Le nerf de la guerre

par JEAN-MICHEL QUATREPOINT

Pas d'économie prospère sans une industrie forte, moderne et compétitive ! Il aura fallu quelques années pour que la France et ses classes dirigeantes reprennent peu à peu conscience de cette évidence. Rares sont les entreprises qui ont été l'objet de tant de sollicitude orale. Pas un discours ministériel qui ne fasse appel à la mobilisation industrielle, au dynamisme des patrons et des cadres, qui ne lance un hymne à la création d'entreprise.

Sans doute dissimulera-t-on longtemps sur les responsabilités des uns et des autres, sur les parts respectives de l'avant et de l'après-10 mai dans les difficultés des entreprises françaises. Peu importe après tout cette querelle sur l'héritage, car les causes structurelles des problèmes de l'industrie française relèvent en fait d'une responsabilité collective. De la gauche comme de la droite, du patronat comme des syndicats. Et d'une technocratie qui a, par trop, privilégié le développement d'un lobby financier au détriment de l'esprit d'entreprise.

Aujourd'hui, les faits sont là. Les déficits s'accumulent. Dans le secteur public où les pertes se chiffrent en dizaines de milliards. Dans le secteur privé où des grands noms comme Peugeot, Michelin, Cressat-Loire plongent dans le « rouge », où les fermetures succèdent aux fermetures, et nombreux sont les industriels publics ou privés qui s'inquiètent tout à la fois de la baisse de leur compétitivité et de leur marge de profit.

Sans doute, le tableau n'est-il pas aussi noir, et l'industrie française n'est-elle pas - encore ? - un vaste cimetière. Pourtant, même si au gouvernement on Rue de Rivoli, certains se consolent en expliquant que « la situation financière des entreprises est finalement moins mau-

vaise que ce que l'on pouvait craindre il y a quelques mois », que « leurs marges devraient s'améliorer lentement », il reste que, sans un effort massif, rapide et surtout spectaculaire en faveur, l'industrie française continuera de se déliter. Pour le plus grand profit de ses concurrents. Cet effort tant prôné dans les discours doit aujourd'hui se traduire sur le terrain. Il passe, qu'on le veuille ou non, par un transfert de ressources au profit de l'industrie. Il passe aussi par un retour à la « base », point de passage obligé de toute mobilisation des hommes... et de leur argent.

Un point de B.N.P.

En 1979, les investissements industriels s'élevaient à 115 milliards de francs, dont 36 milliards de francs dans le secteur de l'énergie et 13 milliards de francs pour les industries agricoles et alimentaires. Ce chiffre est en fait le résultat de ce qui se passe en France en 1979, au budget de l'Etat (115 milliards de francs) et au budget social de la France (680 milliards de francs).

En 1982, la tendance à l'investissement se serait encore dégradée en termes réels. M. Chevènement a chiffré à 115 milliards de francs l'investissement (hors B.T.P., énergie) de l'industrie agro-alimentaire. Pour un P.N.B. de 3 000 milliards de francs et un budget social public de 1 000 milliards de francs.

Ce chiffre de 62 milliards de francs est contesté même par les services de la Rue de Rivoli.

Pourtant de récents travaux de M. André Girard semblent le confirmer (1). L'ancien ministre de l'Industrie, qui s'est livré à une minutieuse analyse des comptes de la Nation et d'un document du Conseil national du crédit, estime que la situation par rapport à 1979 s'est encore dégradée en francs constants. Le chiffre de 62 milliards de francs lui paraît donc proche de la réalité. M. Girard est également parvenu à quelques autres conclusions qui prouvent, si besoin en était, la faible place que l'industrie occupe dans le système économique et financier français.

Ainsi, les encours de crédits accordés aux investissements industriels proprement dits (hors énergie, transport et télécommunication) représentaient à fin 1981 92,2 milliards de francs contre 859 milliards de francs pour les seuls encours de crédits immobiliers. En ce qui concerne les encours de crédits privilégiés (les prêts bonifiés), 134 milliards seulement ont été consacrés à l'investissement industriel, contre 545 milliards au logement et 197,3 aux collectivités locales.

Rien d'étonnant donc à ce que de divers côtés, au ministère de l'Industrie comme dans d'autres instances, au sein de l'ancien comme de l'actuel majorité, on conclue à la nécessité de transférer annuellement environ 1 point de P.N.B., soit 30 milliards de francs, vers l'industrie. Cela afin de retrouver le niveau d'investissement qui était celui des

débuts de la précédente décennie. Reste à savoir où trouver cet argent et comment le transférer.

Avec une croissance qui tend vers zéro, l'argent ne peut venir que d'un transfert. Celui-ci peut prendre diverses formes. Fonction sur les ménages, certaines catégories sociales, le commerce. Réorientation des circuits d'épargne : faire moins par exemple pour l'immobilier ou les collectivités locales et plus pour l'industrie. Allègement des charges des entreprises, augmentation de la fiscalité indirecte. La panoplie est vaste et non limitative. Encore faut-il faire des choix, les expliquer et les faire appliquer.

Avec des entreprises hyper-endettées qui doivent à des financiers des pourcentages qui atteignent en moyenne 10,5 % de la valeur ajoutée, dépassent parfois 10 % de leur chiffre d'affaires, le recours à l'emprunt classique n'est plus une solution. Ce dont elles ont besoin, c'est plus de fonds propres, de « cash », que de prêts, même bonifiés. Une notion que les pouvoirs publics ont parfois du mal à admettre. L'argent ne peut donc venir que de trois sources : de l'Etat sous forme d'aides directes ; de l'autofinancement des entreprises ; de l'épargne privée investie directement.

Il est un secret sur lequel une poignée de hauts fonctionnaires veulent jolusement : celui des aides à l'industrie, de leur ventilation détaillée par type d'action, de leurs principaux bénéficiaires.

En 1979, un inspecteur des finances, M. Hervé Hannon,

aujourd'hui conseiller technique de M. Mauroy, rédigeait un rapport sur les aides publiques à l'industrie. Ce rapport était bien vite enfermé dans un coffre de la Rue de Rivoli. Toutefois, certaines de ses conclusions avaient filtré. M. Hannon dénonçait notamment l'excessive concentration des aides sur une demi-douzaine de groupes industriels (aujourd'hui nationalisés à l'exception d'Alcan-Schneider) et la faible efficacité économique de ce soutien public.

Quelques mois plus tard, une version expurgée et aménagée du rapport était publiée. Malgré son flou sur l'affectation des sommes, on y apprenait qu'en 1976 le montant des concours publics à l'industrie était de l'ordre de 15 milliards de francs, se ventilant en 9,5 milliards pour les aides sectorielles spécifiques, 4 milliards pour les aides à l'exportation et 1,6 milliard pour les « aides non spécifiques ».

Depuis, même des ministres « techniques », sous l'ancien comme sous le nouveau septennat, se sont heurtés à un mur du silence. Ainsi en est-on réduit à des approximations, à quelques chiffres globaux qui, si même de leur généralité, donnent lieu à contestation et ne permettent pas d'avoir une vision claire d'un phénomène pourtant essentiel dans le débat économique.

Le seul document public donnant quelques précisions est un rapport du Commissariat général du Plan d'avril 1982. En 1981, les aides à l'industrie s'élevaient à 16,5 milliards de francs.

Au Luxembourg

AUGMENTATION DES IMPOTS POUR SAUVER L'ARBED

La société sidérurgique luxembourgeoise ARBED représente presque 1/3 du P.N.B. du grand-Duché. Or, elle est de l'acier, sa production a encore chuté de 28 % dans les premiers mois de 1983. Ses pertes en 1982 avaient atteint 646 millions de francs français.

Pour redresser la situation, le gouvernement a décidé de mobiliser l'ensemble du pays. Chaque citoyen paiera un surcroît d'impôt sur le revenu de 10 %, la T.V.A. passera à partir de juillet de 10 % à 12 % sur les produits de luxe et de 5 % à 8 % pour les produits de première nécessité.

Le gouvernement en attend un surplus de recettes de 1,125 milliard de francs français pour financer une nouvelle vague massive de dépenses. Actuellement, excepté mille, les effectifs devraient être ramenés à cinq mille en 1987. Toutefois, le plan prévoit une baisse des salaires de 10 % sur deux ans, alors que les syndicats ont déjà obtenu une promesse d'augmentation de 7,5 % en 1983.

50,9 milliards de francs, dont 14,6 milliards pour la recherche, 8 milliards pour les investissements, 18,8 milliards pour la reconstruction des biens (il s'agit, en fait, pour l'essentiel de la conversion des prêts du F.D.E.S. à la sidérurgie) et 1,5 milliard pour l'emploi.

En 1982, selon des indications officielles, le montant des aides aurait atteint 55 milliards de francs, dont une quinzaine pour la recherche, 25 milliards pour l'exportation (y compris le réajustement à la Banque de France et les « ministres » garantis par la Coface), 3 milliards pour les restructurations industrielles, 1 milliard de prêts participatifs simplifiés. Les dotations en capital des entreprises nationalisées et les subventions d'équilibre du secteur public ne sont pas incluses dans ce montant.

Le C.N.P.F. s'est livré, de son côté, à quelques calculs. S'il parvient globalement à un chiffre voisin de celui avancé par les pouvoirs publics, la ventilation de ces aides et leur présentation sont profondément différentes. Sur un total estimé de 60 milliards de francs (dont lequel les dotations en capital du secteur public concurrentiel sont intégrées), le patronat insiste sur le fait que 15 milliards seulement iraient vers le secteur privé. Les aides sectorielles seraient voisines de 9 milliards, les aides générales à l'investissement de 12,5 milliards et celles à l'exportation de 4 milliards seulement.

Au-delà de ces interprétations divergentes, une première constatation s'impose. Les aides de l'Etat à l'industrie ont sensiblement progressé ces dernières années, notamment vers l'exportation. Aujourd'hui, compte tenu des contraintes budgétaires, il semble difficile que l'Etat puisse faire plus. Mais il peut faire mieux !

Prochain article :

II - CHOISIR ENFIN !

1^{er} ouvrage prenant en compte le résultat des dernières élections prud'homales

Gérard ADAM

Le pouvoir syndical

Préface de Jean-Daniel Reynaud

Collection L'art économique 86-F

HOMMES D'AFFAIRES, OUI LE MONDE EST OUVERT !



VOUS CONTINUEZ VOTRE ACTION, NOUS POURSUIVONS NOS EFFORTS.

Hommes d'affaires, la réglementation sur les services ne limite pas votre action à l'étranger. Oui, avec Air France, le monde est ouvert. Pour vous aider à l'aborder, nous vous offrons les meilleures conditions, Air France met à votre disposition :

• 6000 hommes et femmes d'Air France, bien intégrés dans les 73 compagnies par Air France. Ils travaillent chaque jour pour préparer votre arrivée au sein des 150 compagnies du réseau Air France. Nos directeurs régionaux sont à votre disposition pour vous aider à réussir votre voyage.

• De nouvelles lignes Air France en 1983. Après Stuttgart, Pise-Florence, Aéroport de la Toscane, ouvre le 9 mai, Dublin le 15 juin, Séoul le 4 juillet.

• La flotte d'Air France s'enrichit de nouveaux appareils. La mise en service de 12 Boeing 737 permet de développer les dessertes du moyen-courrier.

• De nouvelles facilités hôtelières dans les Meridien, les hôtels d'Air France à travers le monde : la préparation de votre hébergement avant de quitter la France. Les montants correspondants ne seront pas à déduire de votre allocation voyage.

• Air France Cargo est à votre disposition pour assurer le transport de vos produits dans le monde entier.

Hommes d'affaires, les hommes d'Air France vous aident à réussir sur tous les marchés internationaux. Oui, avec Air France, le monde est ouvert.

AIR FRANCE, DES HOMMES AU SERVICE DE LA FRANCE.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE PRÉFECTURE DU BAS-RHIN

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE DES COLLECTIVITÉS LOCALES ET DES AFFAIRES CULTURELLES 1^{er} Bureau

AVIS

Une instruction administrative est ouverte sur les demandes présentées par ELECTRICITE DE FRANCE en vue de la déclaration d'utilité publique des raccordements du poste d'interconnexion et de transformation de MARLENHEIM.

Il s'agit en l'occurrence :

a) du raccordement à deux circuits 400 KV à la ligne électrique BEZAU-MONT-MULHAC.

b) des raccordements à deux circuits 225 KV à la ligne électrique SARREBOURG-GRAFFENSTADEN-BATZENDORF.

Conformément au décret n° 77-141 du 12 janvier 1977, pris pour l'application de l'article 7 de la loi n° 48 du 10 juillet 1976 relative à la protection de la nature, le dossier présenté par ELECTRICITE DE FRANCE comporte une étude d'impact sur l'environnement.

Durant une période de deux mois à compter du 9 mai 1983, le public pourra prendre connaissance de cette étude d'impact pendant les heures de bureau des bureaux des collectivités locales et après :

- à la Préfecture du Bas-Rhin, 5, Place de la République à STRASBOURG (bureau n° 127).

- à la Sous-Préfecture de STRASBOURG-CAMPAGNE, Immeuble « La Sébastopol », 1^{er} étage, 3, quai Kléber à STRASBOURG.

- à la Sous-Préfecture de MOLSHEIM, route de Metz à MOLSHEIM (bureau n° 1).

- à la Sous-Préfecture de SELESTAT-ERSTEIN, 4, rue de la 1^{re} Armée à SELESTAT.

- à la Direction départementale de l'Industrie pour la région Alsace, 6, rue d'Alsace.

- ainsi que dans les mairies des chefs-lieux de cantons à savoir : TRUCHERSHEIM, MOLSHEIM, WASSLONNE, ROERHEIM, OBERNAI, ERSTEIN, BENFELD, BARR et SELESTAT.

Dans un souci d'une plus large information du public sur ce projet vital pour l'alimentation en énergie électrique du département du Bas-Rhin et pour faciliter la consultation de l'étude d'impact, un dossier sera déposé dans chacune des communes concernées par cette opération. Il s'agit :

- | | |
|--------------------------|----------------|
| - ALTORF | - KERTZELD |
| - BACH-GRAND | - KOGENHEIM |
| - CHATEAUX | - KUTTLERSHEIM |
| - DACKENHEIM | - MARLENHEIM |
| - DAHLHEIM | - METZ-GRAND |
| - DAMBACH-LA-VILLE | - NIEDERNAI |
| - DORLSHEIM | - NORDHEIM |
| - ECKENHEIM | - SCHERWILLER |
| - EPPEN | - SEIMERSHEIM |
| - ERGENSHEIM | - STUTZHEIM |
| - FESSENHEIM-LA-BAS | - VAL |
| - FURDENHEIM | - WESTHOUSE |
| - GRISHEIM-PRÈS-MOLSHEIM | - ZELLWILLER |

Le public pourra faire part de ses observations éventuelles sur le registre prévu à cet effet.

STRASBOURG, le 22 avril 1983
P. LE COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,
LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL,
Jacques DESCHAMPS

Handwritten signature or stamp at the bottom of the page.

AGRICULTURE

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS
WILAYA DE SKIKDA

DIRECTION DES INFRASTRUCTURES DE BASE

OPÉRATION N° 5.524.1.141.00.06

ÉTUDE D'EXTENSION ET D'AMÉNAGEMENT DU PORT DE COLLO

Avis d'appel d'offres national et international

Un avis d'appel d'offres national et international est lancé en vue de réalisation des études d'extension et d'aménagement du port de COLLO.

Les bureaux d'études spécialisés dans le domaine de l'ingénierie maritime et portuaire intéressés par le présent appel d'offres, pourront consulter et obtenir les dossiers de soumission auprès de la Direction des Infrastructures de base de la Wilaya de SKIKDA sis avenue REZKI KEHAL tél. 95-51-11 telex 87-940 DIRSK.DZ.

Les offres accompagnées des pièces fiscales et réglementaires prévues par la réglementation en vigueur doivent être adressées sous double enveloppe cachetée à Monsieur le WALI DE SKIKDA - SECRÉTAIRAT GÉNÉRAL - SERVICE DU BUDGET ET DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES - BUREAU DES MARCHÉS. L'enveloppe extérieure doit porter la mention suivante : Appel d'offres national et international - à ne pas ouvrir - études d'extension et d'aménagement au port de COLLO.

La date limite de dépôt des offres est fixée à 60 jours à compter de la date de parution du présent avis.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant 90 jours.

M. Mauroy condamne « les agriculteurs qui se laissent aller à la violence »

M. Pierre Mauroy, premier ministre, a condamné, mercredi 27 avril, à l'Assemblée nationale, « les agriculteurs qui se laissent aller à la violence ». « Aucune corporation, aucun groupe social ne peut obtenir satisfaction de la sorte », a dit M. Mauroy. « Nous devons tous avoir le courage de défendre l'agriculture, d'obtenir le démantèlement de ces montants compensatoires (...). Il n'est malheureusement pas facile aujourd'hui de défendre ce qui a été demandé naguère par la France. Mais nous devons tous nous battre pour obtenir satisfaction, et nous devrions être unanimes pour défendre les intérêts de la France et de son agriculture au lieu de poser les problèmes comme certains le font », a-t-il ajouté.

Dans la journée de mercredi, l'agitation paysanne s'est développée dans toute la France, gagnant des départements restés jusqu'à relativement calmes. Les barrages routiers destinés à contrôler les importations de produits agro-alimentaires se sont multipliés non seulement en Bretagne, où les agriculteurs ont rassemblée à Saint-Brieuc (Côtes-du-Nord) l'ensemble des leurs

Echec des négociations à Luxembourg

(Suite de la première page.)

De fait, s'agissant du problème central du démantèlement des montants compensatoires monétaires (M.C.M.) allemands, les positions française et allemande s'étaient rapprochées.

M. Kiechle, le ministre allemand, se disait prêt à accepter une réduction de 2,25 % des M.C.M. applicables aux produits laitiers, de 2,75 % des M.C.M. applicables aux céréales, de 3,25 % de ceux applicables aux autres produits. Moyennant deux astuces techniques (modification de la valeur de l'ECU en intégrant la livre sterling à son cours du 22 avril, moins élevé, au lieu de celui du 21 mars ; augmentation de 0,25 % de la « franchise » avant laquelle est appliqué le M.C.M. positif), il parvenait à limiter l'impact de ce démantèlement sur le niveau des prix garantis en marks, car là était sa principale préoccupation.

M. Kiechle rentrait à Bonn avec des hausses de prix en marks d'environ 1,2 % pour les produits laitiers, 1,4 % pour les céréales et près de 3 % pour les autres produits. Ce bricolage, même s'il n'était techniquement pas pleinement favorable pour la France, permettait à M. Rocard d'atteindre l'objectif minimum qu'il s'était fixé en matière de réduction des M.C.M.

Le ministre français présentait à ses collègues une autre revendication, plus importante à ses yeux : il demandait que le M.C.M. négatif (taxe à l'exportation, subvention à l'importation) appliqués par la France dans le secteur du porc ne soient pas diminués, comme pour les autres produits, de 1,6 %, mais de la totalité de leur montant actuel, soit 5,1 %. Cette requête était doublement justifiée. D'abord, parce que les producteurs de porc français connaissent des difficultés particulièrement aiguës ; ensuite, parce que Paris estime que les M.C.M. sur le porc sont calculés d'une manière très désavantageuse pour les pays à monnaie faible.

En résumé, les demandes de la France n'empêchaient pas la conclusion d'un compromis. M. Rocard a tenu à le souligner après la réunion.

Mais les Italiens se montrèrent très durs. Ils estimèrent d'abord que le démantèlement des M.C.M. allemands n'était pas suffisant. En suite, ils demandèrent une aide financière importante pour pouvoir accorder des bonifications d'intérêt à leurs agriculteurs et ainsi réduire leurs coûts de production. Ils faisaient valoir que leurs agriculteurs devaient supporter des taux d'inflation beaucoup plus élevés que ceux des autres pays membres. La plupart des autres délégations, voire la totalité d'entre elles, manifestèrent beaucoup de réserves pour s'engager dans cette voie.

Les Danois, de leur côté, se déclaraient opposés au démantèlement des M.C.M. négatifs français dans le secteur du porc, par pur souci de défendre leurs intérêts commerciaux. Ils ne souhaitaient pas non plus démanteler leurs propres M.C.M. positifs.

M. Rocard a insisté sur le fait que cet échec n'était pas de nature technique mais bien de nature politique. Il a déclaré : « Cette politique agricole commune (P.A.C.) menace de s'effondrer sous le poids de ses contradictions : l'apocalypse de la P.A.C. vient de problèmes financiers, de son coût excessif. Comment expliquer ce coût excessif ? M. Rocard a donné deux raisons principales : les gouvernements membres ne se sont pas dotés des moyens nécessaires pour défendre un modèle agricole européen « moderne, libre, intensif ». Il a aussi souligné que les mesures prises en matière sociale étaient tout à fait insuffisantes.

Deuxième faiblesse : l'absence de protection dans les secteurs des tonneaux, des matières grasses végétales, des produits de substitution des céréales, qui a permis le développement d'une agriculture industrielle, les fameuses « usines à lait », au détriment de l'agriculture traditionnelle. M. Rocard estime nécessaires des conversations politiques approfondies entre les gouvernements membres avant que le dossier puisse être repris avec une chance raisonnable de succès.

PHILIPPE LEMAITRE.

SOCIAL

A L'ISSUE D'UNE RENCONTRE AVEC M. MAIRE

M. Jospin estime que l'intervention du mouvement syndical est « décisive »

En se rencontrant, le 27 avril rue Cadet à Paris, MM. Edmond Maire et Lionel Jospin, à la tête de délégations de la C.F.D.T. et du P.S., avaient beaucoup de choses à se dire et un certain nombre de malentendus à dissiper. Les déclarations de M. Maire, le 31 janvier à la sortie de l'Élysée, avaient été plutôt mal reçues par M. Jospin.

Tout en acceptant le débat, il avait estimé que le secrétaire général de la C.F.D.T. « n'était pas connu comme responsable politique — du moins jusqu'ici — ni comme spécialiste de l'économie, la prudence devrait s'imposer à lui autant qu'à nous » (le Monde du 2 février). A cette occasion, les conceptions divergentes sur le rôle des partis et des syndicats, vieille pomme de discorde entre la C.F.D.T. et le P.S., avaient de nouveau été mises en lumière.

L'entrevue du 27 avril, soulagée de part et d'autre et qualifiée de « très utile », avait donc une première fonction de clarification. D'emblée, a raconté à la presse M. Jospin, M. Maire a présenté, d'une façon badine, son intervention comme celle d'un « simple syndicaliste », et le premier secrétaire du P.S. lui a répondu « en simple politique », sans s'apaisantir « à l'excès » sur cette controverse.

Le dirigeant socialiste a réaffirmé le droit des syndicats « à s'exprimer sur les questions économiques » et il a joint sa voix à celle des obédientes

pour récusar le « tout politique », jugeant l'intervention du mouvement syndical, « actif, vivant, négociant et créant de bons rapports de forces », « décisive ».

Ainsi, l'entrevue n'a, à aucun moment, pris une tournure polémique. Aucun communiqué commun n'a été publié, mais un groupe de travail, fonctionnant déjà depuis un an, va poursuivre les discussions. Chaque partie a réitéré ses positions, en mettant au passage les points sur lesquels M. Edmond Maire a réaffirmé son « refus total de tout protectionnisme, qui n'est que l'anticambrage de l'échec économique et politique ». Il a de nouveau déploré que l'effort demandé aux salariés n'ait pas de contreparties en matière de réduction de la durée du travail et d'emploi.

Soucieux de ne pas mener une politique qui couperait les socialistes de leur base sociale — et électorale — M. Jospin a soutenu le plan gouvernemental en soulignant qu'il se rapprocherait complétement par un volet industriel. Il a jugé que la diminution de la durée du travail n'était pas une « vote rapide », de nouvelles étapes en France ne pouvant venir que de progrès au niveau européen prenant en compte les impératifs de productivité et de rentabilité des entreprises.

M. N.

LA C.G.C. VA LANCER UN MOT D'ORDRE DE GRÈVE NATIONALE DE 24 HEURES POUR LE 3 OCTOBRE

Réuni le 23 avril, le comité national de la Confédération française de Penetration C.G.C. doit prendre la décision de lancer un mot d'ordre de grève nationale interprofessionnelle de vingt-quatre heures de l'encadrement pour le samedi 3 octobre. Parallèlement à cet arrêt de travail, qui interviendra quelques jours après l'élection des conseils de caisse de Sécurité sociale qui devrait avoir lieu le 19 octobre, des manifestations seront organisées à Paris et dans plusieurs villes de province.

Par cette action, la C.G.C. entend adresser un solennel avertissement au gouvernement devant les risques économiques et sociaux. Si la mise en grève n'est pas entendue, les dirigeants de la C.G.C. envisagent de durcir encore leur attitude en prenant d'autres initiatives.

• L'U.G.I.C.T.-C.G.T. signe l'accord sur l'encadrement. — Après avoir consulté ses instances, l'U.G.I.C.T.-C.G.T. a décidé de signer l'accord national interprofessionnel sur l'encadrement. Le communiqué, publié le 27 avril, précise que, « sans surestimer cet accord qui reste très imprécis, l'U.G.I.C.T.-C.G.T. entend en faire un point d'appui pour faire progresser et aboutir les revendications des ingénieurs, cadres, techniciens et agents de maîtrise ».

• La C.F.D.T. appelle à une grève des marins. Le syndicat national des marins C.F.D.T. appelle les gens de mer à des mouvements de grève à partir du 9 mai prochain. Les marins du large sont invités à observer un retard à l'appareillage de quarante-huit heures, « éventuellement renouvelable », à leur première escale suivant cette date.

QUAND IL S'AGIT DE CHOISIR UN CONSTRUCTEUR D'ORDINATEURS, LA QUESTION N'EST PAS DE SAVOIR QUI EST LE PLUS GRAND, MAIS QUI EST LE MEILLEUR.



LE REMARQUABLE PETIT SYSTÈME DE GESTION: BURROUGHS B20

La plupart des gens pensent que si un constructeur d'ordinateurs est plus grand que Burroughs, il est automatiquement meilleur que Burroughs.

Ce n'est pas forcément vrai.

Dans la gamme des petits systèmes de gestion, par exemple, le Burroughs B20 est l'un des ordinateurs autonomes les plus polyvalents, les plus faciles à utiliser et les plus écolatifs du marché.

Avec son puissant processeur 16 bits et jusqu'à 640 K octets de mémoire RAM dans chaque poste de travail, le Burroughs B20 donne à chaque utilisateur son propre ordinateur, mais avec la puissance, les bases de données et la mémoire associées auparavant uniquement à de grands systèmes.

Plus important encore, le B20 peut s'intégrer dans un réseau d'autres B20, ce qui permet à chacun de disposer dans son travail des informations les plus récentes. Et comme le B20 peut gérer de nombreux postes de travail, il grandira avec votre entreprise.

Pour le mettre en exploitation, vous n'avez qu'à le débiller, le brancher *, choisir un de nos nombreux logiciels destinés à la gestion des entreprises (fiches de paie, livres de ventes, registres de stocks, etc.), incliner l'écran à la hauteur voulue — et c'est à vous de jouer. (Nos manuels de formation programmée sont si faciles à utiliser que vous serez capable de projeter vos ventes au bout de quelques heures seulement.)

Si vous avez besoin d'aide, appelez le Burroughs Resource Control Center. Les informaticiens compétents de Burroughs vous aideront à résoudre tous vos problèmes — qu'ils soient liés à notre matériel, notre logiciel ou nos systèmes d'exploitation. Notre expérience internationale de 87 ans dans le domaine du matériel de bureau nous a appris certaines choses en matière de service et de soutien aux entreprises.

Donc, si vous cherchez un petit système de gestion, votre décision ne doit pas être fonction de la taille du constructeur. Mais plutôt de sa qualité.

Burroughs

LA QUESTION N'EST PAS DE SAVOIR QUI EST LE PLUS GRAND, MAIS QUI EST LE MEILLEUR.

RENDEZ-VISITE AU STAND BURROUGHS
Mercredi, 13 Avril - Mercredi, 20 Avril



*L'unité de mémoire de masse B22 doit être installée par un technicien qualifié de Burroughs.

Le petit système de gestion B20 m'intéresse. Veuillez m'envoyer de plus amples informations.

Nom: _____
Fonction: _____
Société: _____
Adresse: _____
Téléphone: _____

A envoyer à: Direction du Marketing
Systèmes B20
S.A. Burroughs
95015-Cergy-Pontoise Cedex

UM/4283

station de
voyage
eau et
par le
rail. Faut-
gagner de
ce, versé
de-Franco
s recense
de fran
de l'entre
chi et son

avait donc
liards de
le 2,6 mil
un an.

développé
st pas sans
l'augmen
tation de
entreprise
embauché
nbre 1982
s emplois
durée du
treinte-
r, puis à
« décom
tion. Les
nus, une
mentaires
us basses

mentation
4,4 %) à
(2,5 %),
activité a
rien l'an
tation de

producti
récit
ant clai-
. La pro-
tre deux
physique
vices) et
humains.
une rela-
c'est la
ut aussi
tions de
venant
out a un
d'usage :

re exem-
. T.P. les
Chaque
our les
ons de
s pour
reine de

is qu'il
ard'hui
sément
donc de
semble
au gou-
à une
de tra-
clitique
du pou-
te tou-
soins.
usi iné-
vement
certes,
mais au
ue les
finan-
est un
les
jues.
ITT.

T
arses

nes de
llanne,
forma-
trances
France
lien les
jaire) ;
indus-
aux de
ral (la
autres
mo-
ties de
mer-
concur-
sociale
jeudi
puis
extré-
direct-
cont-

ises

bonne
nues,
« Le
ssai

re
la
re
re
re

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Le chiffre d'affaires de Crouzet - société-mère - s'élève, pour l'exercice 1982, à 1 063 millions de francs, en progression de 15,7 %.

Le résultat s'y rapportant, que l'on peut qualifier de courant, de 7 millions de francs contre 3 millions en 1981, a été influencé par la poursuite de la crise économique, ainsi que par, notamment :

- L'abaissement de l'horaire hebdomadaire à 39 heures avec maintien des rémunérations ;
- La cinquième semaine de congés payés ;
- Les indemnités de 16,7 millions de francs versées au personnel ayant volontairement quitté l'entreprise dans le cadre de la convention conclue avec le Fonds national de l'emploi ;
- La provision pour contribution sociale de solidarité ;
- La majoration de la taxe professionnelle.

Cependant, du fait d'une plus-value de 57,7 millions de francs résultant de l'apport de titres, par Crouzet à SIELA, et ce, dans le cadre de l'accord intervenu entre l'Adopar et Crouzet, le résultat figurant au bilan sera de 27,6 millions. Après constitution d'une provision de 36 millions pour risques de l'acquisition du portefeuille-titres.

La marge brute d'autofinancement, hors plus-values et provisions exceptionnelles, représente 104 millions (+ 24,9 % sur 1981) et traduit, au niveau des amortissements, l'effort important effectué par Crouzet sur ses investissements qui ont atteint (hors ceux financiers) 112 millions de francs, soit 10,5 % du chiffre d'affaires.

Le chiffre d'affaires consolidé du groupe Crouzet s'établit à 1 415 millions de francs (+ 12,3 % à structure comparable).

La crise économique a conduit à des résultats déficitaires dans certaines filiales, comme en Italie. En conséquence, compte tenu :

- De la plus-value réalisée par la maison-mère dans ses apports à SIELA, mais déduction faite des provisions ;
- De la contribution de SFENA inférieure à celle de l'exercice précédent ;

Le bénéfice net du groupe s'établit à 23,3 millions de francs.

Malgré les incertitudes, d'ordre conjoncturel, pour l'exercice en cours, le conseil d'administration, dans sa séance du 7 avril 1983, a décidé de proposer à l'assemblée générale des actionnaires la distribution d'un dividende de 2 F par action, contre 3,50 F l'année précédente.

COCKTAIL PREVISION

2 doses d'expérience,
1 mesure de flair,
allongées de valeurs refuge,
relevées d'actions
françaises et étrangères.

Quand les temps sont difficiles, il faut prévoir encore plus : études des enfants, dépenses importantes, sécurité personnelle... Les placements de précaution, ça protège. Pour les réussir, c'est comme les cocktails, il faut doser : les efforts, les valeurs, les opportunités.

Savoir doser, c'est le talent des Agents de Change. Demandez leur de mettre au point votre cocktail prévision, un des placements qu'ils sauront vous conseiller selon vos objectifs et votre situation.

Rencontrez les. Avec eux vous ferez des placements intelligents.

BUREAU D'ACCUEIL DES AGENTS DE CHANGE
4, place de la Bourse, Paris 2^e.
Ouvert du lundi au vendredi de 10 h à 18 h 30. Vous pouvez aussi téléphoner : Paris 297.55.55 / Bordeaux (56) 44.70.91 / Lille (20) 55.69.20 / Lyon (7) 842.54.71 / Marseille (91) 90.70.32 / Nancy (8) 336.56.57 / Nantes (40) 46.41.66.

LES AGENTS DE CHANGE
Ils dosent vos placements avec talent.

(Publicité)



AVIS DE PRESELECTION INTERNATIONAL
N.P. 3372

La Compagnie des Phosphates de Gafsa se propose de lancer un appel d'offres international pour :

● Etude de faisabilité technico-économique des projets Oum El-Khechab et Sehib Sud.

Dans ce but, la Compagnie procédera à la présélection des soumissionnaires agréés pour participer à cet appel d'offres par la procédure suivante :

Les différents soumissionnaires doivent présenter avant le 30 mai 1983 un dossier incluant leurs références et le curriculum vitae de l'ensemble du personnel proposé pour l'opération ainsi que leur acceptation du cahier des charges, qui peut être retiré, dès la parution de cet avis, contre le paiement de la somme de vingt dinars tunisiens (ou équivalent en devises) auprès du service général de la Compagnie des phosphates de Gafsa, 9, rue du Royaume-d'Arabie-Soudite, Tunis.

Les dossiers de soumissions rédigés en langue française doivent être adressés au nom de M. le Directeur des achats de la Compagnie des Phosphates de Gafsa, 2130 Metlaoui - Tunisie.

L'enveloppe extérieure devra obligatoirement porter la mention (ne pas ouvrir) A.O. N.P. 3372.



Le chiffre d'affaires consolidé du groupe Synthélabo a été en 1982 de 1 922,7 millions de francs hors taxes, en augmentation de 12 % par rapport à l'exercice précédent.

Le bénéfice d'exploitation s'élève à 70,7 millions de francs contre 39,6 millions en 1981 et, après impôt et hors plus-values, à 22,5 millions contre 21,6 millions en 1981. Ce bénéfice net est de 38,8 millions de francs s'il n'avait été amputé par la taxe non déductible de 5 % sur toutes les dépenses d'information médicale, instaurée en cours d'année.

Les frais de recherche ont marqué une nouvelle progression en 1982 : ils s'élèvent à 268,6 millions contre 222,8 en 1981, soit une augmentation de 20,6 %. Ils représentent 19,1 % du chiffre d'affaires des spécialités pharmaceutiques contre 17,6 % en 1981.

Poursuivant sa politique d'internationalisation, Synthélabo s'est doté des structures nécessaires dans différents pays :

- aux Etats-Unis, création, en association avec G.D. Searle and Co, d'un « partnership », Lorex Pharmaceuticals, conformément aux accords signés en avril dernier avec cet important groupe américain ;

- en Grande-Bretagne et en Hollande, deux sociétés communes sont en cours de constitution, également en association avec le groupe G.D. Searle, mais avec la participation majoritaire de Synthélabo ;

- en Europe également, acquisition de deux sociétés : Paul Kramer en Suisse, devenue Kramer Synthélabo S.A., et Lirca s.p.a. en Italie ;

- au Japon, création d'une filiale, Lorex Yakuin, qui, dans un premier temps, sera utilisée comme entente scientifique dans ce pays.

Dans le but de renforcer l'activité biomédicale du groupe, Synthélabo s'est associé à une entreprise allemande spécialiste depuis de nombreuses années dans le domaine « Anesthésie-réanimation », la société Drägerwerk A.G. Cette association a pris la forme d'une filiale commune en France : la société Robert et Carrère-Dräger (dont Synthélabo Biomédical détient 53 % du capital).

Début janvier 1983, une participation majoritaire (70 %) a été prise dans la société Biophys Medical, société spécialisée dans les équipements lasers, notamment à usage ophtalmologique.

Enfin, à la suite d'accords intervenus récemment avec son partenaire australien, Synthélabo Biomédical vient d'acquiescer sa participation dans le groupe Teletronics, spécialisé dans le domaine des stimulateurs cardiaques, et détient désormais 51 % de la société australienne Teletronics Pty. Ltd et plus de 75 % de Teletronics S.A. (France).

En fonction des priorités qui ont été retenues pour le développement du groupe, Synthélabo a cédé au groupe Sanofi l'ensemble de ses activités dans le domaine vétérinaire (société Cogla), et dans le domaine des vaccins (Institut Ronchese). La cession de l'Institut Ronchese, qui sera réalisée très prochainement, sera accompagnée de la vente de l'usine de fabrication de vaccins de Libourne.

Le conseil d'administration de Synthélabo proposera à l'assemblée générale mixte ordinaire et extraordinaire des actionnaires, convoquée pour le 9 juin 1983, d'une part de distribuer un dividende net de 6,50 F par action, identique à celui de l'exercice précédent, et, d'autre part, d'autoriser le conseil à augmenter le capital social, dans les limites qu'elle fixera.

Le conseil déterminera en temps opportun les modalités d'une telle opération, destinée à permettre à Synthélabo non seulement de poursuivre son effort de recherche et d'élargir l'internationalisation de ses activités, mais aussi de réaliser un très important programme d'investissement en chimie, condition indispensable à la maîtrise et à l'exportation des principes actifs originaux.



DELALANDE S.A.

Le bilan provisoire du Groupe DELALANDE au 31 décembre 1982 fait apparaître une perte consolidée de 79 millions de francs, dont la cause unique est l'évolution défavorable des filiales cosmétiques américaines. La cession de ces filiales, qui a pris effet en décembre 1982, a entraîné la constatation d'une moins-value sur leurs titres et l'abandon des créances que le Groupe possédait sur elles. Au niveau de la holding DELALANDE S.A., la perte ressort à 33 millions de francs.

Malgré la perte d'exploitation consolidée, dans lequel s'inscrivent plus les filiales américaines, dégage un bénéfice de 27 millions de francs. Ce résultat fait ressortir que l'ensemble des autres sociétés du Groupe demeure en bonne santé. Il est dû principalement à la tenue des produits lancés par les Laboratoires DELALANDE et CARRION depuis deux ans, à la progression des exportations directes de médicaments, aux succès obtenus par le licencié japonais et aux performances satisfaisantes réalisées en Allemagne et en Angleterre.

Au Brésil, la filiale Laboratoires DELALANDE Ltda, qui s'approvisionne encore de contribution positive, a été cédée au Groupe des Laboratoires ESPASIL.

Après avoir éliminé ses activités déficitaires, le Groupe DELALANDE s'est donné pour objectif de rétablir une structure de bilan mieux équilibrée et de retrouver dès 1983 une rentabilité convenable. Les ventes du premier trimestre en France et à l'étranger font espérer que cet objectif est en voie de réalisation.



Compagnie Générale des Eaux

Dans sa séance du 22 avril 1983, le conseil d'administration a examiné les résultats des comptes de la compagnie pour l'exercice 1982.

Le chiffre d'affaires toutes taxes comprises s'est élevé à 6,363 milliards de francs, contre 5,558 milliards de francs en 1981, soit une progression de 14,48 %. Le solde créditeur du compte d'exploitation générale s'établit à 474,9 millions de francs, à un niveau très proche (+ 1,10 %) du résultat correspondant de l'exercice précédent. Cette stabilité s'explique par le sévère blocage du prix de l'eau, intervenu au cours de l'année.

Le bénéfice net, compte tenu des pertes et profits exceptionnels, s'élève à 226,4 millions de francs. Il est en progression de 9,59 % par rapport à l'exercice 1981.

Le conseil proposera à l'assemblée générale des actionnaires la mise en paiement d'un dividende de 15,50 F (soit 23,25 F pour le revenu global avec l'impôt fiscal) à chacune des 11 241 385 actions entre lesquelles est désormais réparti le capital social après les opérations d'extinction générale et de souscription en numéraire qui ont été réalisées au début de l'année 1983. En contrepartie de ces deux augmentations de capital ont été créées 3 747 128 actions nouvelles portant jouissance du 1^{er} janvier 1982 et représentant 50 % du nombre d'actions antérieur. La distribution globale de bénéfice s'élèvera ainsi à 174,241 millions de francs.



CAISSE CENTRALE DES BANQUES POPULAIRES

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires de la Caisse centrale des banques populaires s'est tenue, sous la présidence de M. Henri Barre, le 27 avril 1983, à Caen (Calvados) ; à cette occasion ont été inaugurés les locaux du nouveau Centre d'opérations sur titres de la société édifié dans cette ville.

Le bilan, arrêté au 31 décembre 1982, totalise 44,2 milliards de francs contre 33,4 milliards de francs à la fin de l'exercice précédent, soit une augmentation de 32 %.

Le bénéfice net, après dotation aux amortissements (16 192 778 F) et constitution de différences provisions, s'élève à 35 107 535 F contre 26 435 096 F pour l'année 1981 et 28 387 591 F pour 1980.

Compte tenu du montant des emprunts obligataires et des affectations décidées par l'assemblée générale, les capitaux permanents dont dispose la société s'élèvent à 6,94 milliards de francs ; les fonds propres stricto sensu s'établissent à 515 millions de francs.

L'assemblée générale a approuvé les comptes de l'exercice ; l'intérêt, qui sera mis en paiement le 1^{er} juin 1983, a été fixé à 6 F par part sociale, ce qui détermine, compte tenu de l'impôt déjà payé au Trésor, un montant global de 9 F.

L'assemblée générale a ratifié la nomination en qualité d'administrateur de M. Francis Allix et renouvelé le mandat d'administrateur de M. Yves Bernard, Robert Delormey et René Esch.

UGMO

Le conseil d'administration s'est réuni le 22 avril 1983 pour arrêter les comptes de l'exercice 1982 et prendre connaissance du compte rendu d'activité de la société.

Les immeubles d'habitation de la société sont pratiquement loués à 100 %. Il en est de même pour ceux de son secteur commercial.

Les produits locatifs, en y incluant les indemnités compensatrices, ont atteint 62 780 000 F contre 57 396 000 F en 1981, l'ensemble des recettes progressant de 12 %.

Après affectation de 7 322 000 F aux comptes d'amortissements et de provisions, le bénéfice net s'établit à 47 451 000 F contre 41 750 000 F en 1981, en progression de 13,6 %.

Le conseil proposera à l'assemblée générale ordinaire, convoquée pour le 24 juin 1983, la distribution d'un dividende de 14,50 F par action contre 14,50 F en 1981.



CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE

Obligations 9,50 % (ex-6,50 %) mai 1988

Les intérêts courus du 15 mai 1982 au 14 mai 1983 sur les obligations Électricité de France 9,50 % (ex-6,50 %) mai 1988 ont été payés, à partir du 15 mai 1983, à raison de 42,75 F par titre de 500 F nominal, contre déduction du coupon n° 15 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source de 20 % (soit 8,55 F) et de 4,75 F (montant global : 47,50 F). En cas d'option pour le régime de prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de 7,12 F, soit un net de 35,63 F.

A partir de la même date, les obligations restant en circulation cessent de porter intérêt et seront remboursables à 580 F (démarrées de coupons).

BLINDEZ VOUS-MÊMES LES GLACES DE VOTRE VOITURE

Film adhésif totalement invisible, résistant aux chocs : 2 Tonnes 600 au feu : 200 °C pendant 20 minutes, 50 % aux ultraviolets, 57 % aux infrarouges. 250 F le m².

Conditions spéciales aux carrossiers et collectivités

DIB, B.P. 55 - 75482 PARIS Cedex 10
Tél. : 203.25.00



L'assemblée générale des actionnaires de la société M.M.B. qui s'est tenue le 21 avril 1983 a approuvé toutes les résolutions présentées par le conseil d'administration.

De nombreuses questions ont été posées quant à la société Librairie Aristide Quillet (L.A.Q.), dont M.M.B. détient directement ou indirectement 95 % du capital. Le chiffre d'affaires de cette société, déjà en croissance importante depuis deux exercices, connaît une augmentation de plus de 20 % entre 1982 et 1983. Le transfert de l'activité éditoriale de la Librairie Aristide Quillet vers le groupe Hachette est prévu pour fin 1983-début 1984. A l'issue de cette opération, L.A.Q. deviendra toujours la majorité de D.N.S. (Dernières Nouvelles de Strasbourg), éditrice du quotidien Dernières Nouvelles d'Alsace.

Par ailleurs, M.M.B. annonce pour l'exercice qui prendra fin le 31 octobre 1983 un bénéfice net de l'ordre de 6 millions.



PIERRE-MARMONT

INVESTISSEMENT

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires de Pierre-Investissement, société d'investissement à capital variable, réunie le jeudi 21 avril 1983 sous la présidence de M. Jean de La Chauvinière, a approuvé les comptes de l'exercice 1982 et fixé le montant global du dividende à 18,73 F dont : coupon 16,20 F et impôt déjà payé au Trésor (crédit d'impôt) 2,53 F.

Ce dividende sera mis en paiement à compter du mardi 17 mai 1983 contre remise du coupon n° 25.

Rappelons qu'au cours de l'exercice 1982 la valeur liquidative de l'action Pierre-Investissement a progressé de 28,45 % compte tenu du coupon détaché au cours d'exercice.

Renseignements et souscriptions : P. de La Chauvinière, 26, rue Mouton, 75008 Paris.



LE BRUIT

exigez les véritables BOULES QUIES

les seuls de la protection individuelle

Constituées de produits de premières qualités et d'un support végétal naturel, les BOULES QUIES sont parfaitement supportées par le conduit auditif.

Un produit innovant pour tous les usages et utilisations. 35 pages. Tél. 533.85.82

SICAV DU GROUPE DES BANQUES POPULAIRES

Situation au 31 mars 1983

	FRUITANCE	ALOREM	Planinter	FRUITMAR	Fructidur	SCANDINAV	Fructivalor
Un placement en actions françaises		Un portefeuille diversifié en valeurs françaises et étrangères	Un placement à vocation internationale	Un placement rémunérateur à court et moyen terme	Un portefeuille d'obligations sélectionnées	Un choix de valeurs de rendement	Une sélection équilibrée entre valeurs françaises et étrangères
NOMBRE D'ACTION EN CIRCULATION (en millions)	2.872	887	536	79	1.091	128	895
ACTIF NET (en millions de francs)	930,45	273,33	290,77	1.020,94	26,57	76,36	282,79
VALEUR LIQUIDATIVE DE L'ACTION (en F)	323,89	307,99	542,44	53403,28	198,37	596,50	282,18
DERNIER DIVIDENDE MIS EN PAIEMENT (en F) ou titre de l'exercice	27,78	10,91	22,70	critérium octobre 1982	14,36	59,47	14,56
RÉPARTITION DE DROITS (en %)							
• VALEURS FRANÇAISES	88,02	49,44	49,70	89,87	49,77	90,27	48,67
• VALEURS ÉTRANGÈRES	2,03	47,00	48,36	10,13	41,16	10,36	45,40
• AUTRES EMPLOIS	neant	neant	neant	neant	neant	neant	neant
• LIQUIDITÉS	9,96	3,46	1,94	neant	9,07	-0,63	5,93

Je tiens à remercier

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. PHILOSOPHIE : « La mise en forme du temps », par Christian Delacour ; « La raison dans la physique », par Manuel de Laga ; « Marx, l'être de l'histoire et l'esprit de parti », par Suzanne Cluron.

ÉTRANGER

3. EUROPE
- SUÈDE : la suite de l'affaire des sous-marins soviétiques.
3. AFRIQUE
4-5. ASIE
5-6. DIPLOMATIE
- M. Yazid quitte son poste de représentant de la Ligue arabe à Paris.
6-7. PROCHE-ORIENT
- La tournée de M. Shultz.
- LIBAN : les chrétiens livrent aux autorités l'assassin présumé de Bach Gattayel.
7. AMÉRIQUES

POLITIQUE

8. La démocratisation du secteur public à l'Assemblée nationale.
- Les élections de M. Chirac.
9. M. Fassin veut présenter des listes aux élections européennes et régionales.

SOCIÉTÉ

10. ÉDUCATION : la contestation du projet sur l'enseignement supérieur.
12. MÉDECINE : le mouvement de grève des étudiants.
- JUSTICE.

LE MONDE DES LIVRES

15. Le feuilleton de BERTRAND POIROT-DELPECH : Fenêtres sur cour ; La Vierge des hommes de lettres.
16. LA VIE LITTÉRAIRE.
17. AU FIL DES LECTURES.
18-19. HISTOIRE LITTÉRAIRE : une somme sur les origines de l'édition française.
20. LETTRES ÉTRANGÈRES : deux écrivains chinois à Paris.

CULTURE

21. MUSIQUE : la Belle Hélène, à l'Opéra-Comique ; la Clémence de Titus, à Lyon.
- ROCK : Little Steven au Palais.
- ÉDITION : des mesures en faveur du livre.
24. COMMUNICATION. - LU : Une ligne gauche de bois d'Olivier Todd.
- Le MIP-TV.

RÉGIONS

26. RHONE-ALPES : accord droite-gauche à Lyon.
- PAYS DE LA LOIRE : le maire de Nantes ordonne l'arrêt des travaux du tramway.

ÉCONOMIE

27. COMMERCE.
28. AFFAIRES : le financement de l'industrie.
29. AGRICULTURE.
- SOCIAL.
RADIO-TÉLÉVISION (24)
INFORMATIONS
« SERVICES » (13):
- Journal officiel ; Météorologie ; Mots croisés ; Loterie nationale ; Loto ; Arlequin.
Annonces classées (25-26) ; Carnet (13) ; Programme des spectacles (22-23) ; Marchés financiers (31).

Le numéro de « Monde » daté 29 avril 1983 a été tiré à 508 297 exemplaires

A Strasbourg

La France signe un traité rendant irréversible l'abolition de la peine de mort

Abolie en France le 1^{er} octobre 1981, la peine de mort pourrait-elle être rétablie un jour ? Oui, si une nouvelle majorité en décidait ainsi. Pour prévenir ce danger, M. André Chadenor, ministre chargé des affaires européennes, a signé, ce jeudi 28 avril, à Strasbourg, un protocole du Conseil de l'Europe qui exclut tout retour en arrière. Une fois ratifié par le Parlement français, ce protocole interdirait le rétablissement de la peine de mort en temps normal mais aussi en cas de crise, une hypothèse prévue par l'article 16 de la Constitution.

La décision de signer ce texte a été prise mercredi après-midi, à la toute dernière minute, par M. François Mitterrand lui-même, qui a ainsi donné satisfaction à M. Robert Badinter. Mais elle pourrait provoquer une levée de boucliers dans l'opposition, qui risque d'y voir un abandon de souveraineté.

C'est un solide verrou que la France a décidé de tirer contre le rétablissement éventuel de la peine de mort. Sous réserve de sa ratification par le Parlement français, le texte signé ce jeudi matin par M. Chadenor, au siège du Conseil de l'Europe, interdit en effet tout retour en arrière.

Ce texte, qui a la forme d'un protocole n° 6, additionnel à la Convention européenne des droits de l'homme, sera inclus dans cette convention. Signé par la France et onze autres pays membres du Conseil de l'Europe (1), il déclare que « la peine de mort est abolie », sauf pour « les actes commis en temps de guerre ou de danger imminent de guerre ». Sous réserve d'une extension de la notion de « guerre » à celle de guerre civile, le verrouillage est total puisque le protocole prévoit aussi qu'« aucune dérogation » n'est admise, même en cas de « danger public menaçant la vie de la nation ».

Le fait de ne prévoir aucune dérogation interdit le rétablissement de la peine de mort selon la procédure législative normale mais aussi par le biais de l'article 16 de la Constitution sur les pouvoirs donnés au président de la République en cas de circonstances exceptionnelles. Ayant veulé de traité, un tel protocole l'emporte, en effet, sur toutes les autres sources de droit interne, la Constitution et les lois.

Un choix de principe de M. Mitterrand

Se fier ainsi les mains constituit un abandon de souveraineté, même s'il existe des précédents. Cela explique que M. Mitterrand — convaincu finalement par M. Badinter de franchir le pas — ait réservé sa décision jusqu'à son retour de voyage dans le Nord-Pas-de-Calais. S'il l'a fait, c'est pour des raisons politiques. Ne pas signer représentait en effet de graves inconvénients.

vérités. Que n'aurait-on dit sur une abstention de la France, que M. Badinter présente partout comme à l'avant-garde des droits de l'homme en Europe ?

Signer, comme M. Chadenor l'a fait ce jeudi, sur les instructions du chef de l'État, ne présente pas que des avantages. Au moment du vote de ratification au Parlement, l'opposition risque, en effet, de s'emparer de cette affaire en la présentant comme un abandon inadmissible de souveraineté. Il est clair, en effet, qu'un recours devant le Conseil constitutionnel, fondé sur l'inconstitutionnalité de la loi de ratification serait de bonnes chances d'aboutir. Mais M. Mitterrand a préféré « ce choix de principe », comme on le souligne ce jeudi matin à l'Elysée.

Ce choix n'allait pas de soi. Comme l'Italie, le Royaume-Uni a refusé de signer. « Mère des Parlements », la Grande-Bretagne a fait savoir qu'elle n'entendait pas se fier les mains. Comme en Italie, il existe dans ce pays une majorité de citoyens favorables au rétablissement de la peine de mort. Ceci explique-t-il cela ?

La décision de la France où, autant qu'on le sache, existe aussi une majorité favorable à la peine capitale, ne prendrait donc cette hypothèse que plus de relief.

BERTRAND LE GENDRE.

(1) Ont signé le protocole : l'Australie, la Belgique, le Danemark, la France, la République fédérale d'Allemagne, le Luxembourg, les Pays-Bas, la Norvège, le Portugal, l'Espagne, la Suède et la Suisse.

Dans un seul des vingt et un pays membres du Conseil de l'Europe la peine de mort est encore appliquée : la Turquie. D'autres ont encore dans leur législation, mais ne l'appliquent plus, comme la Belgique et la Grèce.

DANS LA SIDÉRURGIE

Les directions de Sacilor et de Sollac annoncent de nouvelles suppressions d'emploi

De nouvelles mesures de suppressions d'emplois dans la sidérurgie ont été annoncées dans la journée du 27 avril, en Lorraine.

La direction de Sacilor a soumis un projet de mise en cessation anticipée d'activité pour 94 salariés et de mise en dispense d'activité de 1 040 ouvriers, qui devrait permettre d'offrir un nouvel emploi à toutes les personnes dont le poste aura été supprimé. A l'issue de la réunion du comité central d'entreprise, les syndicats F.O., C.F.D.T., C.G.C. et C.G.T. se sont déclarés satisfaits de ces mesures, s'inscrivant dans le cadre de la convention générale de protection sociale.

La direction de Sollac a proposé de recourir au même dispositif pour la suppression de 300 emplois pour raison économique (103 cessations anticipées d'activité et 197 dispenses d'activité), mais les organisations syndicales se sont montrées divisées. La C.G.T. jugeant les mesures inacceptables et la C.F.D.T. regrettant qu'elles ne fa-

sont pas parties d'un plan d'ensemble.

Les Acieries de Pompey ont, enfin, annoncé la mise en prétraite de 77 salariés d'ici au 1^{er} avril 1984 et mettent à l'étude un projet de réduction du temps de travail de deux heures pour l'ensemble du personnel.

A Mulhouse, plusieurs centaines d'employés des usines Manurhin du Haut-Rhin ont bloqué un pont pendant une heure et demie, le 27 avril au matin.

Dans le département des Hautes-Pyrénées, nous indique notre correspondant, la situation de l'emploi ne cesse de se dégrader. A Tarbes, la société Hughes-Tool (maîtrise de forage pétrolier) vient de faire connaître un projet de cent sept licenciements. L'usine de la Cofax, à Pierrefitte, réduirait ses effectifs de cent trente personnes, et le groupe préparerait, pour l'ensemble de ses unités (Sète, Tarbes et Bayonne), une compression de personnel pouvant atteindre mille emplois.

A Paris, le dollar

bat tous ses records : 7,39 F

Jeudi 28 avril, le dollar s'est montré très ferme sur les marchés des changes, passant de 2,45 deutschemarks à plus de 2,46 deutschemarks à Francfort, en dépit des interventions massives de la Bundesbank et de 7,370 francs à 7,39 francs environ à Paris, battant son record de 7,370 francs établi le mercredi 20 avril. Cette nouvelle poussée s'est produite en dépit d'un léger fléchissement des taux d'intérêt aux Etats-Unis.

Dans un discours prononcé mercredi soir devant l'Institut français des relations internationales (IFRI), M. Martin Feldstein, chef des conseillers économiques de la Maison Blanche, a rejeté les affirmations européennes selon lesquelles le dollar serait trop cher : « Cela n'a que plus de sens de dire que le dollar comme surévaluation que de dire qu'une monnaie ou une machine à écrire le soit. » Il a, néanmoins, attribué la fermeté de la monnaie américaine à la tension des taux qu'entraîne l'accroissement du déficit budgétaire des Etats-Unis.

Quant aux interventions sur les marchés des changes, M. Feldstein les a exclues en ce qui concerne les Etats-Unis, tout en concédant qu'au sommet de Williamsburg, fin mai, on devra « examiner attentivement » certaines idées selon lesquelles des interventions « très limitées et stérilisées » sur des marchés « désordonnés » pourraient se révéler plus efficaces si elles étaient fondées sur une concertation plus étroite entre les principaux pays et banques centrales. Il a également mis en doute la capacité des gouvernements à distinguer les « fluctuations désordonnées » des « modifications fondamentales » des taux de change.

M. Karl Otto Foehl, président de la Banque fédérale d'Allemagne, qui lui a fait écho, se montre sceptique quant aux possibilités d'effectuer des interventions significatives sur le marché des changes, et « s'inscrit contre l'impression qu'il existe un certain front uni Europe-Japon, dont l'objectif serait de forcer les Etats-Unis à intervenir plus fortement sur les marchés des changes ».

Magnétoscopes

LE GOUVERNEMENT LÈVE LE BLOCUS DE POITIERS

A partir du jeudi 28 avril, les magnétoscopes ne devront plus faire de dérapage pour dédommagement. Retour à la procédure d'achat le 22 octobre dernier, date de la mise en place du « blocus » : les opérations de dédommagement pourront être de nouveau effectuées dans l'ensemble des postes de distribution français.

le prêt à porter des grands
(1m85 à 2m15)
...et des costauds

berdy

PARIS 12^e
86 av. Ledru-Rollin
Tél. : 628.18.24
M^o Ledru-Rollin / Gare de Lyon

PARIS 17^e
79 av. des Termes
Tél. : 574.35.13
M^o Etoile/Ternes

LYON 7^e
26 cours Gambetta
Tél. : 861.13.83
M^o Saxe-Gambetta

En Espagne

Le Tribunal suprême aggrave les peines prononcées contre les putschistes de février 1981

De notre correspondant

Madrid. — C'est un verdict très sévère qu'a prononcé ce jeudi 28 avril le Tribunal suprême contre les putschistes du 23 février 1981, après avoir examiné les recours en cassation présentés par le procureur et la défense à l'issue du procès en première instance. Vingt-deux des trente-trois accusés sont condamnés à une peine supérieure à celle qui leur avait été infligée en juin 1982 par le Conseil suprême de justice militaire. Tous les recours présentés par les défenseurs ont été rejetés, tandis qu'une grande partie de ceux déposés par le ministère public ont été acceptés.

La sentence la plus lourde est celle qui frappe le général Armada dont la peine passe de six à trente ans de prison, le maximum prévu. Le tribunal a donc admis la thèse selon laquelle ce dernier, qui fut longtemps l'un des plus proches collaborateurs du roi, s'était fait passer pour l'interprète des vœux du souverain en incitant plusieurs de ses compagnons d'armes à la sédition. La

Haute Juridiction civile a par ailleurs confirmé la peine de trente ans imposée au lieutenant-général Miguel del Bosch, qui avait déclaré l'état d'urgence dans la région militaire de Valence, et au lieutenant-colonel Tejero, qui avait dirigé l'assaut contre le Congrès des députés de Madrid.

Le dernier général impliqué, Torres Rojas, qui s'était rendu au siège de la division blindée Brunete de Madrid pour donner son adhésion au putsch, voit sa peine doublée (de six à douze ans), tout comme la plupart des accusés de grade supérieur. Enfin les huit lieutenants qui avaient été acquittés en première instance en vertu de l'« obédience aux supérieurs », sont cette fois condamnés à un an de prison. Seuls trois accusés, dont le commandant Cortés, membre des services secrets, ont vu leur acquittement confirmé par le Tribunal suprême.

THIERRY MALINIAK.

Au Chili

Les relations sont de plus en plus tendues entre le gouvernement et l'Eglise

Santiago du Chili (A.F.P.). — Le gouvernement chilien a affirmé, mercredi 27 avril, qu'il respectait l'indépendance de l'Eglise catholique, mais a averti celle-ci de ne pas déborder « les valeurs patriotiques ». Dans un communiqué, le gouvernement déclare qu'il ne s'est « jamais immiscé dans les affaires intérieures de la hiérarchie ecclésiastique » et n'a « jamais mis de limite à son indépendance dans le cadre de sa compétence légitime ». Mais, dit-il, les autorités chiliennes estiment que leur mission « de veiller au plein exercice et au respect des valeurs patriotiques » leur impose « le devoir de s'opposer à ceux qui veulent les dénigrer et les affaiblir ».

Ce communiqué a été publié après que le conseil épiscopal chilien ait affirmé qu'il n'acceptait pas d'interventions dans la mission des évêques et ait rejeté l'accusation de « trahison envers la patrie » formulée par le ministre chilien de l'Éducation, M^o Monica Madariaga. Celle-ci a remis en question un livre d'enseignement religieux édité par la Congrégation des salesiens, affirmant qu'il avait « une influence marxiste évidente ». Elle a d'au-

part annoncé une révision de tous les documents utilisés en cours de religion.

Le document publié par les Salesiens mentionne notamment la pratique de la torture au Chili et met en accusation la doctrine de la sécurité nationale en vigueur dans le pays. Le président du conseil épiscopal, Mgr Jose Manuel Santoni, a affirmé qu'il était disposé à ce que les chapitres du livre faisant allusion à la torture soient supprimés, à condition que la pratique de la torture soit éliminée au Chili.

Mgr Santos a estimé que la question des droits de l'homme était la cause majeure des relations difficiles entre l'Etat et les évêques chiliens. « Nous avons un grand respect pour la personne humaine », et les autorités « mettent l'accent sur la défense de l'ordre public, et il n'est pas question de la source de nombreux conflits ».

Mgr Jose Manuel Santos est considéré à Santiago comme le probable successeur du cardinal Raúl Silva Henríquez, dont les relations avec le général Pinochet sont particulièrement tendues et qui devrait être, selon le Times de Londres, remplacé par le Valdense très prochainement.

Aux Etats-Unis

VINGT-TROIS MILLIONS D'AMÉRICAINS SONT ILLETTRÉS

Washington (A.F.P.). — Les Etats-Unis ont « commis un acte de désarmement unilatéral en matière d'éducation », affirme un rapport publié mardi 26 avril par le ministère de l'Éducation sur la demande du président Reagan. « Une nation en danger », tel est le titre de cette étude réalisée par une commission d'experts.

La liste des constatations « inconcevables » il y a peu, relevées par le rapport, est longue. Voici les principales :

- Vingt-trois millions d'Américains sont illettrés, dont 13 % des jeunes de dix-sept ans ;

- Sur dix-neuf tests d'aptitude internationaux mettant en concurrence des étudiants de pays industrialisés, les candidats américains n'ont jamais été classés premiers ni deuxième. Ils sont arrivés bons derniers de la compétition dans sept cas.

- Le temps consacré aux sciences dans les programmes scolaires des autres pays industrialisés est en moyenne trois fois supérieur à ce qui se fait aux Etats-Unis.

- L'emploi du temps moyen d'un lycéen américain compte cent quatre-vingt jours par an avec six heures de cours par jour alors qu'il « n'est pas rare, en Grande-Bretagne et dans d'autres pays industrialisés » que les élèves passent deux cent vingt jours par an à l'école, à raison de huit heures quotidiennes.

- Aux Etats-Unis, le temps passé dans beaucoup de lycées à apprendre à conduire et à faire la cuisine compte, sujet que celui consacré aux mathématiques, à l'anglais, à la chimie, à l'histoire ou à la biologie.

La commission propose un certain nombre de recommandations destinées à améliorer les programmes scolaires, les critères de sélection des élèves, le statut et l'efficacité des enseignants.

DEUX FRANÇAIS ONT ÉTÉ PENDUS AU ZIMBABWE

Deux Français condamnés à mort en mars 1982 pour meurtre, Gervais Boutanquoi et Marc Chemouli, ont été pendus le jeudi 28 avril à la prison centrale de Harare au Zimbabwe, a annoncé le consul de France à Harare.

Les deux hommes avaient assassiné un cafetier allemand en 1981 au Zimbabwe et lui avaient volé environ 10 000 F pour, selon le parquet, payer leur voyage de retour en France.

Gervais Boutanquoi et Marc Chemouli avaient fait partie d'une petite unité de mercenaires francophones qui combattait pendant six mois aux côtés de l'armée rhodésienne.

Les recours en grâce avaient été rejetés les 20 et 26 avril de cette année en raison de « la gravité des crimes commis par M. M. Boutanquoi et Chemouli ».

● Le retrait des « volontaires » vietnamiens du Cambodge. — Hanoi a annoncé ce jeudi 28 avril que « le deuxième retrait des volontaires vietnamiens du Cambodge commencera le lundi 2 mai et sera achevé dans le courant du mois. Il s'agit du retrait du groupe de division Chu Long, équivalent en importance d'effectifs à un corps d'armée, et d'autres unités techniques qui en font partie ». Des journalistes étrangers ont été invités à y assister. C'est la première fois que les Vietnamiens fournissent des informations aussi précises sur la nature, l'importance et le délai de retrait de certaines de leurs unités du Cambodge.

CEPES
préparation intensive
en septembre, au
CFPA
centre formation professionnelle
enseignement supérieur privé
67, r. Ch.-Lafitte, 92 - Neuilly
722.94.94 - 745.09.19

ECRIVEZ ON VOUS REPONDRA !
Jean-Loup Milan
ECRIVEZ on vous répondra !

Il apparaît que les lettres envoyées par l'auteur de «Ecrivez, on vous répondra!», Jean-Loup Milan, à diverses personnalités, ne sont pas toujours celles publiées dans ce livre.

Le talent et l'humour de Jean-Loup Milan avaient enthousiasmé les Editions Jean-Claude Lattes ; néanmoins, elles prient les personnalités et les organismes mis en cause de les excuser au cas où elles aussi auraient été trompées.

Elles remercient, entre autres, les journalistes de l'Expansion, de l'Humanité, du Matin, de Minute, du Monde, de Paris-Match, du Point, de Valeurs Actuelles, de VSD d'avoir pris le parti d'en rire.

Editions Jean-Claude LATTES

Jeudi 28 avril 1983